

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES LOBI ET LEUR COUTUME

---

▲  
THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

---

Présentée et soutenue le 15 Mars 1929

PAR

**Jean-Camille HAUMANT**

*Administrateur-adjoint des Colonies*

---

JURY DE LA THÈSE

*Président : M. ROLLAND.*

*Suffragants : MM. DESCHAMPS ;  
MAUNIER.*

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

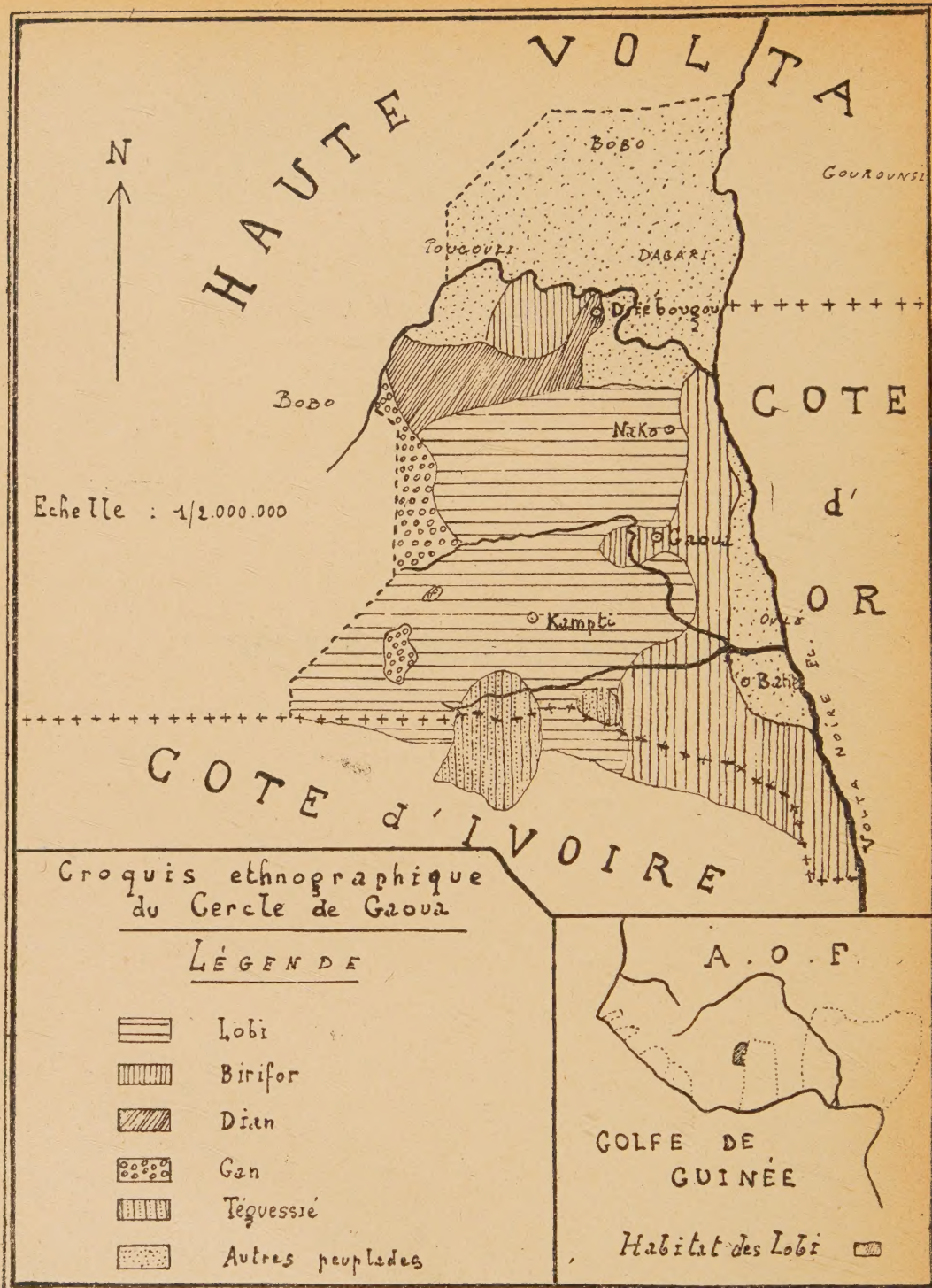
49, Boulevard Saint-Michel, 49

---

1929



**LES LOBI ET LEUR COUTUME**



**Habitat des Lobi**  
(d'après la Monographie du Cercle de Gaoua)

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES LOBI ET LEUR COUTUME

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

---

Présentée et soutenue le 15 Mars 1929

PAR

**Jean-Camille HAUMANT**

*Administrateur-adjoint des Colonies*

---

JURY DE LA THÈSE

*Président* : M. ROLLAND.

*Suffragants* : MM. DESCHAMPS ;  
MAUNIER.

---

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

---

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A MON PÈRE

## BIBLIOGRAPHIE

*Annuaire et Mémoires du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A. O. F.*, années 1916 et 1917. Imprimerie du Gouvernement général, Gorée.

**Chéron (G.)** : *Les Bobo-Fing*, Annuaire et Mémoires du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A. O. F., année 1916. Imprimerie du Gouvernement général, Gorée.

*La société noire de l'A. O. F.*, Bonvalot-Jouve, Paris, 1908.

**Décret du 22 mars 1924**, réorganisant la justice indigène en A. O. F., Imprimerie du Gouvernement général, Gorée, 1924.

**Delafosse (M.)** : *Cours à l'Ecole coloniale en 1920-21*, non édité.

*Haut-Sénégal et Niger*, librairie Larose, Paris, 1912.

*Les Nègres*, Rieder et C<sup>ie</sup>, éditeurs, Paris, 1927.

*Les Noirs de l'Afrique*, librairie Payot, Paris, 1922.

Préface à « *Islamisme contre naturisme* », de J. Brévié, Editions Ernest Leroux, Paris, 1923.

**Durckheim** : *Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, 1922.

*Mémoire sur la prohibition de l'inceste*, Année Sociologique 1898, 1912, Paris, Alcan.

**Frazer (J.-G.)** : *Les dieux du Ciel*, traduit de l'anglais par Pierre Sayn, Librairie de France, Paris, 1927.

**Fustel de Coulanges (N.)** : *La cité antique*, Hachette, Paris, 1908.

**Glotz (G.)** : *La civilisation égéenne*, à la Renaissance du Livre, Paris, 1923.

**Labouret (H.)** : *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses parmi les populations du Lobi*, Annuaire et Mémoires du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A. O. F., année 1917, Imprimerie du Gouvernement général, Gorée.

*La légende des premiers hommes*, même revue que ci-dessus, année 1916.

*Monographie du Cercle de Gaoua*, non éditée, communiquée par l'auteur.

*La Terre dans ses rapports avec les croyances religieuses chez les populations du Cercle de Gaoua*, Annuaire et Mémoires du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A. O. F., année 1916, Imprimerie du Gouvernement général, Gorée.

*Les tribus du rameau lobi*, ouvrage sous presse, communiqué par l'auteur.

**Moret (A.) et Davy (G.)** : *Des clans aux empires*, à la Renaissance du Livre, Paris, 1923.

**Solus (H.)** : *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, Sirey, Paris, 1927.

**Scott (W.)** : *Histoire d'Ecosse*, 1<sup>re</sup> série, traduit de l'anglais par Defauconpret, Editions Furne-Gosselin, Paris, 1835.

## INTRODUCTION

*La coutume lobi : origine, caractères, application. —*

*Les sources : observation directe, documents administratifs, ouvrages. — Le résultat atteint.*

Les notes qui suivent ont été recueillies au cours de quatre années de séjour dans notre possession africaine de la Haute-Volta.

Chargé de l'administration d'un territoire habité en bonne partie par des noirs de race lobi, nous avons pu, par la pratique journalière des coutumes, saisir l'esprit de ce qui tient lieu de droit à cette tribu, et en noter les particularités les plus intéressantes.

La coutume est née des nécessités sociales, compte tenu du caractère de la race et des circonstances particulières d'ordre matériel qui, sans doute, ont déterminé dans une large mesure les traits de ce caractère. Elle est un ensemble de traditions au caractère rituel et juridique à la fois, qui constituent un embryon de réglementation.

Dans l'ensemble son rôle est bienfaisant, car il vise au maintien de la paix et au respect des droits de chacun, sans quoi la vie en commun ne serait pas possible.

Fixer méthodiquement les solutions qu'elle apporte aux difficultés qui peuvent surgir dans la vie en société, étudier en somme chaque cas particulier nous sembla d'abord le moyen le meilleur, en sa simplicité, de la comprendre et d'en déterminer les tendances générales. Notre intention première était donc d'édifier une sorte de codification capable d'agréer à l'esprit européen; d'élaborer un ensemble de renseignements clairs, complets et d'une exactitude constante.

Il a fallu y renoncer.

La coutumè est orale, diverse de formes selon le lieu et les hommes. L'autorité des anciens est toute morale. Aucun chef n'est de force à maintenir ses ressortissants dans le respect des traditions. La crainte des dieux est le seul frein de l'individualisme. Encore est-il avec ces dieux des accommodements aisés, généralement basés, après la faute, sur le sacrifice d'une volaille, plus rarement d'une chèvre ou d'un mouton, moyennant quoi la divinité ne sévit point. La crainte des dieux est donc un facteur, mais non une garantie d'ordre. L'élément « gendarme », représenté depuis trente ans par l'autorité française, devra, comme ailleurs, intervenir pour que l'ordre devienne à peu près permanent.

Il apparaît ainsi que la coutume n'a pas un caractère constant, non seulement dans ses règles, mais surtout dans son application, qui est partout limitée aux règlements à l'amiable.

Si les parties n'ont pu ou n'ont pas voulu se mettre d'accord, le Lobi se fait justice lui-même, au besoin par la violence. C'est là un côté remarquable de sa mentalité farouchement individualiste.

Il va sans dire qu'avec la présence d'une autorité européenne, la solution pacifique prévaudra dans la grande majorité des cas.

★★

D'après Nipen Dâ, notable du village de Gaoua, les traditions coutumières sont très anciennes. On ignore qui les a instituées. Elles se transmettent de père en fils, non sans des déformations de détail qui ne peuvent en modifier l'esprit, puisqu'elles sont nées des besoins de ceux qui y recourent, et que ces besoins n'ont jamais sensiblement varié.

Il n'y a pas de connaisseurs attitrés des coutumes. Chaque chef de famille — à l'occasion chaque individu

— l'interprète à sa guise ; d'où, dans la pratique, de nombreuses disputes. On aime à se faire conseiller par les anciens, dont certains ont acquis une certaine réputation de sagesse, mais seulement en raison de leur grande expérience.

La coutume est étroitement liée aux rites religieux<sup>1</sup> qui, pas plus que la coutume, ne nécessitent la présence de spécialistes. Chaque foyer a sa série de fétiches pour tous les usages, et le chef de la famille en est le prêtre, par cela seul qu'il est chef de famille. Il pourra donc, en raison du caractère rituel de la coutume, être pris à l'occasion comme conseiller juridique<sup>2</sup>, mais il n'est pas un juriste.

Il n'y a donc pas de juges de métier, mais des médiateurs bénévoles, imbus de superstitions, parfois partiaux, et surtout trop nombreux pour que l'interprétation de la coutume serve de base à une jurisprudence, même rudimentaire.

Dans ces conditions, on conçoit quelles difficultés rencontrerait un essai de codification de la coutume lobi. Dans un ouvrage récent<sup>3</sup>, M. H. Solus a d'ailleurs montré les inconvénients et les avantages que présenterait la codification des coutumes indigènes ; et, signalant qu'aucun travail de ce genre n'a encore été effectué en A.O.F., il a attribué cette carence, fort justement à notre sens, à « la très grande diversité des races, des religions et partant des coutumes des indigènes »<sup>4</sup>.

★★

D'où proviennent les notes réunies dans cette étude ?

1. « La loi fut d'abord une partie de la religion ». (Fustel de Coulanges. *La cité antique*, page 218).

2. « À Rome, les pontifes furent longtemps les seuls jurisconsultes ». (*Ibidem*, page 219).

3. *Traité de la condition des indigènes en droit privé*.

4. *Ibidem*, page 214.

D'abord, et surtout, comme nous l'avons dit, de la pratique journalière des coutumes ; puis de la fréquentation des anciens, qui causent volontiers, si l'interlocuteur est patient, et pourvu d'un interprète intelligent dont il soit capable de contrôler les traductions grâce à une connaissance au moins élémentaire de la langue ; enfin de l'examen des archives des postes ; de la lecture des monographies de cercles, rédigées par les administrateurs, où l'on trouve parfois une documentation intéressante ; de celle enfin des registres de jugements, moins fertiles en renseignements.

Ceux de ces registres que nous avons pu consulter, la part que nous avons personnellement prise à leur rédaction n'ont pu nous apprendre grand chose. Le règlement à l'amiable, en effet, intervient 19 fois sur 20. Le Lobi est très peu chicanier, et aime mieux « arranger » son affaire sous un arbre, lors d'un passage de l'administrateur dans son village, que dans la salle d'un tribunal. Les assesseurs indigènes et le secrétaire ne sont donc mobilisés qu'en cas de délit ou de crime (justice répressive), ou en matière civile, s'il se produit un conflit de coutumes entre indigènes de races différentes ; enfin dans le cas peu fréquent où les parties demeurent irréductibles en conciliation. En somme, le jugement écrit n'apporte pas de renseignement sur la coutume lobi <sup>1</sup>.

1. Pour les indigènes sujets français, la justice en A. O. F. comporte deux degrés :

*1<sup>er</sup> degré* : juridiction présidée obligatoirement par un fonctionnaire européen, lorsqu'elle est appelée à connaître des délits, et facultativement par un indigène, lorsqu'il s'agit d'affaires civiles en première instance ;

*2<sup>e</sup> degré* : tribunal connaissant des crimes, et, en appel, des affaires civiles ou correctionnelles provenant du 1<sup>er</sup> degré, sous la présidence d'un administrateur des Colonies.

Les assesseurs, au nombre de deux pour chacune de ces juridictions, sont choisis sur une liste de notables où toutes les coutumes de la région se trouvent représentées.

Il convient de noter que la plupart des affaires civiles sont réglées par les chefs de canton ou de village, qui ont le pouvoir

Comme tous les cercles, celui du Lobi — ou de Gaoua, nom de son chef-lieu — a sa monographie. Par chance pour nous, il se trouve que son auteur est M. l'Administrateur en chef Labouret, aujourd'hui successeur de Maurice Delafosse dans les chaires de l'Ecole coloniale et de l'Ecole des langues orientales. Cet ouvrage dépasse de beaucoup le niveau d'une ordinaire monographie de cercle, mais ne fait qu'effleurer la question des coutumes. Il pose surtout les bases de l'histoire du Lobi, et en traite l'ethnographie. Nous y avons trouvé presque toute notre documentation à cet égard.

Nous avons puisé aussi de précieux renseignements dans les articles que M. Labouret, alors administrateur du Cercle de Gaoua, a publiés en 1916 et 1917 dans l'*Annuaire du Comité d'Etudes historiques et scientifiques de l'A.O.F.* Enfin leur auteur, non content de nous aider de ses conseils, a bien voulu tirer pour nous quelques précisions de l'ouvrage considérable qu'il achève de mettre au point sur les coutumes des races qui habi-

de concilier les parties. L'accord intervenu peut être enregistré par l'Administration. Ce préliminaire de conciliation ne fait obstacle en aucun cas à l'engagement ultérieur des instances.

Le contrôle est assuré par des *Tribunaux coloniaux d'homologation* qui sont saisis par le Procureur de la République; et, en dernier ressort, par la *Chambre d'homologation de Dakar*, que saisit le Procureur général de l'A. O. F. Certaines affaires sont soumises obligatoirement à l'homologation; les Procureurs ont en outre la latitude de déférer n'importe laquelle des autres, par le moyen d'un pourvoi en annulation, au tribunal près lequel ils remplissent les fonctions de Ministère public.

Cette organisation, instaurée par le *Décret du 22 mars 1921*, remplit assez bien son rôle, qui nécessite beaucoup de souplesse. Elle applique la coutume indigène en matière civile, à condition qu'elle reste humaine. En matière pénale, elle inflige une partie des peines que prévoit le Code pénal : amende, interdiction de séjour, emprisonnement à temps et à perpétuité, mort, les sanctions prévues par les coutumes, telles que les mutilations, n'étant pas compatibles avec les principes de notre civilisation.

tent le cercle de Gaoua <sup>1</sup>. Nous avons pu ainsi combler avantageusement une partie des lacunes qui subsistaient en notre documentation.

\*  
\*\*

Le présent travail reste pourtant, avant tout, un produit de l'observation personnelle. Nos notes prises irrégulièrement, au hasard de nos loisirs professionnels, ne nous offraient à la vérité qu'une base incomplète. Nos souvenirs nous ont permis d'en tirer parti, et de suppléer pour une part à leur insuffisance. Ce n'est pas en vain qu'on vit quatre années dans la fréquentation journalière d'une société, même aussi dissemblable de tout ce qu'une formation européenne permet de se figurer.

Il ne s'agit pas ici d'un traité de droit indigène. On a expliqué que la confusion et la diversité des traditions rendaient une synthèse impossible. Nous avons simplement rapporté les cas qui nous ont frappé par leur fréquence ou leur originalité, en nous efforçant de les commenter ; et nous nous sommes aperçu, notre manuscrit terminé, que maintes questions peuvent se poser, auxquelles on ne peut répondre que par des hypothèses ; que maintes suppositions peuvent être faites, dont notre expérience ne nous permet pas d'assurer l'exactitude. Nous les avons signalées autant que possible.

L'occasion nous a permis de vérifier sur place l'exactitude de certaines théories sociologico-religieuses. Leur vif intérêt nous a conduit à étendre quelque peu les développements qui leur sont consacrés. Nous pensons qu'ils ne sont pas inutiles : la coutume des peuples arriérés n'est-elle pas tout imprégnée de mysticisme ?

1. *Les tribus du rameau lobi.*

« En regard des institutions et des lois, placez les croyances ; les faits deviendront aussitôt plus clairs, et leur explication se présentera d'elle-même. » <sup>1</sup>

Il convient enfin de remarquer que les coutumes décrites par nous ont rarement un caractère obligatoire. Il est aisé de les tourner.

Peut-être, malgré ses imperfections forcées, notre travail sera-t-il une contribution utile à l'étude des peuples primitifs et à la connaissance de coutumes que si peu d'auteurs ont su pénétrer.

\*\*\*

1. Fustel de Coulanges. *La cité antique*, page 3.



PREMIÈRE PARTIE

---

LE MILIEU



## CHAPITRE PREMIER

### Le Cadre

---

*Le pays. — L'organisation administrative. — Le village, le chef de la Terre, les mouvements de population. — L'habitation, le mobilier.*

La tribu lobi, comprenant 70.000 individus environ, a son habitat entre les neuvième et dixième degrés de latitude nord, dans le sud-ouest de notre colonie de la Haute-Volta, qui dépend du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Le cercle de Gaoua (anciennement dénommé : du Lobi) est la division administrative dont ressortent la grande majorité des Lobi. Quelques milliers d'entre eux restent rattachés à la Subdivision militaire de Bouna (Côte d'Ivoire). Ce fractionnement, qui complique l'administration de cette région difficile, constitue une anomalie qui devra disparaître, malgré les rivalités de colonies.

Le cercle de Gaoua est limitrophe de la Côte de l'Or, dont le sépare la Volta Noire. Outre cet important cours d'eau, quelques rivières permanentes dont il est tributaire arrosent la région. Il n'existe de ruisseaux qu'en saison des pluies; durant notre hiver, on traverse facilement leur lit desséché. Ce sont les *marigots*.

L'aspect du pays est assez original, et offre une diversité qu'on rencontre rarement en A. O. F. Des collines dont l'ensemble constitue un massif relativement important mettent dans le paysage des mamelons peu boisés, rarement verts, entre lesquels sont nichées les habitations. Par rapport aux vallées, leur altitude atteint rare-

ment une centaine de mètres — les terrains sont archéens — et leurs pentes servent souvent à la culture en gradins du mil, céréale prépondérante.

La végétation est pauvre, dispersée. Il n'est de bois qu'auprès des rivières permanentes. Les arbres, à l'exception de quelques espèces, ne dépassent pas une quinzaine de mètres de hauteur. Beaucoup sont à feuilles caduques. Les palmiers sont rares ; les plantes épineuses, nombreuses. Le pays, en somme, présente les caractères de la steppe. L'abondance des pluies d'hivernage provoque annuellement une renaissance de la végétation, un reverdissement, une poussée de roseaux et de hautes herbes qui, pour un temps, rappelleront la savane ; période de bombance pour les animaux, de travail aux champs pour l'homme <sup>1</sup>.

Le climat dépend du régime des vents. En saison sèche, c'est-à-dire de novembre à avril, domine l'*harmattan*, vent chaud et sec venu du Sahara. Pendant l'*hivernage*, nom donné par les Européens à la saison qui dure de mai à octobre, les nuages s'amoncellent, nés sur place ou attirés, de l'étuve que constitue en été le golfe de Guinée jusqu'au continent, par la dépression atmosphérique saharienne. Il pleut presque chaque jour en juillet et août. Les pluies sont torrentielles, supprimant parfois toute communication.

La température, malgré deux saisons si tranchées, n'oscille guère qu'entre 16 et 35° à l'ombre, avec une moyenne générale de 27° dont la persistance ne laisse pas d'être amollissante, même pour le noir. Le régime climatique n'autorise que les cultures annuelles, car l'indigène ignore l'irrigation.

1. Le pays lobi se trouve en somme placé à la limite des zones de la steppe, caractérisant le Soudan, et de la savane, particulière à la haute Côte d'Ivoire ; ce qui explique qu'il participe, suivant la saison, des végétations spéciales à l'une et à l'autre.

Les céréales principales sont, dans l'ordre : le mil ou *sorgho*, le maïs, les arachides, les pois et haricots, les ignames et les patates. Le riz, importé par les Européens, est encore rare et peu apprécié par la masse des consommateurs. Parmi les produits de cueillette, il convient de noter le *soumbara*, fruit du *nééré* (*parkia biglobosa*), condiment très recherché, et les noix de karité (*bassia Parkii*), qui font l'objet d'une consommation locale et d'une exportation considérables. Comme plante industrielle, le cotonnier seul mérite d'être cité ici. Sa fibre est de qualité médiocre; les *Dioula*<sup>1</sup> immigrés dans la région l'emploient à la fabrication d'étoffes grossières mais très solides. L'excédent est exporté. Le kapok, fibre fournie libéralement par la nature, commence à être recherché par les acheteurs européens, mais l'indigène ne l'utilise pas pour son compte.

Le pays, en somme, est coupé, mal arrosé, de climat déprimant. Mais son étendue met à la disposition d'une population relativement peu dense suffisamment de terrains fertiles pour que les cultures d'alimentation soient aisées et de bon rendement, et suffisamment de richesses naturelles pour rendre possibles les échanges avec le dehors.

\*\*\*

L'organisation politique date de l'arrivée des Français dans le pays. Auparavant, c'était l'anarchie, dans le cadre des traditions coutumières, tempérament insuffisant à l'excèsif individualisme des habitants.

65.000 Lobi ressortent actuellement du cercle administratif de Gaoua, qui comprend quatre subdivisions placées sous la direction de fonctionnaires français; 3 à 4.000 Lobi dépendent encore de la Côte d'Ivoire.

1. Noirs originaires de Kong.

L'administrateur du cercle réside à Gaoua. Il reçoit ses directions du Gouvernement de Ouagadougou, chef-lieu de la Haute-Volta ; il les transmet, avec ses instructions de détail, à ses subdivisions. Il rend compte au Lieutenant-Gouverneur, qui dépend du Gouverneur général de Dakar.

La gestion d'un cercle comme celui de Gaoua, avec ses 18.900 kilomètres carrés de superficie, sa population de 232.000 âmes ne nécessite qu'une dizaine d'agents européens. C'est que ceux-ci, administrateurs des colonies ou agents des Services civils, assument tour à tour, et sous un contrôle des plus restreints, tous les pouvoirs et toutes les responsabilités. Ils sont répartis en quatre postes :

1. — Gaoua, subdivision centrale, 70.000 habitants, dont 21.000 Lobi environ ;

2. — Diébougou, subdivision nord, 107.000 habitants dont 19.000 Lobi ;

3. — Kampti, subdivision sud-ouest, 30.000 habitants, dont 22.000 Lobi environ ;

4. — Batié, subdivision sud-est, créée en septembre 1927, 25.000 habitants, dont 2 à 3.000 Lobi.

Pour faciliter l'administration des subdivisions, l'autorité européenne a créé un échelon intermédiaire, le canton, qui groupe un certain nombre de villages ayant entre eux des affinités soit ethnographiques, soit géographiques. Le chef de canton, toutes les fois que cela a été possible, a été pris dans la race dominante. Il est choisi parmi les notables et les chefs de maison, sous le contrôle de l'administration qui a naturellement intérêt à voir le choix se porter sur un individu énergique, dévoué, honnête, appartenant surtout à une famille renommée. Il est rare de trouver les quatre conditions réunies.

Le pouvoir du chef de canton n'a rien que d'administratif. S'il garde parfois des attributions rituelles, c'est en qualité de chef de terre ou de chef de famille.

Sa fonction d'autre part n'est pas héréditaire. Elle est celle d'un simple intermédiaire, de la subdivision au village, chargé de porter, puis de faire exécuter les ordres de l'autorité, et d'assurer un minimum d'ordre.

L'organisation en cantons ne s'est pas faite en un jour. Elle a été entourée de bien des froissements, a occasionné bien des mécomptes. Elle est encore loin de la perfection, mais a rendu de tels services que l'on peut admettre que sans elle nous ne serions pas parvenus à pénétrer réellement le pays ni à y édifier quoi que ce soit de durable.

A l'échelon inférieur se trouve le village, qui s'est formé spontanément, mais n'a aucun caractère municipal.

★ ★

Le village est un groupement de fermes fortifiées, placées, si l'on peut dire en parlant d'un groupement, en ordre dispersé.

Ces fermes, en effet, sont assez éloignées les unes des autres. Le constructeur a généralement cherché à situer son logement au milieu des champs cultivés par sa famille, et la disposition des vallées, où les terres fertiles se trouvent au voisinage des cours d'eau, a ainsi donné au village une forme allongée. Dans les régions peuplées, dans les vallées étroites, il arrive qu'une cinquantaine de mètres à peine sépare chaque ferme de sa voisine. Lorsque la place ne manque point, c'est par centaines de mètres qu'il faut compter. En cette dispersion il faut voir une manifestation de l'individualisme lobi, en même temps qu'un souci de commodité pour l'élevage du petit bétail et de la volaille, et les travaux ménagers.

Quel est le lien qui réunit ces foyers dispersés ? Quel est leur lieu de rassemblement ? L'étude de la formation du village le fera ressortir.

Un jour — il peut y avoir de cinquante à cent cinquante ans — un chef de famille est arrivé à l'emplacement actuel du village. Il venait de l'est, fuyant devant l'invasion ou la disette. Le site lui plaît. Les terres sont vierges et paraissent fertiles. L'eau ne manque point. Mais il importe, avant toute installation, de se concilier les puissances qui habitent la terre, la brousse, la colline ou le cours d'eau. Il leur fait des sacrifices. S'ils sont bien accueillis, il commence aussitôt à construire sa maison, aidé de ses femmes et de ses enfants; il y place ses fétiches familiaux. Premier habitant du village, il en devient le chef de terre. Quand plus tard d'autres familles viendront construire aux environs, elles auront auparavant sollicité l'agrément du chef de la Terre, seul apte à conférer avec les divinités du sol et à dire si le nouveau venu peut espérer leur protection. Sa fonction étant héréditaire, chaque village se trouve toujours pourvu d'un chef de terre. Le lien qui réunit les maisons d'un même village est donc le culte de la Terre, qui a lieu bi-annuellement, par l'intermédiaire du chef de la Terre. Et le lieu de rassemblement sera la maison de celui-ci.

Lors de ses premiers essais d'organisation du pays, l'autorité française a commis souvent l'erreur de confondre le rôle rituel du chef de la Terre avec celui d'un véritable administrateur du village. Pressée par le désir de mettre sur pied un commencement de hiérarchie, ignorante d'ailleurs de la possibilité de découvrir de vrais caractères de chefs dans la masse indigène encore peu pénétrée, elle s'est trop hâtée d'adopter comme auxiliaires les vieillards indifférents que sont en grande majorité les chefs de la Terre. Ainsi nous nous trouvons encore nantis d'une quantité de chefs de village qui, ne sachant ou ne voulant pas sortir de leur rôle ancestral, ne nous sont d'aucun secours.

Dans la pratique, on en arrive à avoir par village un chef de la Terre, héréditaire, et un chef de village, élu,

sous le contrôle de l'autorité, par les chefs de maison. Il arrive qu'un même personnage, s'il en est capable, remplisse les deux rôles. En général, le chef de village, chargé des rapports avec l'administration, est le frère, le neveu ou le fils du chef de la Terre.

Au Lobi, presque toujours, les villages ont entre quarante et quatre cents habitants, répartis à raison d'une dizaine par maison.

★★

Le village n'a pas un caractère stable. Il peut se désagréger et disparaître aussi vite qu'il s'est formé. L'individualisme du Lobi, qui l'a amené sur les terres qu'il occupe, le poussera à se déplacer sans prendre l'avis de personne, pour peu que ses champs lui paraissent moins féconds, ou parce qu'il ne s'entend pas avec ses voisins.

Si les mouvements de population sont devenus moins fréquents, cela tient sans doute à notre action : le pays est devenu calme, les disettes sont prévues et combattues grâce aux réserves que nous prescrivons de constituer lorsque la récolte est bonne. Le Lobi se fixe peu à peu au sol, de son gré. Le temps des véritables exodes est passé.

★★

La construction d'une maison n'est décidée qu'après sacrifice propitiatoire et consultation du « diseur de choses cachées » qui fera connaître si l'emplacement choisi est favorable.

L'habitation est du type *château-fort*<sup>1</sup>. Elle est généralement construite en terrain découvert, à proximité d'un point d'eau — le Lobi ne fore pas de puits — et parfois située sur une petite éminence qui la garantit des infiltrations. Elle n'a pas d'étage.

1. Delafosse. *Haut Sénégal et Niger*, page 337.

Les murailles sont construites en une boue glaiseuse, préalablement triturée et mêlée de paille; leur aspect extérieur rappelle le pisé. Six bandes de glaise, dont chacune a un demi-mètre de haut, sont superposées selon une verticale relative. Chacune des bandes, plus large à sa base, chevauche la bande inférieure. Une terrasse en terre battue, qu'on appelle *argamasse*, forme toit. Elle repose, à la hauteur de la cinquième bande, sur une armature horizontale de poutres et de fascines qui trouve appui sur des troncs d'arbres verticalement enfoncés dans le sol. Les murailles, en effet, n'auraient pas une solidité suffisante pour supporter le lourd ensemble que constitue la toiture. Les deux dernières bandes de glaise dépassent la terrasse, et forment créneaux.

Lorsque la maison est terminée, le chef de famille offre un sacrifice aux puissances du sol, les suppliant d'accorder leur protection aux hôtes de l'habitation, qui se trouve ainsi consacrée.

D'aspect et de disposition irrégulière, la maison couvre un espace de quarante à cent cinquante mètres carrés, et peut abriter, en moyenne, de 5 à 30 personnes. Elle n'est pourvue généralement que d'une porte basse, que l'on peut fortement barricader.

Dans la maison, le niveau du sol est inférieur à celui du terre-plein environnant. On l'a creusé, en effet, tant pour augmenter la hauteur des locaux que pour se procurer sans dérangement la terre nécessaire à la construction de la terrasse. Il faut donc descendre une marche pour pénétrer dans la première pièce qui est réservée aux bestiaux : bœufs, chèvres et moutons. Une basse-cour nombreuse, composée de poules et de pintades, niche dans tous les recoins disponibles. Il y a parfois des pigeons.

Les hôtes humains se tiennent généralement dans la cuisine, pièce assez vaste, comportant plusieurs foyers et le moulin à mil, qui se compose essentiellement d'une

Pierre large et légèrement creuse, où les femmes réduisent le grain en farine à l'aide de galets sphériques. Chaque femme a son foyer personnel.

Les chambres sont des pièces minuscules, obscures et à peine aérées. Le lit se compose uniquement d'une natte, parfois placée sur une plate-forme de terre battue, et abritée par un petit mur montant à hauteur d'homme. Chaque épouse a son logement particulier, où couchent avec elle ses enfants en bas âge. Les adultes des deux sexes sont logés séparément.

Dans toute la maison, il n'y a rien qui ressemble à des fenêtres. Les murs sont parfois percés de petits trous, pouvant servir de meurtrières. L'aération est surtout assurée par les trous qui permettent d'accéder à la terrasse, sur laquelle on vit plus volontiers à la belle saison. De l'extérieur, on y parvient par un tronc d'arbre qu'on a appuyé obliquement contre le mur après y avoir taillé des marches. Les habitants, par les belles nuits de saison sèche, vivent et dorment sur la terrasse où chacun, comme dans l'intérieur du logis, a son alcôve, délimitée par un petit mur. Leurs chiens, gardiens vigilants, y couchent avec eux.

Sur l'argamasse, pointent de place en place les chapeaux de paille coniques qui défendent les orifices des greniers à grains. Ceux-ci, dont la contenance peut atteindre trois mètres cubes, ont la forme d'énormes bonbonnes d'argile dont la base repose, à la hauteur du sol intérieur, sur des rondins qui l'isolent de la terre, et dont le col apparaît à quelques centimètres au-dessus de la terrasse qu'il a traversée. La hauteur de ces greniers est de deux mètres environ, leur diamètre de un mètre cinquante. L'ouverture est suffisamment large pour qu'un homme y puisse pénétrer. Ils sont construits en une glaise spéciale absolument imperméable, divisés verticalement en casiers, et servent à la conservation des grains, des arachides et de divers condiments.

Des fétiches de glaise ou de bois, représentant diver-

ses divinités, apparaissent çà et là, et plus particulièrement sur la terrasse, dans la cuisine, dans les logements particuliers et au-dessus de la porte d'entrée. Un autel familial est toujours construit au dehors, à quelque distance de la porte.

★★

Le mobilier est des plus rudimentaires.

La literie ne comporte qu'une natte, faite de roseaux fins dont les gros bouts sont accolés, ce qui lui donne la forme d'un éventail. Le dormeur ou le couple s'y roule comme dans un cornet. Des paniers allongés, qu'on peut porter à l'aide d'une courroie, servent de berceaux aux très petits enfants.

Point de tables. Les sièges sont de petits bancs, de taille et de forme variable, où l'on se trouve assis fort bas. Il en est d'ornementés, légers et peu encombrants, que le Lobi porte partout avec lui, comme l'Européen fait d'une canne.

Des calebasses et des poteries, de toute grandeur, servent pour la cuisine et la conservation des liquides. Des paniers à peu près carrés, à fond plat, parfois munis de couvercles, sont utilisés pour le transport des denrées alimentaires solides.

★★

Telle que nous nous sommes efforcé de la décrire, l'habitation est bien un château-fort, ou mieux une ferme fortifiée, où l'individualisme lobi se trouve fortement abrité.

\*\*\*

## CHAPITRE II

# L'Histoire

*Ethnographie. — Origine des Lobi. — Leur arrivée et leur installation dans le pays. — La domination des Ouattura de Kong. — La souveraineté française : conquête, pacification, organisation.*

D'après Delafosse, les Lobi forment un des quatre peuples composant le groupe lobi, qu'il rattache à la famille voltaïque<sup>1</sup>.

M. l'Administrateur en chef Labouret, dans sa *Monographie du Cercle de Gaoua*, rattache également le groupe lobi à la famille voltaïque, mais il en élargit la composition : il y admet, en effet, les Birifor et les Téguessié<sup>2</sup> qui, bien que ne parlant pas le lobi, ont de toute évidence la même origine lointaine que les Lobi. Lobi, Birifor et Téguessié appartiennent au même groupe, mais les seconds ont abandonné leur langue originaire au contact de Dagari du groupe mossi pour adopter un dialecte mossi; les Téguessié de leur côté, dans des circonstances analogues, ont abandonné le koulango parlé actuellement à Bouna (Côte d'Ivoire)<sup>3</sup>. Les traditions des Birifor, leurs croyances, leurs dieux sont très analogues à ceux des Lobi. Lobi et Birifor constituent deux

1. *Haut Sénégal et Niger*, page 116.

2. *Monographie du cercle de Gaoua*, page 16.

3. Inversement, M. Labouret rattache au groupe gourounsi les Pougouli, que Delafosse croyait appartenir au groupe lobi, peut-être parce que certains en parlent la langue. Ces Pougouli, dit M. Labouret, ont simplement abandonné leur langue au contact des Lobi (*Monographie du cercle de Gaoua*, pages 17 et 46).

tribus d'un même peuple. Les Gan, les Dian et les Téguessié forment avec eux le groupe lobi, 140.000 âmes environ, dont :

70.000 Lobi;  
44.000 Birifor;  
10.000 Dian;  
9.750 Gan;  
6.250 Téguessié.

Notre travail ne se propose que l'étude des coutumes de la tribu lobi.

★ ★

Les Lobi ne sont pas autochtones. Ne peuvent être considérés comme tels que ceux auxquels on ne connaît pas de précédesseurs. Or les Lobi n'ont pas été les premiers occupants du pays; même, les traditions le prouvent, ils n'y ont pénétré que depuis cinq générations.

Dans *les Noirs de l'Afrique*, M. Delafosse ne considère comme aborigène en Afrique que le seul « négrière ». Les Noirs, selon lui, « proviendraient de migrations ayant eu leur point de départ vers la limite de l'Océan Indien et du Pacifique »<sup>1</sup>. Ils auraient en somme la même origine très lointaine que les Noirs de Mélanésie. Survenant en Afrique, ils l'auraient trouvée habitée par des négrières, hommes de petite taille et au teint clair fort différents d'eux. Considérés par les arrivants comme les maîtres de la terre, les négrières leur accordèrent le droit de cultiver le sol; puis, refoulés, anéantis ou absorbés, ils disparurent du Soudan<sup>2</sup>. La légende noire en fit des dieux.

1. *Les Noirs de l'Afrique*, page 7.

2. Les Hottentots et les Boshimen de l'Afrique du Sud seraient, d'après Delafosse, des descendants des négrières (*Les Noirs de l'Afrique*, page 8).

Trouvons-nous le négrière dans la légende lobi? Non. Nous n'avons pu recueillir que des données extrêmement vagues sur la période qui a précédé l'occupation du pays par ses habitants actuels. Il en ressort simplement que les Lobi, venus de l'est, comme tous les Noirs, ont longtemps séjourné dans la région nord-ouest de la Côte de l'Or, au contact des Dagari et des Birifor. Cinq générations se sont succédé, disent toutes leurs traditions, depuis qu'ils ont franchi la Volta, vraisemblablement à la recherche de nouvelles terres. La préhistoire lobi se prolonge en somme jusqu'à 1770, date à laquelle M. Labouret fixe approximativement le passage de la Volta <sup>1</sup>.

Quelle hypothèse former sur la période antérieure? Selon la conception de Delafosse, le départ de Mélanésie par un groupe aventureux, il y a dix ou quinze millénaires; la navigation d'île en île, l'atterrissage des rescapés sur la côte sud-orientale d'Afrique; la marche vers l'ouest à la recherche des terres libres; les périodes de fixation au sol, et les reprises de l'exode vers le Levant sous la poussée de nouveaux venus, exodes dont le dernier amène les Lobi dans leur habitat actuel; et en même temps, la multiplication des familles, parfois entravée par la guerre ou la disette, et les mélanges avec les négrières et les autres peuplades noires, donnant son type à la race et ses caractères particuliers au langage.

Les légendes lobi relatent ce fameux passage de la Volta; l'histoire de chaque clan comporte un épisode essentiel à ce sujet. On n'y trouve aucun personnage, humain ou divin, qui puisse passer pour négrière ou laisser supposer que des négrières habitaient alors la région, à l'exception peut-être de *Kp̄oro*, dieu de clan des Yen, dont la description physique est curieuse : « c'était un petit génie, de la taille d'un enfant de deux ans et de

1. *Monographie du cercle de Gaoua*, page 38.

structure humaine, avec une grosse tête au teint rougeâtre et des cheveux abondants »<sup>1</sup>. Il ne semble pas malgré tout que Kporo ait été un négrière attardé.

A défaut de négrières, les Lobi trouvèrent des Koulango.

Les Koulango, dit Delafosse, sont d'origine gourounsi et appartiennent à la branche voltaïque<sup>2</sup>. D'après M. Labouret, ils sont originaires du pays de Mandé<sup>3</sup>; dix générations se sont écoulées depuis leur installation dans la région de Bouna, où ils introduisirent la construction en pierre. Bounnkan, arrière petit-fils du chef des immigrants, fut le premier roi de Bouna. Conquérant et guerrier, il s'empara de toutes les terres voisines, occupées ou non, parmi lesquelles la partie sud du cercle actuel de Gaoua. Les Koulango y recherchaient particulièrement les gîtes aurifères, à proximité desquels ils construisaient des habitations et des enceintes de pierres dont les ruines subsistent. Il semble qu'ils aient évacué le pays peu après l'arrivée des premiers Lobi. Ceux-ci reconnaissent que les Koulango ont occupé la région avant eux, et qu'ils ont dû traiter pour obtenir l'autorisation de s'installer près d'eux et de cultiver le sol. Il convient d'ailleurs de remarquer que les Koulango n'ont occupé que la partie méridionale des territoires qui forment le pays lobi actuel.

Dans les régions septentrionales et occidentales, les Lobi proprement dits se sont trouvés en présence des Gan, des Dian ou des Téguessié, tribus qui y avaient immigré avant eux et qui, comme eux, appartiennent au rameau lobi. Refoulés jusqu'à la circonscription de Bouna ou perdus parmi les populations actuelles du cercle, les Téguessié sont encore considérés par les Lobi comme les maîtres d'une bonne partie des terres. Dans

1. Voir *infra*, récit d'Arkate Yen, page 72.

2. *Haut Sénégal et Niger*, pages 116 et 318.

3. *Monographie du Cercle de Gaoua*, pages 26 et 27.

l'ouest de la subdivision de Diébougou, c'est aux Dian ou aux Gan-Badoro que les Lobi ont dû demander l'autorisation de cultiver; c'est ainsi, par exemple, que le sol du village lobi de Gongonokoro est une concession des Dian de Bonfesso.

Il est enfin arrivé que les Lobi trouvent le sol inoccupé. Un incident quelconque, un animal aperçu dans des circonstances particulières, des pierres ou des arbres placés bizarrement ont alors frappé l'esprit de l'immigrant, et pris place dans la légende et le culte de la Terre. Les formes de ce culte peuvent varier, mais le fond reste le même : les Lobi, sans aucun doute, ont apporté dans leurs nouvelles résidences un bagage religieux, un arsenal de divinités qu'ils n'ont eu qu'à adapter à leur nouvelle vie.

La tribu lobi, toutefois, n'a pas été fixée d'emblée sur ses emplacements actuels. La *Monographie du Cercle de Gaoua* explique en détail comment les Birifor, « qui semblent des attardés du rameau lobi »<sup>1</sup>, ayant franchi la Volta il y a quatre générations, sont arrivés au contact des Lobi, et se sont substitués à eux dans les terres qu'ils avaient abandonnées, en occupant de plus celles qui restaient libres. Sous la pression pacifique des Birifor, les Lobi accomplissent de nouveaux déplacements. Des villages entiers émigrent; des agglomérations sont fondées dans l'ouest du cercle, certaines depuis deux générations seulement. « Dans tout l'ouest, dit M. Labouret, les informateurs peuvent indiquer le nom du fondateur de leur village; presque tous ont connu son fils ou son neveu. Ils rapportent comment l'ancêtre a offert un bœuf au maître de la terre pour être autorisé à s'établir dans le lieu souhaité. »<sup>1</sup> En l'occurrence, le maître de la terre est généralement un membre déjà installé du groupe lobi, un Gan, un Dian ou un Téguessié, qui ac-

1. *Monographie du cercle de Gaoua*, page 39.

corde au nouveau venu le droit de cultiver les vastes étendues qui restent disponibles. « On a l'impression d'une expansion progressive, fragmentaire, récente et pacifique. »<sup>1</sup>.

Les Lobi, aujourd'hui, paraissent à peu près fixés, mais la présence d'une autorité assise n'est sans doute pas étrangère à leur sédentarisation. L'ouest du cercle est encore peu peuplé. Il n'est pas impossible que des exodes continuent à se produire, cette fois sous le contrôle de l'administration, jusqu'à l'arrivée au contact des villages bobo les plus orientaux, qui sont encore éloignés d'une trentaine de kilomètres.

★★

De 1770 jusqu'en 1898, date à laquelle est officiellement instaurée la domination française, le Lobi est en proie à l'anarchie. Les vengeances privées, les rivalités de clans l'ensanglantent périodiquement. Le pays, qui vit dans une indépendance farouche, est hostile à toute influence extérieure. Des conquérants, toutefois, se présentèrent, tentèrent avec plus ou moins de succès d'y établir leur domination. Ce furent, chronologiquement :

1. Les Dioula de Kong;
2. Les sofa de Sarantiéni Mory<sup>2</sup> ;
3. Les Européens, Anglais et Français.

★★

Dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, diverses expéditions sont conduites à travers le pays par des Dioula de la famille royale des Ouattara, de Kong. Elles se heurtent d'abord aux Gan et aux Téguessié, puis aux Lobi et aux Biri-for. Les Ouattara remportent des succès militaires, mais ne peuvent se maintenir qu'en de rares points dont les principaux sont Lokhosso et Loto où subsistent encore

1. *Monographie du Cercle de Goua*, page 39.

2. Sens littéral en mandingue : cavaliers. En fait, guerriers vivant du pillage.

des groupements dioula dont les chefs descendent des conquérants. Leur domination ne fut jamais assise. Ils ne visaient d'ailleurs pas à organiser le pays, mais à le razzier et à en tirer des esclaves.

Lors de notre apparition dans le pays, ils ne nous causèrent aucune difficulté, désireux qu'ils étaient d'être défendus contre les Sofa, dont les incursions au voisinage commençaient à les inquiéter.

★★

Ceux-ci apparaissent au Lobi en 1895, sous la direction de Sarantiéni Mory, fils de Samory. Ils ne constituent qu'une partie des troupes dont dispose l'Almamy qui, inquiet des progrès réalisés par les Français au Soudan, songe à se tailler un royaume dans la haute Côte d'Ivoire. Leurs bandes, ayant occupé Lokhosso, brûlent Loro-péni et brisent, à Soronkina, un timide essai de résistance des Dioula. Les Lobi, de leur côté, ne tentent rien de sérieux contre les Sofa; mais Sarantiéni est circonspect, sachant les Européens au nord, au nord-ouest et au sud-est.

Français et Anglais, en effet, multiplient déjà les efforts pour agrandir l'arrière-pays de leurs possessions. C'est ainsi que des postes anglais sont fondés jusque dans le sud du cercle actuel de Gaoua, alors que nous occupons Wa et Tumu qui font aujourd'hui partie de la Côte de l'Or.

Pour faire échec aux Britanniques et hâter les résultats, le colonel Audeoud forme, sous les ordres du commandant Caudrelier, une colonne dite de la Volta, chargée de parcourir et de pacifier des territoires peu connus qui sont groupés sous la dénomination de « région Niger-Volta ». Le 26 juillet 1897, le capitaine Cazemajou entre à Diébougou où il est bien accueilli par les Dian et les Dioula de Loto, qui, alarmés par le voisinage des Sofa, recherchent l'alliance des Européens.

Samory, averti par émissaire du commandant Caudrelier de la marche de la colonne, répond qu'il aspire à la paix et va lui laisser le terrain libre.

Le 8 août, le capitaine Bouland occupe Lokhosso. La compagnie Braulot poursuit sur Bouna, et est détruite traîtreusement par une bande de Sofa que commandait Sarantiéni Mory, lequel avait déclaré se retirer pacifiquement vers le sud. Il semble qu'il y ait eu en l'occurrence une trahison ourdie par Diali Amara, conseiller de Samory, et menée à bien malgré Sarantiéni. Quoi qu'il en soit, les débris de la compagnie Braulot sont secourus et ramenés à Lokhosso par un détachement de ce poste. Le colonel de Trentinian, Lieutenant-Gouverneur du Soudan, devant cet événement, ordonne au commandant Caudrelier de ne pas dépasser Lokhosso. Un traité de protectorat est alors signé par cet officier et le Dioula Barkatou Ouattara, chef de Lokhosso, qui s'est donné comme roi du Lobi (11 septembre 1897).

La rivalité anglo-française continue cependant. Avant nous, les Anglais occupent Bouna. De nombreux postes sont fondés par les deux puissances qui cherchent à fortifier leur influence sur les points qu'elles occupent; les garnisons, désireuses de se concilier les indigènes, rivalisent de largesses et de bons procédés. La *Convention de délimitation du 14 juin 1898* vient enfin attribuer aux Français la rive ouest de la Volta, aux Anglais la rive est. Ceux-ci alors évacuent Bouna, et la région est partagée en trois circonscriptions : Bouna, Lokhosso et Diébougou.

★★

Le 29 décembre 1898 est créé le cercle du Lobi. Il ne comporte plus que deux subdivisions : Lokhosso et Diébougou, et est rattaché à la région de Boudoukou.

Le pays, à cette époque, est loin d'être soumis. Les garnisons sortent rarement, et les indigènes reprennent

leur turbulence, un moment jugulée par la multiplicité des petits postes créés lors de la rivalité franco-anglaise, et supprimés aussitôt après l'accord du 14 juin 1898. Les coupeurs de route opèrent sur la route Lokhosso-Dié-bougou, qu'on ne peut parcourir sans escorte. Bref, le Lobi a recouvré toute son insécurité pour les étrangers et en particulier pour les Dioula. Des efforts sont bien tentés par la garnison de Lokhosso pour châtier les réfractaires, mais ils sont trop rares et trop peu suivis pour amener une amélioration durable. Pour obtenir le paiement de l'impôt, il faut aller l'exiger sur place.

Il n'est réalisé, jusqu'en 1907, aucun progrès réel. La manière forte et la méthode de l'appropriation sont employées tour à tour, sans succès. On a toutefois réuni de précieux renseignements sur les clans, qui serviront plus tard à l'organisation du pays en cantons.

Le chef-lieu du cercle a été transporté à Gaoua en 1902.

De 1907 à 1911, on est parvenu à améliorer la sécurité du pays, mais les Lobi se contentent de payer l'impôt, qu'ils considèrent comme un tribut dû à plus puissants qu'eux, et demeurent hostiles à tout effort de pénétration.

Le capitaine Gâteau, qui commande le cercle en 1913, fait faire à la pacification son premier progrès sérieux. Il poursuit activement la répression des meurtres, dont il recherche et condamne, dans les formes judiciaires, les véritables auteurs, abandonnant ainsi le système de répression collective trop employé antérieurement.

Mais le contact avec l'indigène reste insuffisant, et c'est pourquoi les progrès observés dans la pacification, bien que sensibles, sont encore loin de permettre un commencement d'organisation et de mise en valeur.

A quoi tenait cette lenteur dans la mise en main du Lobi? La *Monographie du Cercle de Gaoua* l'attribue à deux causes : 1° au caractère contradictoire des instructions reçues par les commandants de cercle, qui ren-

daient ces officiers circonspects; 2° à l'insuffisance des déplorables auxiliaires indigènes — interprètes, agents de renseignements ou cavaliers — qu'ils étaient forcés d'employer faute de meilleurs éléments.

Le capitaine Labouret, appelé en 1914 au commandement du Cercle, se débarrasse de ce fâcheux personnel. Cette exécution marque notre volonté de vivre désormais en contact avec l'indigène. Les progrès eussent été rapides, si la guerre européenne n'avait ôté à l'autorité locale la meilleure part de son personnel, et si la révolte des Bobo de Dédougou (1916), à la répression de laquelle la compagnie de Gaoua participe, n'avaient amené au Lobi des mouvements de régression heureusement partiels.

C'est à partir de 1921 qu'est achevée la mise en main du Cercle, grâce à une politique de contact très proche, à une répression serrée et aussi immédiate que possible des crimes et des délits, grâce surtout aux commandements indigènes qui viennent d'être réorganisés. Délivrés du souci d'assurer la sécurité, en contact avec l'indigène par les chefs de canton, les administrateurs du Lobi vont pouvoir songer à la mise en valeur.

Il reste actuellement quelques îlots de population dont l'administration s'avère ardue, quelques villages isolés où s'est rassemblée la lie du pays : assassins et malfaiteurs, fuyant les recherches de la police. Habités de Lobi ou de Birifor, ces groupements représentent une part minime de la population.

On conçoit qu'ils ne tiennent pas à entrer en contact avec l'autorité. Il faudra donc beaucoup de patience et de doigté pour achever leur mise en main, à laquelle le temps concourt en réduisant peu à peu leur population, qui ne se renouvelle plus.

D'une façon générale, on peut dire qu'aujourd'hui la paix est entrée dans les mœurs.

## CHAPITRE III

### La Société

---

*L'Homme : habillement, parure, armement. — La société : économie domestique. Division du travail : agriculture, travaux ménagers, élevage. L'alimentation. — Les métiers : forgerons, potières, orpailleurs; sorciers. — Les esclaves. — Les marchés, les échanges, la monnaie.*

Il est rare de trouver chez des Noirs une mentalité aussi intéressante que celle du Lobi. Ce primitif, sous notre tutelle et malgré nos efforts pour le faire évoluer, a su garder jusqu'à présent la vigoureuse originalité de son caractère et de ses mœurs; l'exemple de tribus voisines, dociles et jouissant ainsi d'un bien-être accru, n'a pu diminuer son amour de l'indépendance.

Son individualisme extrême, que nous avons déjà signalé pour expliquer la dispersion des habitations et les déplacements de population, rend le Lobi rebelle à notre influence et rétif à notre autorité, à laquelle il arrive encore à certains de résister par les armes. Il n'y a là aucun patriotisme; comment en voir en un pays où gens de mêmes mœurs s'ignorent ou s'entretuent avec une égale facilité; où le village n'est qu'un groupement sans homogénéité ni permanence? Nos efforts de pénétration se sont heurtés, se heurtent encore au seul individualisme.

Le Lobi est guerrier. Il combat par goût; il combat pour acquérir une notoriété flatteuse. Il défend farou-

chement son indépendance personnelle. Il lave dans le sang son honneur outragé, et prolonge ses vengeances jusqu'à pratiquer la vendetta « croisée », comme autrefois les Corses. Il est intelligent et accessible au raisonnement, pourvu qu'on le lui présente sous une forme concrète. Il nous est arrivé de converser longuement et sans aucun ennui avec certains vieillards qui, pour manquer un peu d'ampleur dans les vues, montraient par contre une finesse, un esprit d'observation et un instinct humoristique qui sortaient de l'ordinaire. Ces qualités font du Lobi, lorsqu'il est rallié, un auxiliaire utile et en particulier un très bon tirailleur.

Il n'est naturellement pas sans défauts. Il est vaniteux, comme presque tous les Noirs. Il est paresseux lorsqu'il le peut, comme presque tous les hommes. Il apporte parfois à l'exécution de ses vengeances une férocité révoltante. Il détrousse volontiers les étrangers. Mais il est rare qu'il mente.

Physiquement, il est de taille au-dessus de la moyenne, vigoureux et adroit. Il a le regard assuré, le réflexe prompt.

C'est, en définitive, un beau spécimen humain, taillé grossièrement, mais dans une matière riche et restée indemne de tout mélange.

★★

Son habillement est d'une extrême simplicité.

Celui de l'homme ne comporte généralement qu'une ceinture de cuir ou de perles supportant un court tablier de cuir ou de cotonnade, plus ou moins orné de coquillages, ou un lambeau d'étoffe qu'on se passe entre les cuisses. Les hommes faits suspendent à leurs épaules une peau de bouc ou de mouton. Les jeunes gens se contentent parfois d'une simple ficelle autour de la taille.

La femme porte une ceinture de lianes. Elle l'agrè-

mente, devant et derrière, d'un rameau de feuillage vert qu'elle ne manque pas de renouveler lorsqu'elle se rend au marché ou à la danse.

Les enfants sont généralement nus.

★ ★

La beauté de la coiffure, la perfection des tatouages, la valeur et la multiplicité des ornements sont des signes flatteurs de richesse et de bon goût.

Les femmes et les enfants, pourtant, portent les cheveux ras, tandis que l'homme arbore diverses formes de coiffure, où la graisse de karité joue un grand rôle. Dans certaines régions, la mode consiste pour lui à diviser sa chevelure en mèches munies à leur extrémité d'un coquillage et tombant jusqu'aux épaules; les jeunes gens apprécient la mèche frontale, soigneusement vernissée, qui pointe vers l'avant. Beaucoup portent leurs cheveux uniformément courts. En période de deuil, on doit les laisser pousser librement.

Le chapeau est un objet superflu qu'on porte par coquetterie. C'est tantôt une simple calebasse qu'on peut orner de plumes, et qu'on blanchit pour certaines cérémonies; tantôt une sorte de canotier de forme fantaisiste, tressé en lianes fines.

L'Européen dénomme improprement : tatouages, les incisions dont les Lobi s'agrémentent l'épiderme. Il est vrai qu'on y dépose parfois le suc de certains végétaux, mais c'est pour provoquer une boursouflure, et non une modification dans la couleur de la peau. Le Lobi ne porte qu'un seul genre d'incisions faciales : trois petites coupures partant en éventail du coin de chaque œil. C'est là une indication de race, et non un ornement. Sur les deltoïdes ou sur le thorax, au contraire, l'opérateur donne libre cours à sa fantaisie.

Il est de bon goût de se limer les incisives en pointe.

Les bijoux fabriqués dans le pays sont de cuivre, de fer ou d'ivoire. Ce sont des bracelets de poignet ou de cheville, des pendentifs affectant parfois la forme d'animaux, ou de très petites boucles d'oreilles, dont on porte toujours plusieurs. Une tige de fer de forme particulière, fixée au mollet, a la propriété magique de garantir des morsures de serpent. Les femmes s'introduisent dans la lèvre supérieure une épine ou un petit cylindre de quartz. C'est l'étranger, le Mossi surtout, qui fabrique les boucles d'oreilles d'or et les bracelets de pierre qu'on commence à rencontrer. Mentionnons enfin les clochettes de cuivre dont s'affublent parfois les adultes, et dont on embarrasse les petits enfants, dans le but d'éloigner les mauvais esprits.

L'armement consiste en un arc court, de bois dur, auquel une liane de rotin tient lieu de corde. Le forgeron fabrique des pointes de flèche, munies de barbes. Elles sont empoisonnées au strophantus, montées sur des baguettes de roseau non empennées, et placées dans un carquois de peau. Un grelot de bois, fixé à l'arc, accompagne chaque détente d'un claquement sec. Un long clou de fer attaché au carquois permet au porteur d'extirper les épines qui peuvent pénétrer dans la plante de ses pieds. Un couteau de fer, dans une gaine de cuir, pend à sa ceinture et lui bat les cuisses. Il ajoute à cet équipement une corne ou un sifflet de bois. Une peau de bouc ou de chat sauvage convenablement recousue contient ses *gri-gris* et ses *cauris*, coquillages servant de monnaie. Il est dans la région quelques fusils à pierre, qui viennent probablement des colonies britanniques. Leur détention étant interdite, ceux qui en possèdent les cachent soigneusement.

★  
★

Matériellement, la société lobi en est au stade de l'économie domestique : chaque maison est une ferme, où il

est pourvu à la presque totalité des besoins de la famille, par une rigoureuse et invariable division du travail.

Les hommes défrichent sommairement et remuent à la houe, sur une faible profondeur, les champs que les femmes ensemencent. Ils les débarrassent, plusieurs fois au cours de la saison, des mauvaises herbes qui foisonnent après chaque orage. La récolte est opérée en commun par les habitants de plusieurs maisons, qui se prêtent leur concours, à charge de revanche. En cette occasion, les femmes préparent pour les travailleurs de grandes quantités de bière de mil. Les épis sont abattus par les hommes. Les femmes assurent leur transport jusqu'aux greniers du maître du champ qui leur alloue une petite part de la récolte ; cette part, nous le verrons dans l'étude des biens, appartient en propre à la femme qui l'a gagnée.

Le gros œuvre des travaux de construction est du ressort des hommes qui rassemblent les matériaux nécessaires à l'édification des maisons et se chargent de la maçonnerie et de la charpente, tandis que les femmes dament les terrasses et crépissent les murailles. Ils se réservent l'honneur et le plaisir de la chasse, car la chasse est, comme la guerre, une occupation noble.

La femme assure tous les transports. Elle a la charge des travaux du ménage, et fait elle-même, aidée des fillettes, les provisions d'eau et de bois.

Les petits garçons gardent le bétail — bœufs, moutons et chèvres — auquel il n'est donné ni fourrage ni soins particuliers.

La cuisine est faite par les femmes. La farine de mil est à la base de l'alimentation. On en fait une bouillie épaisse qui est servie en petites galettes et accompagnée d'une sauce fort épicée où peuvent entrer du *soumbara* <sup>1</sup>, des arachides, des piments, du gombaut, des feuilles de baobab. Le maïs, en épis grillés ou en bouillies, les pois,

1. Fait avec le fruit du *parkia biglobosa*.

les haricots, les patates et les ignames, bouillies ou cuites sous la cendre, les arachides grillées sont, après le mil, les produits les plus consommés. La viande est une friandise ; on s'en gorge lors des cérémonies religieuses ou à l'époque des chasses annuelles. Le Lobi pêche peu ; il achète parfois, et fort cher, du poisson sec aux colporteurs. Le beurre de karité<sup>1</sup> est adjoint à toutes sortes d'aliments.

L'eau est la boisson principale, mais on lui préfère la bière de mil qui a une légère teneur en alcool, et rappelle le goût du cidre.

Les Lobi prennent leur repas journalier assis sur leurs talons, parfois groupés par deux autour d'une même calebasse. Ils mangent avec leurs doigts, et ne manquent pas de se rincer la bouche et les mains lorsqu'ils ont fini. Les femmes et les hommes ne mangent pas ensemble.

\*\*\*

Les corps de métiers sont rares, car rares sont les besognes assez compliquées pour nécessiter la spécialisation de ceux qui les accomplissent. Bien que les artisans aient leurs fétiches particuliers, leurs rites, il n'y a pas une organisation des métiers telle qu'on puisse accorder à ceux-ci le caractère de corporations. La spécialisation, enfin, n'est nullement exclusive ; les débouchés étant irréguliers et peu étendus, un métier ne suffirait pas à assurer la subsistance de celui qui l'exerce. Chaque spécialiste se livre donc par surcroît à l'agriculture, à l'élevage, à la chasse ou aux travaux du ménage, comme les autres indigènes.

Il y a un forgeron presque dans chaque village. Assis sur ses talons, il travaille à l'ombre d'une véranda constituée par une avancée de la terrasse de sa maison soute-

1. Tiré du fruit du *bassia Parkii*.

nue par des fourches verticales. Un de ses enfants manœuvre le soufflet, sorte de corps de glaise fixe traversé par une canalisation dirigée vers le feu de charbon de bois, où l'air circule sous la pression alternative de deux peaux de bouc. L'enclume est une pierre dure, granit ou schiste ; le marteau, une courte et épaisse barre de fer. Le métal à travailler est saisi dans les branches de cisailles grossières. Seuls sont traités les métaux dont la fusion ne réclame pas une chaleur très élevée, comme le fer et le cuivre <sup>1</sup>. Le forgeron fabrique des outils agricoles : houes et hachettes, des cannes de fer, des pointes de flèches, des bijoux.

★★

Peut-être sera-t-on surpris que nous n'ayons pas encore fait allusion à l'esclavage : c'est qu'il n'existe plus. Il est de fait qu'on ne trouve pas au Lobi de véritables esclaves ; le renouvellement en est tari depuis notre domination. Leurs descendants, qu'on se borne à traiter, avec une légère nuance de mépris, de « captifs », ont la même vie matérielle que tous les Lobi. Le mariage entre gens libres et captifs est fréquent, et a pour résultat pratique l'affranchissement des enfants. Les derniers captifs se perdent peu à peu dans la masse. Ils n'ont d'ailleurs jamais été bien nombreux dans ce pays qui, n'ayant eu presque aucun contact avec le dehors, s'est rarement trouvé dans le cas de razzier ou d'être razzé.

★★

1. Il est du fer autochtone, traité dans des hauts fourneaux rudimentaires, particulièrement chez les Oulé. Rare et constamment nécessaire, il est assez coûteux. Le cuivre est importé, soit par les colporteurs, soit par le commerce européen, soit par l'administration elle-même, qui met périodiquement en adjudication les douilles des cartouches brûlées par la troupe dans ses tirs d'exercice.

Les travaux de poterie sont du ressort des femmes. Elles tournent à la main sur le sable de larges vases de glaise, d'une contenance de un demi-litre à cent litres, pour tous les usages ménagers.

Les musiciens doivent être rangés parmi les spécialistes. Il arrive qu'ils soient infirmes, peu aptes aux travaux des champs. Un orchestre comporte généralement un *balafon* (xylophone) et des tambours de dimension variée. Il ne manque à aucune cérémonie et fait rage, chaque année, lors des danses et des réjouissances qui suivent la récolte.

Dans les régions aurifères, les femmes profitent des érosions causées au terrain par les pluies annuelles pour se spécialiser momentanément dans l'orpaillage. Elles traitent le sable précieux par la méthode de la *batée*. Le rendement est médiocre, en raison de la faible teneur en or et de l'imperfection du système employé. Le gramme d'or vaut 1.300 cauris, soit 13 francs au cours actuel. Les bénéfices vont grossir le pécule personnel de la femme.

Les sorciers, enfin, tirent des bénéfices appréciables du métier de devin et d'interpréteur des songes. Ils sont un peu rebouteux, et réellement adroits pour réduire une fracture. Ils n'ont malheureusement aucune idée de l'asepsie.

★★

C'est au marché que les indigènes, habituellement cantonnés dans leurs villages, trouvent le plus d'occasions de rapprochement. Là, les nouvelles se propagent; là, les relations se nouent ou se poursuivent. Seul lieu de réunion périodique, il tient lieu de place publique. On y commerce, on y cause, on y boit et on y danse.

Le marché a lieu tous les cinq jours, en un village particulièrement peuplé ou bien situé. Il a été fondé par un des premiers chefs de la Terre, et est généralement

aussi ancien que le village lui-même. Il est placé sous la protection d'un dieu particulier, dont l'effigie occupe le pied d'un arbre, au centre de la place. Le chef de la Terre, maître du marché, assure le culte. Les animaux destinés aux sacrifices sont achetés par lui sur les redevances qu'il fait verser par les marchands. Le fétiche veille à la prospérité du marché ; il étend sa protection sur les chalands, et les garantit des accidents en cours de route. Tout individu pourchassé, même à juste titre, peut venir se réfugier au pied de l'autel ; l'attaquer serait alors un crime que le dieu châtierait infailliblement. Il y a là une coutume qui rappelle curieusement le droit d'asile médiéval. Tout crime, tout vol commis au marché provoque la colère du dieu, que l'offre d'un sacrifice sera le seul moyen d'apaiser. A n'en pas douter, les premiers chefs de Terre, en favorisant ces croyances, ont eu en vue d'assurer le calme et la sécurité des transactions, par le moyen de la crainte religieuse.

Le marché bat son plein de 10 à 14 heures. Les transactions portent en majorité sur les denrées vivrières. Les habitants du pays vendent le produit local ; grains ou condiments, dont le paiement a lieu en nature ou en espèces. Sur des feux de plein vent, des femmes font frire à la graisse de karité des beignets de farine de maïs ; elles boucanent des quartiers de viande qui, débités en menus morceaux, sont mangés comme des friandises par les badauds. On fait cercle autour des vases remplis de bière de mil, encore tiède de sa cuisson récente, dont certains boivent de telles quantités qu'il leur arrive de s'enivrer, malgré sa faible teneur en alcool. Les Dioula, colporteurs originaires de Kong, négocient les produits européens ou étrangers à la région : sel, verroterie, étoffes de traite, sucre, allumettes, voire bleu de lessive ; très âpres au gain, ils ont de fréquentes disputes avec les Lobi qui ne les aiment pas, et chez qui ils ne pouvaient s'aventurer sans risque avant notre domination.

Bien que le troc soit encore admis pour l'échange de

certains produits déterminés par l'usage, les Lobi ont leur monnaie, le *cauris* <sup>1</sup>, petit coquillage marin qui paraît provenir des côtes de l'Arabie. Pratiquement le cauris sert d'étalon monétaire. Sa valeur, invariable au regard de celle du mil, denrée primordiale, est actuellement de un centime. Elle était de 1/8<sup>e</sup> de centime en 1914.

Parmi les monnaies européennes, la seule véritablement appréciée est la pièce d'argent de cinq francs, qu'on a dû retirer de la circulation depuis la guerre, non sans dommage pour notre crédit. L'indigène paraît aujourd'hui habitué au billet de cinq francs, mais il ne le recherche guère que pour payer ses impositions. Il admet la monnaie anglaise de la Côte de l'Or à des taux variables, mais toujours inférieurs au taux européen du change.

La valeur du cauris est faite, croyons-nous, de son pouvoir de fractionnement, qui permet les achats les plus minces. Il ne pourra donc disparaître devant notre sou, plus propre et plus pratique, que lorsque leurs valeurs seront devenues égales.

\*  
\*\*

On se trouve donc, au Lobi, en présence d'une société individualiste, agricole, à peu près sédentaire, où la simplicité de la vie économique permet aux relations entre groupements de rester rares.

\*  
\*\*

1. *Cyproea moneta*.

## CHAPITRE IV

# La Religion

---

*L'animisme lobi. — Influence de la religion sur la coutume. — Fonds commun de croyances : l'âme. Le Créateur : l'origine du monde et des hommes. Le culte de la Terre. — Divinités non communes à la généralité : dieux de clan; génies familiaux; cultes individuels ; culte des ancêtres. — Manifestations extérieures des cultes : les sacrifices et les danses.*

Le paganisme des Noirs africains est communément appelé : fétichisme. Delafosse trouve ce terme « inexact et irréfléchi »<sup>1</sup>.

Littre définit ainsi le fétichisme : « culte des fétiches », et fétiche : « objet naturel, animal divinisé, bois, pierre, idole grossière qu'adorent les nègres ». La définition est incomplète. Elle ne vise, en effet, que le caractère extérieur de la religion des Noirs, que l'aspect du culte qu'ils rendent à leurs dieux. Comme leurs congénères, les Lobi sont animistes.

L'*animisme*, dit Delafosse, est « la croyance à la toute puissance des esprits, auxquels le fidèle rend un culte consistant en prières, offrandes et sacrifices, en vue de s'attirer leurs faveurs, de détourner de lui-même leur colère, ou de l'appeler sur ses ennemis »<sup>2</sup>. Ces esprits

1. Préface à « *Islamisme contre Naturisme* », de J. Brévié, page IX.

2. *Les Noirs de l'Afrique*, page 149.

sont variés et nombreux : ce sont ceux du Ciel, de la Terre, de la Brousse, de certains arbres, d'animaux, voire de pierres ou de matières inertes rencontrées dans des circonstances particulières ; ce sont ceux d'ancêtres fameux, de parents morts ; c'est celui qui protège le clan. Les fidèles, d'autre part, sont en nombre variable : une région, un clan, une famille peuvent avoir un ou plusieurs dieux communs ; parfois le fidèle est unique. Les cultes de ces dieux, enfin, affectent des formes diverses, mais où apparaissent toujours l'esprit de superstition le plus obscur et la croyance à l'efficacité des sacrifices.

Avec sa multiplicité de divinités, l'animisme lobi semble un polythéisme rudimentaire, ou plutôt un embryon de polythéisme. Ses dieux sont aussi imparfaits dans leur essence, aussi inconstants et aussi exigeants que ceux de certaines civilisations antiques. On aurait tort de pousser plus loin la recherche d'analogies, trompeuses sans doute. Dans l'antiquité, le dieu admis par la généralité a fini par être la règle, tandis qu'il est encore ici l'exception ; et l'antiquité avait des corps de prêtres spécialisés qu'on ne trouve pas chez les Lobi.



La coutume lobi a un caractère essentiellement religieux. On croit communément que les dieux ont parmi leurs attributions celle de veiller au respect de certaines traditions coutumières, particulièrement importantes, qu'ils sont censés parfois avoir édictées. Chacun de ces dieux est d'ailleurs confiné dans un rôle juridique délimité : tel d'entre eux, qui a la charge de protéger des voleurs les récoltes sur pied d'une famille quelconque, n'agira pas contre le meurtrier qui aura accompli son forfait parmi les épis même dont il a la garde ; mais chaque règle a son gardien divin, et la crainte des dieux est le commencement de la sagesse. Les croyances religieuses

apportent ainsi quelque efficacité aux règles coutumières. Elles constituaient avant notre domination le seul facteur de réglementation sociale. Une étude des coutumes non précédée d'une étude préalable de la religion revêtirait donc un caractère de superficialité qui la rendrait vaine.

Il ne saurait être ici question d'un examen approfondi de l'animisme lobi, mais d'un simple aperçu des conceptions de la race sur les grands problèmes religieux. Les Lobi croient-ils à l'âme ? Croient-ils en un dieu créateur ? D'autre part, il importe de rechercher, parmi les divinités qu'ils honorent, celles qui influent sur les coutumes et sur la façon dont elles sont observées.

★ ★

Les Lobi croient à l'existence d'une âme, ou plutôt d'un principe immortel. Ils ont tendance à admettre la métempsycose, mais ils n'en font pas un dogme.

Voici, rapportés presque textuellement, les renseignements que nous avons recueillis de divers indigènes sur leur conception de l'âme :

L'enfant qui naît a une âme. Il l'avait déjà dans le ventre de sa mère. Cette âme peut être une âme neuve, dont on ignore la provenance ; elle peut être celle d'un ancêtre mort : la preuve en est qu'il arrive qu'un enfant présente, en naissant les mêmes marques qu'un défunt quelconque de sa famille. On nous a cité le cas d'une femme qui, ayant accouché successivement, à longs intervalles, d'enfants morts-nés ou morts peu après leur naissance, trouva sur le premier de ses enfants qui subsista des marques qui l'identifiaient avec ses aînés <sup>1</sup>.

1. Un commis-expéditionnaire indigène, intelligent et relativement instruit, nous a affirmé, avec une sincérité évidente, qu'il avait vu renaître un enfant. Un petit garçon étant mort, on cassa

L'âme se sépare du corps au moment de la mort. On prétend qu'elle peut subsister un certain temps dans une tête coupée. L'âme peut d'autre part s'évader du corps longtemps avant la mort de celui-ci; la démence, par exemple, proviendrait de cette séparation prématurée. On dit par contre que l'âme n'est pas enfermée dans le corps, mais qu'elle le suit comme une ombre, sans être l'ombre elle-même.

Il y a là des obscurités. Il est opportun de rappeler à ce sujet la distinction que font les Lobi entre les deux principes immatériels qui, avec le corps, constituent l'être humain.

Dans un ouvrage qui paraîtra prochainement <sup>1</sup>, M. Labouret nous apprend que pour les Lobi l'être humain est constitué par trois éléments : le corps, le *principe vital* et le *double*. Contrairement aux conceptions de Delafosse <sup>2</sup>, le *principe vital* n'est ni éternel, ni immortel ; d'autre part il est particulier à chaque être, homme, animal ou plante; il constitue simplement une sorte de fluide moteur dont la nature est identique chez l'homme et chez les végétaux; la respiration, ou plutôt le souffle palpable des êtres, est une forme extérieure du principe vital; ce qui fait, dit M. Labouret, que les sorciers prétendent guérir un malade des bronches, en provoquant par des pratiques magiques un échange de respirations entre lui et un arbre sain. Quant au *double* <sup>3</sup>, l'éminent ethnographe le considère comme assez différent de l'esprit décrit par Delafosse ; il fait ressortir, en effet, qu'un double d'homme peut être détaché du corps qui l'abrite habituellement par la maladie, par la magie, par le rêve et par la mort. Le *double* a l'aspect du corps, mais il

les jambes à son cadavre avant de l'enterrer. L'enfant suivant, qui était une fille, aurait présenté des cals aux endroits où l'on avait brisé les tibias de son frère défunt.

1. *Les tribus du rameau lobi*.

2. *Les Noirs de l'Afrique*, pages 149, 150 et 151.

3. *Tou en lobi*.

n'est visible et tangible que pour les sorciers ; il est vulnérable comme le corps, même s'il en est séparé : c'est ainsi que des aventures vécues en songe doivent avoir leur répercussion matérielle sur le corps. On peut tuer un *double*. Ces conceptions conduisent à celle de la réincarnation : le double errant peut s'introduire dans une nouvelle enveloppe, soit qu'elle se trouve encore inoccupée, soit que son double en ait été expulsé. Certains individus sont dits « possédés », lorsque leur maladie ne cède pas aux remèdes habituels. La croyance au *double* explique les pratiques d'envoûtement ; elle permet de concevoir ce que peuvent être la variété et la multiplicité des superstitions attachées au culte des morts. Elle donne enfin une idée du rôle des sorciers.

Ceux-ci, qui peuvent être hommes ou femmes, ne se confondent pas forcément avec les « diseurs de choses cachées », qui ne tiennent leur rôle que de la réputation que leur sagesse et leur expérience leur ont acquise. Ils sont censés mener une existence double : celle que mène tout individu, corporellement, au su de tous, et celle que mène leur *double*, dans le mystère et la magie. Détaché du corps, celui-ci va errant, pénétrant dans les maisons, envoûtant, jetant des sorts, causant des maladies, des accidents, des incendies, enfin se réunissant à d'autres doubles, la nuit, pour attirer au dehors et dévorer les *doubles* des dormeurs, auxquels en la circonstance on ne peut supposer de rêves bien agréables. La démence, naturellement, provient de l'évasion du *double*, qui a été occultement séparé du corps. De là les rites compliqués qui entourent les funérailles, au cours desquels on demande au défunt si sa mort a été naturelle ou non ; de là, parfois, des vengeances et des meurtres.

Les Lobi ont la conception d'un créateur du monde. Nous rapportons plus loin ce qui nous a été dit à ce sujet, mais en nous gardant d'affirmer que cette conception soit entièrement née chez eux. Depuis longtemps des musul-

mans<sup>1</sup> circulent dans la région, et il se pourrait que leurs croyances aient influé sur celles des habitants du pays, en y introduisant une notion nouvelle. Pour fortifier notre hypothèse, rappelons l'aptitude qu'ont les noirs à sacrifier à deux ou plusieurs religions à la fois, sans rien abandonner de la leur, mais en prenant dans les autres ce qui leur convient, et les dieux qui leur manquent<sup>2</sup>. Les Romains n'ont pas agi autrement lorsqu'ils ont latinisé une bonne partie des dieux grecs.

Delafosse pense que la croyance en Dieu chez les noirs est non d'ordre religieux, mais d'ordre cosmogonique, et ne sert qu'à expliquer les origines du monde<sup>3</sup>. D'après M. J.-G. Frazer, cette conception d'un créateur du monde est un des aspects du culte que les populations primitives rendent au Ciel. Notons qu'il croit comme nous à l'influence de l'islamisme sur la personnification du ciel en un dieu : « il semble que le culte du Ciel soit commun à tous les nègres de l'Afrique occidentale, mais chez beaucoup d'entre eux, il est rejeté dans l'ombre par le culte de la Terre et de la Forêt »<sup>4</sup>. C'est le cas au Lobi. M. Frazer dit plus loin que « chez les San Kures, branche des Bobo, qui ont subi l'influence de l'islamisme, le dieu du Ciel a reconquis quelque peu de son importance primitive, parce que ses adorateurs l'ont identifié avec Allah »<sup>4</sup>. Ce qui s'est passé chez les Bobo, voisins des Lobi, peut aussi s'être produit au Lobi. M. Frazer fait

1. Ces musulmans sont peu nombreux et presque tous commerçants. Leurs marabouts sont illettrés et mal instruits de l'Islam qu'ils simplifient et déforment. On ne note aucun prosélytisme de leur part à l'égard des populations lobi. Les seuls Lobi convertis sont des isolés, depuis longtemps arrachés à leur milieu.

2. Il est notoire au Soudan que les médailles des missions chrétiennes ont les faveurs des fétichistes, qui estiment qu'aucune protection n'est à dédaigner. L'inverse se remarque aussi : il n'est pas rare de voir de nouveaux convertis retourner occasionnellement à leurs fétiches.

3. *Les Noirs de l'Afrique*, page 153.

4. *Les Dieux du Ciel*, page 108.

allusion à l'importance primitive de ce culte du Ciel. Nous avouons n'avoir rien appris de précis à ce sujet. Voici la plus nette des conceptions qui nous ont été exprimées :

« Dieu, nous a dit Tantolombi Kambou, notable des environs de Gaoua, a créé le monde. Il est invisible, partout présent, et tout puissant. Il pourrait anéantir tout ce qu'il a créé. Les hommes n'ont pas de contact avec lui, mais il lui arrive de faire connaître sa volonté par des rêves ou par l'entremise des diseurs de choses cachées. Nous l'appelons Tangba You <sup>1</sup>. »

Voici la conception de Tantolombi sur la constitution du monde :

« La terre est plate, seulement creusée par les rivières et bosselée par les montagnes. Nous n'en connaissons pas les limites <sup>2</sup>. Les noirs habitent la terre; les blancs sont sortis de l'eau <sup>3</sup>. Leur race se reproduit comme la nôtre. Dans le ciel habitent d'autres noirs. Les étoiles sont les feux de brousse qu'ils ont allumés pour nettoyer leurs champs. Sous la terre vivent encore d'autres hommes, et notre sol leur tient lieu de ciel.

« Le soleil est un disque de feu. Il se lève et se couche pour fixer aux hommes les moments du travail et du repos. La lune ne brûle pas ; elle brille, d'une lumière qui lui est propre. Dieu a créé le soleil et la lune pour le bien des hommes.

« Nous ne savons d'où viennent les pluies. »

En ce qui concerne la fin possible du monde et l'origine des hommes, voici la conception de Nipen Dâ, notable de Gaoua :

« Le monde ne finira jamais. Les hommes meurent et se remplacent continuellement. Ils sont aujourd'hui

1. Sens littéral : « la tête du ciel. »

2. La majorité des Lobi ignore l'existence de la mer, dont on ne se faisait aucune idée précise avant l'arrivée des étrangers.

3. Tantolombi a évidemment entendu parler de la mer.

« plus nombreux qu'autrefois. Ils sont issus d'un seul  
« homme et d'une seule femme, qui ont vécu il y a très  
« longtemps <sup>1</sup>. »

★★

Le culte de la Terre, auquel nous avons déjà fait allusion au sujet de la constitution du village, et dont nous aurons à reparler lorsque nous en arriverons à l'étude du régime foncier, est celui qu'on rencontre le plus communément chez les noirs, et qui est le plus généralement pratiqué par les Lobi.

D'après M. Labouret, les peuples riverains de la Volta — dont font partie les Lobi — admettent que « le sol est sous l'influence de puissances surnaturelles dominant la terre ; que, moyennant des redevances sous forme de sacrifices par l'intermédiaire des chefs de terre, le groupe acquiert le droit d'occuper la terre, ses membres celui d'en travailler certaines parties et d'en recueillir les fruits ; que les membres du groupe, figurant seuls au contrat religieux, ont seuls le droit d'occuper la terre

1. Nous n'avons personnellement recueilli aucun renseignement intéressant sur la légende de l'origine des hommes, mais M. Labouret a publié en 1916 une tradition dian très intéressante dont nous reproduisons ici l'essentiel, car elle est, dit M. Labouret, fort analogue à la version lobi : « Le premier homme se nommait Olkon et sa femme Héliignanou. On ignore d'où ils venaient..., ils étaient d'une taille gigantesque..., lorsqu'ils avaient faim, ils coupaient un morceau du ciel, qui descendait très bas à ce moment, et le faisaient cuire sur un feu dans une poterie fermée. Dieu avait révélé à Olkon qu'aucun regard humain ne devait atteindre le ciel pendant qu'il cuisait. Un jour... Héliignanou voulut ouvrir la poterie. Une fumée épaisse l'enveloppa aussitôt, un coup de tonnerre retentit, et le ciel remonta brusquement au firmament : il était désormais inaccessible pour les hommes. Ceux-ci, privés de leur nourriture habituelle, se mirent à manger l'herbe et les feuilles des arbres... » (*La légende des premiers hommes*, page 356.)

choisie, et que les étrangers ne peuvent s'y installer sans l'autorisation des puissances et du groupe »<sup>1</sup>.

On a déjà expliqué comment se crée un village<sup>2</sup>, comment le chef du groupe immigrant consulte la Terre et lui fait un sacrifice pour obtenir l'autorisation de s'installer dans la région ; nous avons dit que chaque village a son prêtre de la Terre. Il apparaît donc que la croyance à la Terre-divinité est aussi répandue chez les Lobi que celle du Dieu-Ciel qui pour certains est son époux et la féconde par la pluie. « Suivant les temps et les lieux, ces deux pouvoirs et leurs descendants sont personnifiés par des divinités dont les mieux étudiées sont Baal et Balath, Athis et Cybèle, Osiris et Isis, Adonis et Astarté (Maspéro : *Histoire ancienne*). L'examen des différentes croyances montre la supériorité constante du pouvoir femelle sur le pouvoir mâle. Il en est de même dans la région qui nous occupe »<sup>3</sup>. Ainsi la Terre nourricière, la Terre féconde est constamment sollicitée et honorée; elle donnera, non seulement d'abondantes récoltes, mais encore assurera la prospérité des familles et des troupeaux, en en écartant les épidémies et les accidents. La Terre, d'autre part, a horreur des meurtres, des rixes, du sang, de l'adultère, des vols accomplis sur le territoire du village; divinité de la fécondité, elle ne peut admettre ce qui est contraire à celle-ci. Le contrevenant, cause du courroux de la Terre, lui doit un sacrifice, ou celle-ci sévira contre l'ensemble du village, par exemple en empêchant la pluie de tomber.

Il faut noter que le sol dépendant de chaque village dépend d'un culte séparé. Si la croyance à la Terre est

1. *La terre dans ses rapports avec les croyances religieuses chez les populations du cercle de Gaoua*, page 309.

2. Voir *supra*, page 22.

3. H. Labouret : *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses parmi les populations du Lobi*, pages 264 et 265.

générale, les puissances qui l'habitent varient selon les localités. C'est pourquoi il serait fâcheux de mélanger des parcelles de sol provenant de deux régions différentes. En vertu de quoi les chefs de village qui ont reçu au poste administratif un nombre de petits cailloux correspondant au montant de l'impôt que leur groupement aura à payer, ne manquent jamais de rapporter ces cailloux à leur lieu d'origine, en même temps qu'ils apportent l'impôt à la caisse publique.

La Terre est généralement prise à témoin à l'occasion des *ordalies*, qui sont coutumières dans tout le Lobi, parfois même entre parents. « Lorsque deux adversaires se sont déféré le serment, eux et leurs familles ne peuvent plus se fréquenter. La Terre serait irritée s'ils se réunissaient après l'avoir invoquée »<sup>1</sup>. La procédure est généralement la suivante : les parties, assises face à face, boivent dans la même calebasse une mixture où le chef de la Terre a mélangé de l'eau et de la terre de la région, prise le plus souvent à l'autel de la divinité ; elles prononcent en même temps le serment. La conséquence pour le parjure sera la mort, précédée de diverses calamités.

On conçoit que le chef de la Terre, seul capable d'entrer en rapports avec la déesse, soit consulté à l'occasion de toute circonstance désastreuse laissant supposer qu'un forfait a été accompli sur le territoire du village. Il préside aux ordalies. Il tranche enfin tout différend relatif à l'attribution des terrains, car le culte de la Terre est étroitement lié au régime foncier, comme nous le verrons dans la troisième partie de cet ouvrage.

★★

1. H. Labouret, *Les tribus du rameau lobi*.

Tangba You, créateur du monde mais indifférent aux actes des humains, et la Terre-nourricière paraissent les seules divinités communes, les seules qui soient reconnues par la généralité. Du moins nous n'en avons pas identifié d'autres.

Certains dieux, comme les génies forgerons des montagnes<sup>1</sup>, peuvent être communs à plusieurs groupes. Ceux-là sont rares, et n'ont pas d'importance relativement à la coutume, pour l'observance de laquelle ils n'interviennent pas. A ce point de vue, les dieux de clan et les multiples génies familiaux retiendront plus particulièrement notre attention, étant les seuls qui s'abaissent à contrôler les actes des hommes, et à poursuivre de leur courroux ceux qui ont manqué aux règles traditionnelles.

Le dieu de clan est étroitement lié à l'histoire légendaire de la constitution du clan. Il est malaisé de définir sa nature et son véritable rôle mystique, qu'on veuille, ou non, considérer le clan lobi comme un clan totémique<sup>2</sup>. Ses attributions sont remarquables : il est le gardien des règles d'exogamie et de solidarité dans le clan. On constate sans doute que les mariages entre membres du même clan ne sont pas rares, mais ils nécessitent toute une procédure rituelle dans laquelle une chèvre vivante est sacrifiée et partagée en deux, symbolisant la « séparation du clan ». La règle de l'exogamie tombe peu à peu en désuétude, mais cela ne signifie pas qu'elle n'existe plus. Manquer à la solidarité est d'autre

1. Dans la croyance générale, ces génies auraient appris aux hommes à travailler de fer. Comme la mythologie grecque ou romaine, la légende lobi place le fer et le feu, symbolisés par des dieux, dans les montagnes. On peut conclure à l'extrême ancienneté de cette croyance, qui a dû naître en d'autres régions, de constitution géologique plus récente que les terrains archéens du Lobi, et être ramenée par les migrations dans le pays actuellement occupé.

2. Voir *infra* le clan et la famille, page 67.

part un crime que punira le dieu du clan, qui est opposé aux luttes entre parents de clan, luttes fratricides, puisque les membres du clan ont la même origine ; s'il arrive que ces luttes se produisent, elles ont un caractère sacrilège. Leurs auteurs ont à craindre le courroux du dieu, dont ils ne pourront se libérer que par un sacrifice déterminé<sup>1</sup>. Le dieu du clan a parfois d'autres attributions, comme celle de veiller à la tranquillité des marchés. Par celles-là seules : proscription de l'endogamie, interdiction des luttes intestines, on peut considérer qu'il constitue un facteur d'ordre et de santé sociale.

Les génies familiaux, aux rôles divers et très tranchés, multiples sans doute, ne sont pas aussi nombreux que la variété des noms par lesquels on les désigne pourrait le faire croire. Certains d'entre eux, particulièrement importants, se retrouvent dans presque tous les foyers, sous des appellations différentes. Bien rares ceux dont l'influence ne concourt pas à la discipline sociale. Les énumérer serait fastidieux. Pour que leur utilité juridique apparaisse, il suffira d'en citer un certain nombre des plus importants, en faisant ressortir leur caractère et leur rôle au point de vue de l'observance de la coutume.

Ouatil<sup>2</sup>, représenté en bois au-dessus de la porte de la maison, veille à la vertu des épouses. Si l'une d'elles commet le péché d'adultère, il la rendra malade avec son complice, les fera mourir tous deux s'ils n'avouent leur faute. S'ils consentent à la reconnaître, ils feront amende honorable au dieu, en lui offrant un sacrifice important : une chèvre et sept poulets par exemple, moyennant quoi celui-ci pardonnera et leur rendra la santé. Ouatil, qui est le plus craint des dieux familiaux, est constitué

1. Voir *infra* l'influence du dieu de clan sur l'exercice de la vengeance, page 79.

2. Ouatil signifie : « dieu de la souche ». Les dieux familiaux que nous citons sont particulièrement connus dans le clan Palé.

gardien des cultures ; c'est par la maladie qu'il châtiara le voleur de grains, et celui-ci n'aura d'autre ressource, pour éviter la mort, que de lui faire l'offrande rituelle.

Kopara, fétiche familial de la région de Nako, est représenté par un faisceau de bambous que l'on place devant la porte de la maison. Le mari outragé sacrifie un mouton pour que Kopara l'aide à retrouver le ravisseur de sa femme. Celui-ci d'ailleurs peut obtenir lui aussi la protection du dieu, en portant, attaché à son cou, un morceau de bambou emprunté à son effigie. Kopara aide à découvrir les voleurs. Il guérit enfin les malades s'ils sont porteurs d'un brin des tiges de bambou sacrées.

Lompo, fétiche de glaise fixé à un bois d'arc qu'on place dans les champs de mil, les garantit des déprédations. Ceux qui se rendent coupables de larcins sont par ses soins rendus malades, et ne guérissent qu'après restitution et sacrifice rituel.

Barca a des attributions analogues, mais perfectionnées. C'est en gratifiant les voleurs d'hypertrophie des testicules qu'il les punit, et du même coup permet de les identifier. On le représente par un morceau de bois crochu qu'on place sous la véranda.

Il est, sur la terrasse de la maison, un autel où Tangba You, dieu du ciel, est représenté sous la forme de morceaux d'écorce empruntés à un arbre foudroyé. Nous mentionnons ici les superstitions attachées à son culte, car il s'agit d'un autel familial, dont le prêtre est le chef de maison. Lorsqu'on craint un orage préjudiciable aux récoltes, il convient de jeter au vent des cendres prises à l'autel de Tangba, en faisant avec un balai le simulacre de repousser les nuées. On accroche des morceaux de bois empruntés à l'effigie du dieu aux arbres sur les fruits desquels le chef de maison a acquis, en cultivant autour ou en commençant la cueillette, un monopole d'exploitation ; s'il arrive qu'un passant en mange quelques fruits, le dieu ne sévit point ; si le voleur a agi dans

un but de lucre, le dieu le foudroie. Il garantit aussi des esprits donneurs de maladies qui habitent les colonnes d'air ascendantes provoquées par l'excessive chaleur; pour s'en défendre, il suffit de se frotter le corps avec un peu de terre prise à l'autel de la divinité. Tangba, enfin, arrête à la sortie de la maison les *doubles* anthropophages qui y auraient pénétré. Il les interroge, et les tue s'il leur trouve les mains rouges; sinon, il se borne à leur donner des gifles. Il s'agit là, nous l'avons dit, de doubles de sorciers qui recherchent d'autres doubles en pâture; donc, de cannibalisme fictif.

Gahouïa, lui aussi, protège les habitants de la maison contre les doubles cannibales; les corps vivants dont ceux-ci sont détachés, si l'on parvient à les identifier, n'auront pas droit aux deuxièmes funérailles<sup>1</sup>.

Hontel protège les chasseurs, abrite sous sa bienfaisante influence les hommes voyageant au loin. Il garantit les enfants des entreprises des génies qui voudraient s'en repaître. Du fait que plusieurs dieux sont censés agir contre le cannibalisme, on peut déduire que celui-ci a été connu dans le passé, et qu'il a laissé dans les croyances un souvenir exécrationnel.

Kpouïntine, si l'on est accusé de vol, jouera le rôle de juge. Il suffira à l'innocent incriminé à tort de faire le vœu que, s'il a volé, Kpouïntine le possède : le calomniateur alors mourra. Il y a là quelque chose qui rappelle le jugement de Dieu et les ordalies médiévales.

La plupart de ces fétiches ne sont pas réservés à une seule maison : l'adulte qui se sépare des siens pour fonder un nouveau foyer pourra y ériger des autels à la plupart des dieux qu'honorent les siens. Mais certains de ces dieux ne sont pas divisibles; leur culte passe de père en fils.

1. Sanction aussi terrible, pour un Lobi, que la privation de sépulture pour les Grecs de l'antiquité.

Il convient de citer pour mémoire les multiples génies qui ne sont attachés ni à la maison ni à la famille, et que la croyance populaire place en tout lieu étrange, ou tire de chaque circonstance bizarre. Parmi ces cultes, les plus curieux sont les cultes individuels. N'importe qui, homme ou femme, frappé par un événement anormal, par un accident ou une maladie dont il a été victime, par une malechance persistante, est tenté d'attribuer ses mécomp-tes à une divinité qui lui est personnelle; aussitôt, sur les conseils du devin, il lui rendra un culte qui périra avec lui, à moins que ce dieu n'acquière une réputation particulière. Il nous semble que le culte de ces divinités n'a pas de rapport avec les coutumes; nous n'insisterons donc pas sur leur rôle.

De même, le culte si important rendu aux morts n'influe généralement pas sur la discipline sociale. Les esprits des morts, détachés de leur enveloppe périssable, errent autour des humains. Ils ont conservé le caractère qu'ils avaient vivants, et sont d'autant plus honorés qu'on croit avoir plus à craindre d'eux. Leur mort en a fait des dieux <sup>1</sup>.

Et maintenant, que conclure de cette rapide revue des dieux et des génies familiaux, examen qui en apparence nous a entraîné hors de notre sujet? Que ces divinités, qui réprouvent l'endogamie, l'adultère, l'anthropophagie, une partie des meurtres et la plupart des vols, sont autant d'agents de discipline sociale. Par leur existence, ou plutôt par le fait que les Lobi croient à leur existence et les honorent, elles prouvent celle d'un certain nombre de règles fondamentales, donc d'un embryon d'organisation juridique.

1. L'habitude de diviniser les morts est, sans aucun doute, extrêmement ancienne. On la retrouve dans les civilisations indo-européennes : « Rendez aux dieux Mânes ce qui leur est dû, dit Cicéron (*de legibus*); ce sont des hommes qui ont quitté la vie; tenez-les pour des êtres divins. » (Fustel de Coulanges. *La cité antique*, page 16.)

Elles ne sont malheureusement pas de force à faire respecter la coutume, car il est avec elles des accommodements trop aisés, par le moyen de sacrifices relativement peu coûteux. La présence d'une autorité européenne peut donc se justifier par la nécessité d'un gardien incorruptible des coutumes, capable de veiller exactement et impartialement à leur maintien en tout ce qu'elles ont de bienfaisant.

★ ★

Nous avons déjà fait allusion aux sacrifices, principale manifestation du culte. Nous avons dit que ces sacrifices avaient pour but d'amadouer ou d'apaiser les divinités, soit qu'on ait quelque chose à leur demander, soit qu'on souhaite leur faire oublier une offense.

Le sacrificateur sera le chef de la Terre, lorsqu'on s'adressera aux puissances du sol; quand on aura affaire aux génies attachés à la maison, le chef de famille officiera; dans les cultes individuels, fidèle et sacrificateur ne font qu'un. Chef de famille et chef de terre, à l'occasion, peuvent officier en leur nom propre. Les prêtres, nous l'avons dit, ne constituent pas un corps fermé; les circonstances les désignent, sans qu'un choix ou une initiation soient généralement nécessaires.

Chaque dieu, ayant ses attributions propres, est plus particulièrement honoré suivant l'époque ou les circonstances. Parmi les solennités les plus suivies, on peut citer « les fêtes religieuses saisonnières, présidées par le vieillard chef de terre, qui reçoit après la récolte et au moment des semailles les offrandes à présenter à la terre et au dieu du ciel pour obtenir des moissons abondantes et la multiplication des enfants et des troupeaux » <sup>1</sup>.

1. H. Labouret. *Monographie du cercle de Gaoua*, page 136.

Le processus du sacrifice est le suivant : pour savoir si le dieu est favorable, le sacrificateur tranche la carotide à un gallinacé et le lâche. Si celui-ci expire sur le dos, les pattes en l'air, c'est que la divinité est bien disposée. Dans la négative, on renouvelle d'ordinaire le sacrifice, et il faut plusieurs insuccès pour qu'on se décide à rechercher les causes du mécontentement du dieu, et à remettre ce qu'on projetait de faire avec son appui. Quel que soit le cas, la viande des animaux sacrifiés profitera grandement au sacrificateur et à sa famille, qui la mangeront, beaucoup moins au dieu, dont l'effigie devra se contenter de plumes, d'os et de quelques gouttes de sang.

Les danses rituelles sont un autre moyen d'honorer les dieux. Chaque année, la fin de la récolte est marquée par des réjouissances qui commencent naturellement par un sacrifice, puis se poursuivent par des danses où les sexes séparés se livrent en file indienne, pendant des nuits entières, à des évolutions fort compliquées, et dont chaque figure a une signification. L'orchestre est composé de *balafons* et de tambours; des chants, hurlés par les danseurs, et dont les paroles peuvent avoir un caractère sacré, se font entendre à intervalles réguliers. C'est une musique hallucinante, aux rythmes originaux, qui émeut à la longue un auditeur même indifférent, et communique une sorte d'ivresse aux danseurs.



DEUXIÈME PARTIE

---

LES PERSONNES



## CHAPITRE PREMIER

### Le clan et la famille

---

*Le clan : définition. — Analogies et différences entre le clan totémique et le clan lobi. Opinions en présence. Signification possible du totémisme. — Histoire des principaux clans d'après les traditions et la légende. — Les lois de clan; leur portée pratique. — Rôle de l'allié du clan. — La famille : père, épouses et enfants. — La même par rapport au clan. — La même par rapport à la famille patriarcale.*

La parenté de clan a des effets juridiques; elle met certaines entraves à la formation du mariage; elle prohibe en principe les dissensions entre membres du même clan, et les astreint à la solidarité; elle facilite entre eux le règlement des litiges, qu'elle aura parfois empêché de naître.

Qu'est-ce que le clan lobi? Le définir d'emblée est assez ardu. Il apparaît plus facile de commencer par éliminer les formes sociales avec lesquelles on serait tenté de le confondre.

\*\*\*

Le clan lobi n'est pas la famille, telle que nous l'entendons en Europe, quand ce ne serait que parce qu'il peut comprendre des milliers d'individus. Pour la même raison, il n'est pas la famille patriarcale des Hébreux ou de certaines peuplades modernes de race noire. Il ne

paraît pas non plus qu'il soit simplement une famille agrandie, sortie d'une cellule sociale primitive. C'est « la famille primitive qui n'est qu'une figure plus spéciale et plus hiérarchisée du clan »<sup>1</sup>. Les membres du clan ont sans doute la même origine, mais ce n'est pas cette communauté d'ancêtres qui fait la cohésion du clan. Dans ses *Formes élémentaires de la vie religieuse*, Durckheim explique pourquoi l'on doit éviter la confusion; mais il faut remarquer que son opinion s'applique aux véritables clans totémiques, ce qui n'est pas absolument le cas du clan lobi : « Sans doute, le clan est-il bien une société domestique, puisqu'il est composé de gens qui se regardent comme issus d'une même origine. Mais il se distingue des autres sortes de famille par ce fait que la parenté est fondée uniquement sur la communauté de totem et non sur des relations de consanguinité définies. Ceux qui en font partie sont parents non parce qu'ils sont frères, cousins les uns des autres, mais parce qu'ils... ont la même nature mystique »<sup>2</sup>.

Le clan lobi n'est pas une forme primitive d'organisation territoriale. Cela est évident : les hommes au début ont été nomades; le clan existait avant leur fixation au sol. « La religion avant la géographie fut appelée à décider de la façon dont les hommes seraient groupés »<sup>3</sup>. Chez les Lobi, bien que l'origine des clans paraisse de prime abord peu ancienne, la parenté de clan semble bien avoir un côté mystique; aussi ne doit-on pas s'attacher exclusivement à l'idée que ses membres, aujourd'hui dispersés, proviennent d'une même cellule sociale, primitivement groupée.

Le clan lobi n'est pas la tribu, tant à cause de la dispersion de ses membres qu'en raison de l'absence de

1. A. Moret et G. Davy. *Des clans aux empires*, page 16.

2. Pages 142-150.

3. A. Moret et G. Davy. *Des clans aux empires*, page 13.

chefs et de toute autorité politique. Il n'offre qu'une ressemblance extérieure et accidentelle avec le *claim* écossais des Highlands : « Cette partie de la nation écossaise était divisée en clans ou tribus. Les individus qui composaient chacun de ces clans croyaient tous descendre d'un même aïeul, dont ils portaient ordinairement le nom; ainsi une de ces tribus s'appelait Mac Donald, ce qui signifie les fils de Donald... » <sup>1</sup>. Le clan lobi n'est pas une tribu, mais ses membres portent comme en Ecosse le nom de l'ancêtre commun; ainsi tous les membres du clan Palé s'appellent Palé, comme le premier ancêtre dont ils ont gardé le souvenir. « Chacun de ces clans (écossais) avait son chef particulier, qui était le descendant immédiat du fondateur de la tribu. Ils obéissaient aveuglément à ce chef, soit en paix, soit en guerre... Chaque tribu habitait, dans les montagnes, une vallée ou un district séparé des autres. Ils (les clans) se battaient souvent entre eux, et presque toujours à outrance » <sup>1</sup>. Le clan lobi, au contraire, n'a ni chef, ni organisation territoriale; ses membres vivent mélangés avec ceux d'autres clans; la liaison qui existe entre eux est toute mystique. On peut noter cette coïncidence de l'humeur guerrière, chez Lobi et Ecossais, et remarquer surtout que, chez les uns comme chez les autres, on ne se bat en principe qu'entre membres de clans différents <sup>2</sup>.

Malgré des différences qui sont surtout apparentes, le clan lobi a plus d'analogie avec les clans totémiques de

1. W. Scott. *Histoire d'Ecosse*, 1<sup>re</sup> série, page 101.

2. Sans doute ne faudrait-il pas baser une étude sérieuse du clan sur des comparaisons entre les coutumes des Ecossais, blancs et chrétiens, et celles de Noirs fétichistes. Mais il était peut-être permis de faire ressortir des analogies curieuses, particulièrement en ce qui concerne le nom porté par les membres du clan. Nous avons d'ailleurs cité W. Scott, historien digne de crédit, et non W. Scott, romancier.

Durckheim : « groupes d'individus qui se considèrent comme parents les uns des autres, mais qui reconnaissent exclusivement cette parenté à ce signe qu'ils sont porteurs d'un même totem. Le totem lui-même est un être animé ou inanimé, plus généralement un animal ou un végétal, dont le groupe est censé descendre et qui lui sert à la fois d'emblème et de nom collectif »<sup>1</sup>. Les analogies résident dans la nature mystique de la parenté de clan et dans le caractère tabou de l'être ou de l'objet fétiche. Mais les membres du clan lobi ne sont pas censés descendre du totem, et celui-ci ne sert pas de nom collectif aux membres du clan, qui portent celui de l'ancêtre. Nous ignorons d'où ce dernier le tint lui-même.

On nous objectera que Durckheim n'a pas spécialement étudié les clans africains; qu'il n'y a pas lieu, et qu'il est même osé, de le citer à propos des clans lobi. A cela, on peut répondre que rien ne s'oppose à ce que, parmi les règles générales que ses travaux lui ont permis de dégager, certaines se trouvent vérifiées dans le pays qui nous occupe.

Pour certains, le clan soudanais est quelque chose de très simple et de très particulier à l'Afrique, sans analogie avec ce qu'on a cru trouver ailleurs, en Australie par exemple. Pour Delafosse, par exemple, « certains ethnographes appellent clans les groupes sociaux qui sont fondés sur l'ascendance, sans pour cela constituer des familles... Clan ne signifie quelque chose qu'en Ecosse, totem qu'en Amérique, tabou qu'en Australie, ce qui montre bien la confusion de la théorie... Ce qu'on appelle clan en A.O.F. n'a rien de religieux. C'est une catégorie de noblesse. En Europe, les nobles ont imaginé le blason, qu'ils portaient sur leur écu. En A.O.F., le blason est parlé. Le noble possède un nom qu'il lui suffit de prononcer pour évoquer sa noblesse »<sup>2</sup>. Cette

1. *Mémoire sur la prohibition de l'inceste*, page 23.

2. *Cours à l'Ecole coloniale en 1920-1921*.

opinion du célèbre ethnographe débute par une boutade, et continue par une théorie du clan qui ne trouve quelque fondement qu'en pays mandingue. L'observance des *tabous* le prouve mieux informé : « Chacun de ces clans a ses interdictions. Leur violation n'entraîne aucune sanction humaine, mais la divinité se venge immédiatement. Le seul moyen de l'apaiser sera l'offre d'un sacrifice à l'ancêtre » <sup>1</sup>.

Nous nous rangerions sans hésiter aux théories de Durkheim, si les membres du clan lobi descendaient, ou croyaient descendre, du totem. Ce n'est pas le cas; il devient ainsi fort difficile de trouver une nature mystique à leur parenté de clan.

Une opinion intermédiaire, émise par MM. Moret et Davy, va nous éclairer, et permettre peut-être de classer le clan lobi, sinon dans la catégorie des clans totémiques, du moins dans une catégorie approchante, d'un totémisme, si l'on peut dire, « mitigé » : « ce qui fait le clan, c'est l'identité de nom. Ce nom, dira-t-on, est tantôt celui du totem, et tantôt celui de l'ancêtre. Cela est vrai, mais ne limite nullement la nature totémique essentielle du clan. Le nom de l'ancêtre est encore un nom totémique, mais auquel une mythologie plus évoluée donne figure de nom d'ancêtre dans la mesure où c'est à un ancêtre déjà plus ou moins individualisé qu'elle attribue le mérite d'avoir procuré le totem au clan considéré... L'ancêtre est celui à qui l'on doit en commun le bienfait du totem » <sup>2</sup>.

MM. Moret et Davy se sont demandé quel rapport il y a entre le tolémisme et la notion mélanésienne <sup>3</sup> de *mana* qui serait « l'essence même, la puissance et la sou-

1. *Ibidem*.

2. *Des clans aux empires*, page 15.

3. Delafosse a montré que les Noirs africains et ceux de la Mélanésie avaient vraisemblablement la même origine (*Les Noirs de l'Afrique*, pages 5 et 6).

veraineté du clan »<sup>1</sup> ; ils rappellent à ce sujet le *ka* égyptien, « âme diffuse du clan primitif »<sup>1</sup>, le *genius* latin, « forme génératrice et esprit protecteur »<sup>1</sup>. Et ils paraissent admettre que le totémisme est peut-être la symbolisation du *mana*, donc de la race, de la force et des destinées du clan, dont les membres auraient, non pas tant une commune origine, qu'une nature commune, une même substance mystique<sup>2</sup>. Il convient, avant de se prononcer sur ce point délicat, de passer en revue la légende et les faits.

★★

Si l'on examine l'histoire légendaire de la formation de quelques clans lobi, contée par des indigènes, on voit apparaître le caractère mystique de cette forme sociale.

Arkaté Yen, chef du canton de Gaoua, nous a ainsi renseigné sur les origines de son clan :

« Le premier Yen arriva de l'est. Au moment où « il se disposait à traverser la rivière<sup>3</sup>, il aperçut Kporo « dans la brousse. Kporo était un petit génie, grand « comme un enfant de deux ans, de structure humaine, « avec une grosse tête au teint rougeâtre, et des cheveux « abondants. Le trouvant joli, notre ancêtre le prit dans « ses mains, et lui fit passer la rivière avec lui.

« En arrivant à l'autre rive, voilà que le premier Yen « trouva que son corps était couvert de boutons de « variole. Il aperçut, sur la rive qu'il venait de quitter, « une femme courbée vers l'eau, où elle lavait des cale- « basses. Il ne la connaissait pas, et ne savait d'où « elle venait. Comme elle levait la tête, il l'interpella :

1. *Des clans aux empires*, pages 9, 10 et 57.

2. « En Palestine, Israël est à la fois peuple et roi » (*ibidem*, page 413).

3. Il s'agit de la Volta Noire, qui sépare la région lobi de la Côte de l'Or.

« d'où viens-tu, dit-il ? Elle répondit qu'elle arrivait de  
« l'est, et qu'elle était venue laver ses calebasses et étan-  
« cher sa soif. A peine finissait-elle de parler, que son  
« corps se couvrait de boutons de variole. Le premier  
« Yen l'appelle et lui dit de venir avec lui. Il la nomme  
« Yen Deker<sup>1</sup>. Ils commencent à marcher. Le génie  
« leur montre un petit arbre. Il leur conseille d'en cou-  
« per les feuilles, de les piler avec celles d'un certain  
« autre arbre, d'en faire une mixture dans de l'eau ; puis,  
« ayant ouvert leurs boutons avec une épine, d'en frotter  
« leur corps. Ils le font, et guérissent ».

Arkaté Yen pense que Kporo, qui est devenu le mot dont les Lobi se servent pour désigner la variole, a donné la maladie puis le remède à l'homme pour lui montrer sa puissance, car il est le maître de la terre et des animaux de la brousse. Le remède indiqué par lui est encore employé par les indigènes, souvent avec succès.

Le plus curieux dans cette naïve histoire, c'est que le passage de la Volta par les Lobi, auquel elle fait allusion, est relativement peu ancien, deux cents ans environ. Le manque de précision de l'esprit indigène et son insouciance du passé en ont déjà fait une légende.

Kporo est donc le dieu du clan Yen. Nous voyons, d'autre part, se vérifier l'exactitude de cette phrase de MM. Moret et Davy : « les membres du clan sont issus d'une même origine à laquelle une mythologie postérieure donnera des apparences individuelles en imaginant que le totem a été, dans un passé fabuleux, révélé à un ancêtre illustre du clan qui en est devenu pour cette raison l'ancêtre éponyme »<sup>2</sup>.

Mais l'histoire continue :

1. « Captive de Yen ». N'a pas le sens d'esclave, mais de subordonnée à l'homme.

2. *Des clans aux empires*, page 14.

« Ils poursuivent leur route, guéris, en compagnie de  
« Kporo, et arrivent du côté de Taléra <sup>1</sup>. Notre ancêtre  
« y épousa la femme. Kporo lui dit alors en arrivant :  
« représente-moi devant ta porte avec de l'argile, et  
« sculpte une femme à ma taille. En m'honorant ainsi,  
« vous obtiendrez des enfants, des récoltes. Si quel-  
« qu'un vous est hostile, vous mélangerez à l'eau que  
« boivent vos ennemis un peu de pus variolique, que  
« vous aurez conservé, près de mon effigie, roulé en  
« boule avec de l'argile. Vous me ferez en outre le sacri-  
« fice d'un poulet. Ainsi périront vos adversaires. »

Kporo a encore d'autres attributions. En effet, dit Arkaté Yen, « des morceaux de bois sont plantés autour  
« de sa statue. Lorsqu'on voyage au loin, un de ces  
« morceaux de bois, porté sur soi, garantit de tout ennui.  
« Jeté sur un ennemi, ou dans sa maison, il en causera  
« la perte, sauf compensation et offre d'un sacrifice à  
« Kporo. »

Pour les Yèn, Kporo est le plus puissant des génies; ses attributions sont nombreuses, mais particulières au clan. Il en apparaît bien comme l'esprit tutélaire, soit lorsqu'il se préoccupe de faire obtenir une postérité aux membres du clan, soit lorsqu'il vient à leur aide contre leurs ennemis. Il nous a semblé toutefois que les Yen mettent au-dessus de lui le dieu-Ciel, puissance créatrice du monde, et la Terre, déesse de la fécondité.

Arkaté Yen donne des renseignements fort intéressants, au point de vue de l'exogamie, sur la descendance du fondateur : « Le premier Yen et son épouse, Yen  
« Deker, eurent des enfants très nombreux. Le premier  
« reste un Yen *pur*. Le second prend le nom de sa  
« mère : *Yen Deker*. Grâce à ce stratagème, les enfants  
« du père purent épouser ceux de la mère, sans consé-

1. Ce mot est birifor, car les Birifor ont succédé aux Lobi dans cet emplacement. Il signifie d'ailleurs : venez me remplacer !

« quence funeste, car, aujourd'hui encore, il ne faut pas  
« mélanger Yen et Yen. » Sans nous attacher à l'hypo-  
thèse du mariage entre enfants de même sang, notons  
que notre narrateur conclut à l'impossibilité en principe  
de l'endogamie.

Le clan des Palé a une origine analogue. Nous voyons  
apparaître dans le récit de Diorfouté Palé, chef des Lobi  
de Gaoua, l'animal *tabou*, que les membres du clan ne  
peuvent manger : « Le premier Palé vint de la direction  
« de Lorha <sup>1</sup> où il habitait alors. J'ignore son nom. Son  
« fils fut Kilényé, qui engendra Badoko, qui engendra  
« Sako. Sako est mon père.

« Le premier Palé passa la Volta à la recherche de  
« nouvelles terres. Une femme l'accompagnait. La rivière  
« étant grosse, il était embarrassé pour traverser, lors-  
« qu'il vit qu'une chatte et ses petits effectuaient sans  
« encombre le voyage sur un grand morceau d'écorce.  
« Mon ancêtre creusa aussitôt une pirogue dans le tronc  
« d'un jeune arbre, et passa ainsi.

« Arrivé sur la rive, il marcha vers l'est et en quel-  
« ques heures de marche parvint à l'emplacement actuel  
« Comon <sup>2</sup>. Trouvant le sol fertile, il s'y fixa et eut de  
« nombreux enfants. Pour qu'ils pussent se multiplier  
« par des mariages entre eux, il les sépara en Palé *purs*,  
« et en Palé *Deker* (« descendants de l'épouse captive »).

« Dans la suite, les Palé abandonnèrent Comon aux  
« Birifor et se répandirent dans l'ouest.

« Notre fétiche de clan est le petit singe noir, que nous  
« ne pouvons manger. Il fut ainsi révélé à mon ancê-  
« tre : un jour qu'il allait aux champs, il aperçut le singe  
« noir et se disposait à le tuer. Celui-ci soudain parla :  
« ne me tue pas, dit-il, mais suis-moi dans la forêt. — Le

1. Chef-lieu d'un district occidental des Northern Territoires de la Gold Coast, situé à l'est de la région lobi.

2. Village situé actuellement au pied de la montagne Bap, à dix kilomètres environ à l'ouest de la Volta.

« premier Palé, surpris, le suivit aussitôt. Arrivé dans  
« une forêt, le singe lui montra certains cailloux : pour  
« avoir des enfants, dit le singe, dis ton désir en frap-  
« pant ces cailloux l'un contre l'autre, et promets un  
« sacrifice s'ils t'exaucent. Tu feras de même pour avoir  
« de bonnes récoltes, des pluies, et tout ce que tu dési-  
« reras. »

« Ayant été exaucé, notre ancêtre dit à ses parents de  
« ne plus jamais chasser le singe noir et de ne pas le  
« manger. »

Nous rapporterons sommairement l'histoire du clan Kambou, le plus nombreux de tous, car elle paraît élargir le groupe initial, constitutif du clan, ou alors en reculer la création à une époque bien antérieure à celle qui vit la naissance des clans Yen et Palé. Tantolombi Kambou, notable de Gaoua, nous a ainsi documenté :

« Le premier Kambou vint de l'est. Il a franchi la  
« Volta. Si je descendais directement de lui, il serait  
« mon trisaïeul. Mais j'appartiens à une branche laté-  
« rale.

« Il avait sa femme avec lui, et fut plus tard rejoint  
« par un autre Kambou, également marié. Mais celui-  
« ci était un Kambou Sounoufou. Les Kambou étant  
« extrêmement nombreux aujourd'hui, je pense que d'au-  
« tres Kambou, vers la même époque, alléchés par les  
« terres nouvelles, ont aussi franchi la Volta.

« Nous croyons qu'avant leur apparition à l'ouest de  
« la Volta, les Lobi ont été installés en Gold Coast. Il  
« n'y reste plus de Lobi maintenant; mais, parmi les  
« Birifor de la Gold Coast, beaucoup portent Kambou  
« comme nom de clan. Cela doit tenir à des mélanges  
« anciens. »

Le récit de Tantolombi Kambou est particulièrement intéressant, car on peut en tirer des hypothèses capables, sinon d'éclairer, au moins de bien montrer la difficulté de traiter avec certitude de l'origine des clans lobi. En effet :

1° Le narrateur déclare qu'il ne descend pas du fondateur du clan. On peut donc douter que tous les membres du clan aient la même origine;

2° Le premier Kambou a été rejoint par un Kambou Sounoufou, qui aurait concouru à la création du clan. Ne serait-ce pas plutôt à sa transplantation ?

3° Ces deux Kambou, Kambou pur et Kambou Sounoufou, s'appelaient-ils Kambou avant le passage de la Volta ? Evidemment, puisqu'il reste des Kambou chez les Birifor de Gold Coast. Ont-ils la même origine que ceux-ci ? C'est probable, mais alors il faut admettre que le clan est très ancien.

Que conclure ? Qu'en général, les indigènes pourtant choisis que nous avons interrogés sur leurs origines se soucient assez peu du passé, et qu'ils manquent totalement d'exactitude dans l'esprit. Tantolombi Kambou, probablement plus imaginaire ou plus curieux, nous fait comprendre que les clans existaient avant le passage de la Volta par les Lobi. Raisonnablement, on doit admettre qu'ils lui sont très antérieurs <sup>1</sup>.

Il reste qu'on peut tenir pour assuré que les membres du clan sont gens de même origine, ce qui permettra de saisir le bien-fondé des lois du clan, dont un *totémisme mitigé* reste le caractère essentiel.



1. Il ne paraît pas possible de déterminer l'époque, même approximative, de la naissance des clans. Tout au plus peut-on faire l'hypothèse qu'une confusion s'est produite dans l'esprit indigène, qui ignore la chronologie, entre un passage d'eau — rivière ou mer ? — particulièrement pénible et ancien, et la traversée relativement facile et récente de la Volta; et qu'ainsi c'est sans doute de l'époque réelle de l'épisode fameux que datent la majorité des légendes et des divinités de clan.

Parmi les lois des clans primitifs figurent en général deux règles importantes :

1° Interdiction de se marier dans l'intérieur du clan (endogamie);

2° Interdiction de se faire la guerre et de s'entretuer dans l'intérieur du clan, où la solidarité est de règle.

Trouve-t-on ces lois dans le clan lobi ?

Dans un ouvrage qui paraîtra prochainement<sup>1</sup>, M. Labouret pose le principe qu'il n'y a aucune règle précise au mariage chez les Lobi. Il cite des cas d'union entre parents de clan. Il montre d'autre part, par des exemples, qu'il n'y a pas toujours solidarité entre membres du même clan, auxquels il arrive fort bien de se battre et de s'entretuer.

Il nous a semblé que ces faits n'infirmassent pas *a priori* l'existence de règles qui sont simplement négligées parfois en pratique. En pays civilisé, les lois ne sont pas toujours observées; c'est pour cela qu'on a créé une justice. En ce qui concerne le mariage lobi, il semble bien que l'endogamie est réprouvée, comme contraire aux lois de clan. La divinité qui protège le clan ne peut tolérer ce qui est contraire à sa prospérité et à son extension. Aussi l'endogamie a-t-elle dû être interdite dès le début, pour rendre impossibles les mariages entre trop proches parents. C'est évidemment pour cette raison qu'a été imaginée la fiction de séparation des enfants de l'ancêtre en descendants *purs* et en descendants *de la femme captive*<sup>2</sup>. Par la suite, on a dû admettre le mariage entre descendants du même ancêtre, en raison de l'extension considérable prise par le clan. Voici, d'après certains indigènes, comment on opère pour tourner la loi de clan : « Les jeunes gens qui enfreignent la règle mécontentent beaucoup leurs familles, mais on peut s'ar-

1. *Les tribus du rameau lobi*.

2. Voir *supra* récits de Arkaté Yen, page 72, et de Diorfouté Palé, page 75.

ranger avec le dieu. On coupe en deux une chèvre vivante, ce qui a pour résultat de séparer le clan. » Il existe d'autre part un certain nombre de clans secondaires, rattachés aux quatre clans principaux, qui sont Yen, Palé, Dâ et Kambou ou Kambiré. C'est ainsi que les Bolyto sont parents des Yen ; les Yul et les Somé, parents des Palé; les Diboulona, les Momo et les Diurbiel, parents des Dâ; les Sip, les Oual et les Dankara, parents des Kambou, etc... Au dire de certains Lobi, ce fractionnement n'aurait d'autre but que de faciliter les mariages. Les clans comprenant des milliers d'individus, parfois groupés, on conçoit l'utilité de ces tolérances de fait, qui ne prouvent nullement l'inexistence de la règle de l'exogamie.

Si d'autre part il arrive à des membres du même clan de manquer à la solidarité, de se battre, voire de s'entretuer, c'est par suite d'un manquement à la règle qui est jugé très sévèrement et entraîne le courroux de la divinité protectrice du clan. En vertu de la règle de solidarité, l'oncle maternel assassiné devra être vengé par ses frères ou les fils de ses sœurs, qui portent le même nom de clan que lui, plutôt que par ses fils, qui portent le nom de clan de leur mère<sup>1</sup>; le mari outragé par un parent de clan ne peut tuer celui-ci sans encourir la vengeance du dieu; s'il passe outre, il n'aura pas à craindre les représailles des parents de l'assassiné, qui sont de son clan, et se vengeront de préférence sur la femme adultère et sa famille<sup>2</sup>; il peut arriver enfin qu'en justice un Lobi dépose véridiquement contre un parent de clan, mais le cas est rare, et l'on évite à juste raison, dans la mesure du possible, de recourir à des témoins aussi douteux.

Les manquements à la règle sont punis par le dieu du

1. Voir *infra*, page 112.

2. Voir *infra*, page 110.

clan : le coupable, objet de son courroux, ne pourra plus s'approcher de ses autels, et devra offrir un sacrifice et se purifier rituellement, pour échapper à la vengeance redoutée.

Il faut convenir que les châtiments sont insuffisants pour assurer un respect rigoureux de la règle de l'exogamie et de la solidarité dans le clan. Mais il est prouvé qu'elles existent, et nous les verrons réapparaître dans la suite de nos développements.

★★

Dans l'ouvrage qu'il achève<sup>1</sup>, M. Labouret met en relief le rôle spécial de l'allié de clan, comme médiateur et comme arbitre au partage des successions. Il a bien voulu nous faire part de l'essentiel de ses observations :

La tribu lobi comprenant quatre clans principaux, ceux-ci sont articulés deux à deux et forment ainsi deux phratries :

1<sup>re</sup> phratrie : Kambiré et Yen;

2<sup>e</sup> phratrie : Palé et Dâ.

Les clans de chaque phratrie sont alliés entre eux. Cette alliance aurait pour origine un accord entre les ancêtres des deux clans.

Deux alliés de clan ne peuvent se porter préjudice. On les voit s'injurier sans que le sang risque de couler, car il leur est interdit de se combattre. Tout litige se règle pacifiquement entre eux.

L'allié de clan, que les Lobi appellent « *moldar* », a un rôle très remarquable dans la société. Il est le médiateur dans toute négociation, le messenger de paix dans toute guerre où se trouve impliqué un membre ou une

1. *Les tribus du rameau lobi.*

partie de son clan allié. C'est ainsi que, si des Kambiré et des Palé sont en désaccord, on assistera à l'intervention pacifique d'un membre du clan Yen, allié des Kambiré, qui pourra se rencontrer avec un Dâ, allié des Palé. L'allié de clan agit spontanément. La lutte ne peut continuer après son intervention sans provoquer le courroux de la Terre; tirer sur lui serait un crime épouvantable, dont la Terre tirerait une vengeance capitale.

L'allié de clan apparaît d'autre part lors des funérailles d'un membre du clan ami, et c'est lui qui préside au partage de la succession.

L'institution prend un caractère imprécis chez les Lobi et chez les Birifor, dispersés et oublieux; aussi doit-on se féliciter que ces observations aient pu encore être faites.

★★

On a indiqué qu'il est possible de confondre le clan avec la famille patriarcale. Sans doute rencontre-t-on celle-ci au Lobi; mais elle y est dégénérée; ce n'est pas elle qu'il convient de prendre comme base à une étude des personnes.

A plus forte raison, le clan est trop vaste et son organisation est trop confuse pour que nous nous arrêtions plus longtemps à cette forme sociale dont les seuls caractères juridiques importants sont l'exogamie et la solidarité entre membres du clan.

Des circonstances morales et matérielles — individualisme des Lobi et dispersion de leurs foyers — autorisent au contraire à considérer chez eux, dès maintenant, la famille dans sa forme la plus réduite, c'est-à-dire celle qui ne comprend que le père, ses épouses, et les enfants qu'il en a eus. Ce groupe, auquel nous donnerons le nom de *famille restreinte*, vit sous un seul toit, presque indépendant de ses voisins. En dépit de sa sou-

mission, toute relative, à certaines traditions propres au clan ou à la famille patriarcale, il est bien, actuellement, la société domestique la plus intéressante.

On l'étudiera en lui-même et par rapport aux parents de clan de la mère ou du père qui peuvent exercer une influence sur sa vie juridique; et on parviendra, sans en sortir, à passer en revue les principaux et les plus intéressants des cas de droit qui peuvent se présenter relativement aux personnes.

La parenté de clan apparaît cependant à certains auteurs comme portant le maximum d'effets. MM. Moret et Davy le pensent : « La famille primitive n'est qu'une figure plus spéciale et plus hiérarchisée du clan. Cette identité se révèle dans les obligations que la coutume attache au fait d'appartenir au clan et qui ne sont autres que des obligations de parenté »<sup>1</sup>. S'il y a identité, nous retrouverons le clan en étudiant la famille. Mais quelles sont ces obligations de parenté, attachées au clan et qu'on retrouve dans la famille ? « Le devoir si important de se marier en dehors du clan (exogamie, et du point de vue de la famille proprement dite, prohibition de l'inceste), le devoir de s'abstenir de consommer l'animal servant de totem. — Ces obligations sont attachées au clan avant la famille. C'est le clan qui est vraiment la famille, c'est-à-dire cette société juridique de parents liés entre eux par la communauté de nom et de culte et par la réciprocité des droits et des devoirs. Ces droits et ces devoirs sont ceux de la parenté, mais qui ne sont pas encore attachés au petit groupe de fait que peuvent constituer le couple conjugal et les enfants »<sup>2</sup>. Ces obligations, attachées au clan en général, se retrouvent sans doute dans le clan lobi; mais l'obligation de l'exogamie est souvent tour-

1. *Des clans aux empires*, page 16.

2. *Ibidem*, page 17.

née; la parenté de clan est parfois impuissante à empêcher les luttes entre membres du même clan. En somme, nous ne voyons pas que les règles de clan soient très efficaces. D'autre part, peut-on raisonnablement considérer comme une famille, dans une étude juridique, un groupe aussi paradoxal que le clan, qui frappe d'abord par une telle dispersion, que ses membres vivent pêle-mêle avec ceux d'autres clans, en s'ignorant souvent les uns les autres ? La famille ne peut être étendue indéfiniment.

Le groupe auquel nous voulons nous attacher, la *famille restreinte*, existe d'ailleurs chez d'autres peuples primitifs que les Lobi. « Sans doute, dit Durckheim, le clan australien comprend déjà des familles plus restreintes, formées d'un homme, de la femme ou des femmes avec lesquelles il vit et de leurs enfants mineurs. Mais ce sont des groupes privés que les particuliers font et défont à leur gré, qui ne sont astreints à se conformer à aucune forme définie. La société n'intervient pas dans leur organisation »<sup>1</sup>. Il en va autrement au Lobi, où la *famille restreinte* apparaît caractérisée malgré la coexistence du clan. La société intervient dans son organisation, puisque toute la vie juridique de la famille, y compris le mariage qui en est la base, est régie par des traditions coutumières, création de la société, et entourée de formes parfaitement définies. Si la famille existe déjà en Australie, dans sa forme la plus réduite, à plus forte raison devons-nous la trouver au Lobi.

On peut donc considérer que l'existence du groupe-clan, bien que son organisation ait précédé et dominé celle de la famille, n'empêche pas d'observer juridiquement le groupe-*famille restreinte*. En étudiant celui-ci, nous ne perdrons pas de vue le clan, et verrons apparaître

1. *Mémoire sur la prohibition de l'inceste*, page 10.

tre maintes règles de détail fixées par la coutume, qui autrement auraient pu nous échapper. Nous étudierons le clan à travers la famille, et non la famille à travers le clan.

★★

Il reste à montrer pourquoi nous n'envisagerons pas la famille patriarcale qui, d'après Delafosse, existe partout en Afrique occidentale et est la seule qu'il convienne de considérer.

Tout ce qu'on sait sur la préhistoire et sur les origines de notre civilisation tend, en effet, à faire admettre que la famille patriarcale, celle d'Abraham, celle de Priam, a certainement précédé notre famille, la cellule sociale européenne, que certains prétendent en voie de se désagréger au profit de l'individu.

Les Lobi n'en sont-ils pas au stade de la famille patriarcale ? Le rôle si important que joue l'oncle maternel dans leur famille à parenté utérine, réduisant l'importance de celui du père, pourrait le faire croire. « Chez les Noirs de l'Afrique, le groupe auquel nous donnons le nom de famille, c'est-à-dire le groupe formé par le père, la mère et les enfants, n'a qu'une importance secondaire. Souvent même il n'existe pas, en ce sens que le mari d'une femme, chez beaucoup de peuples noirs, n'est qu'époux et n'est pas père, attendu qu'il n'a aucun droit sur les enfants nés de ses œuvres : ces derniers, dans ce cas, appartiennent uniquement à la famille de leur mère et c'est l'aîné des frères de celle-ci qui exerce sur eux des droits paternels »<sup>1</sup>.

Comment ne pas se ranger à l'opinion du célèbre ethnographe, et ne pas conclure que la *famille restreinte* n'a pas d'importance au Lobi ? C'est que les situations

1. *Les Noirs de l'Afrique*, page 139.

respectives du père et de l'oncle sont loin d'y être aussi nettement tranchées. Comme toute institution sociale, le matriarcat lobi est en voie d'évolution. Le passage au patriarcat se prépare dès à présent. Le rôle de l'oncle maternel est loin de réduire à néant celui du père.

En tant qu'époux, celui-ci n'est évidemment pas le propriétaire de sa femme, puisque la dot qu'il a versée en l'épousant a le caractère d'une compensation pour la perte d'une travailleuse faite par la famille de la femme; il a pourtant droit à son respect, à sa fidélité, à son obéissance. N'est-ce pas une situation juridique ? En tant que père, si ses biens sont dévolus en ligne utérine à ses frères ou à ses neveux, n'a-t-il pas le droit d'élever ses enfants comme il l'entend, malgré les avis sur leur éducation, rares en fait, que l'oncle maternel est fondé à donner ? Nous considérons et montrerons que la puissance paternelle existe au Lobi, en dehors des droits de l'oncle.

De son côté, l'oncle maternel paraît bien déchu de son importance première. S'il a en principe le droit de donner des avis, il en use peu. C'est surtout en matière de biens, et particulièrement de successions, que son rôle apparaît. Il n'a ni l'autorité, ni l'envergure d'un patriarche. Le groupe patriarcal — ou plutôt matriarcal — si l'on peut encore le dégager facilement, est désagrégé, décentralisé : certains de ses membres échappent au contrôle de l'oncle, qui ne peut exercer une autorité effective.

Bref, le matriarcat lobi évolue. On peut avancer qu'il aura disparu en cent ou deux cents ans; les contacts de plus en plus fréquents avec les Européens et des peuples voisins ayant adopté le patriarcat hâteront la transformation. Une étude juridique de la *famille restreinte* peut donc, à notre point de vue, se justifier déjà. Nous nous bornerons à y appeler : *père*, celui qui est père au point de vue européen, et non l'oncle maternel. Il suffit de retenir que ce dernier personnage joue

dans la société lobi un rôle fort important — car il découle de la conception même de la parenté — mais non prépondérant. Nous y reviendrons, d'ailleurs, de façon détaillée.

\*\*\*

## CHAPITRE II

### Formation de la famille

---

*Bases de la famille. — Première union : ses caractères. Choix de la femme. Obligations des mariés : leur sanction. Divorce; ses conséquences. — Polygamie. Nouveaux mariages de l'homme; remariages de la femme. Formalités. — Caractère et composition de la dot compensatrice. Difficultés possibles. — Dissolution du mariage.*

Delafosse a écrit que « la famille est basée, non sur le mariage, mais sur la descendance »<sup>1</sup>.

Cette formule n'est exacte que chez les peuples où le matriarcat ou le patriarcat se présentent dans leur pureté; où, suivant le cas, le père ou la mère sont des étrangers, que la famille, afin de s'accroître en force et en nombre, s'attache sans les absorber. Elle ne saurait caractériser la famille lobi, dans laquelle la ligne paternelle accroit progressivement son influence déjà prédominante, à la faveur de la décadence du matriarcat.

Pour l'indigène, la famille est basée sur l'union d'un homme avec une ou plusieurs femmes. On donne invariablement le nom de mariage à cette union, même si elle a tous les caractères de ce que nous appelons l'union libre.

1. *Les Nègres*, page 36.

L'autorité européenne est encline à faire une différence entre le mariage et l'union libre. C'est qu'il y a entre ces deux situations des différences que les indigènes eux-mêmes ne méconnaissent pas.

Il y a mariage, pensons-nous, lorsque la famille de la jeune fille est consentante, et a accepté du prétendant les cadeaux et prestations d'usage, ou lorsque le premier mari d'une femme, consacrant ainsi le divorce, a accepté de celui qui aspire à le remplacer la dot compensatrice.

Il y a union libre, dirait un juriste s'il en était en pays lobi, lorsque le couple qui s'unit pour la première fois s'est mis à vivre en commun contre l'avis de la famille, qui a marqué son mécontentement en refusant les présents usuels; ou lorsque la femme mariée, qui s'est enfuie avec un amant, voit son premier mari refuser la dot compensatrice que lui doit le ravisseur. Jusqu'à cet accord, il y a adultère, même au point de vue indigène. C'est donc que le premier mariage a gardé toute sa valeur.

En pratique, c'est-à-dire aux yeux des Lobi, il n'y a que bien peu de différence entre la situation de mariage et celle d'union libre, puisque ces deux situations sont désignées par le même terme. L'épouse qui vit adultère sous le toit d'un autre que son époux se trouve ainsi pourvue momentanément de deux maris : le premier mari, personnage fastidieux, qui ne veut pas accepter la compensation; et le second mari, qui l'offre avec persistance, même s'il n'est pas en mesure de la donner, à seule fin de montrer la pureté de ses intentions. Comme, d'autre part, il n'est pas d'enfants naturels, tous étant sur le même pied, il paraît inutile de traiter spécialement la question de l'union libre, qui n'existerait qu'en raison de vices de forme auxquels on attache peu d'attention.

On étudiera donc :

1° Le premier mariage, dont les formes sont particulières;

2° La polygamie, et en même temps les formes des nouvelles unions contractées par l'homme ou par la femme.

Ensuite, ayant passé en revue les différents aspects du mariage, on tentera de déterminer quelles sont, d'une façon générale, les conditions nécessaires à sa validité, et les cas de nullité possibles.

On traitera, enfin, de l'importante question de la *dot compensatrice*.

★★

Le terme : fiançailles, au sens étymologique, implique foi réciproque; il conviendrait, au Lobi comme en Europe, pour définir la situation d'adolescents engagés l'un à l'autre, si le mot existait en langue lobi; ce qui n'est pas. L'Européen et ses interprètes, trompés par des analogies extérieures, l'emploient constamment et sont tentés de croire qu'il correspond à une véritable situation juridique.

Il n'en est rien. C'est abusivement qu'on applique la dénomination de « fiancés » à des enfants ou à des jeunes gens que la coutume considère comme effectivement mariés, même s'il ne peut y avoir consommation du mariage, même s'il n'y a pas de cohabitation, même si le jeune homme n'a pas rempli ses obligations coutumières envers la famille de celle qui est réputée son épouse.

Si l'on s'obstine à voir dans leur situation celle de deux fiancés, on lui trouve immédiatement deux particularités étranges et presque paradoxales :

1° Sa durée excessive;

2° La liberté dont jouissent les intéressés, liberté telle, qu'ils glisseront à l'état d'époux effectifs sans transition sensible.

Ces particularités frapperont beaucoup moins, si l'on veut se souvenir que ces soi-disant fiancés sont des époux, et l'ont toujours été aux yeux de la coutume. Leur union présente toutefois des caractères spéciaux, tels qu'il convient de les distinguer nettement de ceux des mariages subséquents de l'homme ou des remariages de la femme veuve ou divorcée <sup>1</sup> :

1° C'est le seul pour la conclusion duquel les familles des intéressés ont le pouvoir d'intervenir;

2° C'est le seul qui entraîne coutumièrement des prestations de la part du jeune homme qui, libre de son temps et encore sans fortune, fournira du travail — et non pas seulement des dons en nature — à sa belle-famille, en compensation de l'unité qu'il lui enlève par le mariage.

Le jeune garçon a huit ans environ, lorsque son père songe à lui donner une femme. Il la choisit d'ordinaire parmi les filles de ses sœurs, qui sont traditionnellement réservées aux fils de l'oncle maternel. Ce privilège de l'oncle est probablement un vestige de l'autorité qu'il devait exercer entière sur la famille, au temps où le matriarcat régnait dans sa pureté. On peut supposer encore — mais l'hypothèse est osée et nous n'avons pu la vérifier — que le père marie ses fils à ses nièces parce que ces jeunes gens, du temps où la règle de l'exogamie était rigoureusement observée, se trouvaient appartenir à des clans ou même à des phratries différentes<sup>2</sup>, et qu'ainsi la règle était automatiquement respectée par leur union. Quoi qu'il en soit, l'oncle ne peut réserver à ses fils que les filles de ses sœurs, qui portent le même nom que lui, et non celles de ses frères. Et il n'a pas

1. L'homme peut être polygame, alors que la polyandrie n'est pas admise.

2. Nous avons vu à propos de l'allié de clan que M. Labouret classe les quatre principaux clans lobi en deux phratries de deux clans chacune (*supra*, page 80).

la disposition de ses propres filles qui sont réservées aux fils du frère aîné de leur mère.

Le second des oncles en ligne utérine ne pourra évidemment marier ses fils avec les filles de ses sœurs qu'autant que les fils de son frère aîné auront déjà été pourvus.

Si les fils à marier sont plus nombreux que les filles que leur réserve la coutume, il y aura lieu de leur rechercher des femmes ailleurs que dans la famille. Le père, le plus souvent, ne prend aucune décision; arrivé à l'âge d'homme, son fils trouvera femme de son choix; de leur côté, les filles non pourvues dès l'enfance trouveront époux plus tard.

Mais supposons que le père ait trouvé fillette disponible. Pour marquer ses intentions, il commencera par envoyer cent cauris (0 fr. 50) au père de la jeune personne<sup>1</sup>. Ce don d'une valeur insignifiante symbolisera, s'il est accepté, l'accord intervenu. Il est une sorte de gage que le père du garçon donne de sa parole; il constitue les prémices des cadeaux et des prestations que le jeune homme fournira plus tard à la famille de la fillette.

Les enfants qu'on a ainsi engagés l'un à l'autre sont avertis de leur situation réciproque. On nous a prétendu qu'on tenait compte des goûts du jeune garçon. Il semble simplement qu'on l'informe, et non qu'on le consulte. Adulte, il sera capable d'apprécier le sort qui lui est fait et, le cas échéant, de rompre en connaissance de cause. Quant à la fillette, on ne se soucie absolument pas de ses inclinations. Jeune fille, elle pourra éviter le mariage projeté, soit en s'efforçant de déplaire à son mari, soit en employant les grands moyens, c'est-à-dire en se faisant enlever par quelqu'autre amateur. Dans ce dernier cas, son mari peut encore la garder, et se contenter

1. D'après certains informateurs, le don pourrait être plus faible encore, et se réduire à 20 cauris (0 fr. 10).

d'exiger du ravisseur une compensation dont la coutume fixe la composition.

Pendant l'enfance des époux, l'engagement pris par leurs pères n'a d'autre conséquence pratique que de les réserver l'un à l'autre. Ils se voient ou ne se voient pas, jouent ensemble à l'occasion, s'appelant très sérieusement « mon mari » et « ma femme ».

Les obligations commencent pour l'adolescent. Elles consistent en prestations, fournies à la famille de la fille. Il est convoqué pour les travaux agricoles, auxquels il participe avec son beau-père et ses beaux-frères. Il doit, s'il est indisponible, se faire remplacer ou envoyer une houe. Il coupe du bois à l'intention de sa belle-mère, mais son devoir le plus important consiste à travailler aux champs. Ce n'est qu'après plusieurs années de concours actif que le jeune homme pourra s'en dispenser; en ce cas, il offrira une compensation en nature qui peut être, par exemple, d'un mouton ou d'un grand panier de mil par saison de culture.

La situation d'époux n'empêche pas le jeune homme d'avoir des maîtresses. Quant à la jeune fille, bien qu'elle ne réside pas avec son jeune époux, elle ne restera pas longtemps vierge; le plus souvent, elle aura été déflorée par son mari, qui selon la coutume passe la nuit chez son beau-père lorsqu'il a travaillé pour lui dans la journée. S'il la trouve vierge, il lui marque sa satisfaction en lui offrant quelques pintades. Mais, d'une façon générale, on est loin d'attacher à la pureté des filles le même prix que les peuples de race blanche. La jeune fille ne doit naturellement pas se donner à d'autres qu'à son mari. S'il arrive qu'elle l'ait fait, les conséquences diffèrent selon que son mari tient, ou non, à elle. Dans le premier cas, il exige de l'amant une compensation de un mouton, une chèvre, un coq et 700 cauris (3 fr. 50). Les animaux sont sacrifiés au génie familial compétent; le mari n'en consomme pas la chair, mais la partage entre ses parents, ainsi que les cauris. Puis il place ses frères,

armés de verges épineuses, aux différentes portes de la maison. La fille est convoquée, et doit passer quatre<sup>1</sup> fois par toutes les pièces, en subissant les verges. Alors la faute est effacée, et le mari peut pardonner sans s'attirer de déshonneur. Mais s'il ne tient pas à sa femme, il y aura divorce.

Le divorce entraîne, en principe, remboursement des cadeaux et des prestations qui, nous l'avons dit, ont le caractère d'un dédommagement fourni par le jeune homme au groupe de la fille, auquel il ôte une travailleuse. S'il y a restitution de la travailleuse, la compensation n'a plus de raison d'être; on doit donc en faire retour. Si la rupture intervient pendant l'enfance des époux, par suite d'un désaccord entre les familles ou du décès de l'un des jeunes conjoints, il y aura simplement lieu à restitution des cauris.

En pratique, le remboursement dû au mari, en cas de divorce, n'est pas opéré sur le champ. Ce que la famille de la fille a reçu lui reste acquis, probablement parce qu'il serait injuste que le jeune homme ait pu jouir un certain temps de la situation de mari sans qu'il lui en coûte rien. Aussi ne pourra-t-il rien réclamer, tant que son ex-femme ne se sera pas remariée avec un autre homme, à qui il appartiendra alors de le désintéresser. La compensation est calculée sur la base ordinaire d'un mouton ou d'un grand panier de mil par saison de travail effectuée. Elle a donc presque toujours lieu en nature.

Lorsqu'il y a simple remboursement des cauris, il peut arriver que la belle-mère, désobligée du peu de cas que l'on fait de sa fille, renvoie celle-ci demander des explications, la somme en main. D'une façon générale, il est

1. Dans les cérémonies de purification, le nombre quatre est fatidique pour les femelles (d'humains ou d'animaux), alors que le nombre trois est usité pour les mâles (voir H. Labouret : *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses...*).

rare que la retraite du jeune homme occasionne des incidents. Celle de la jeune fille est insultante, et pouvait avant notre domination causer des disputes sanglantes.

Le jeune homme peut choisir lui-même sa première femme, mais en pratique il faut qu'il ait rompu avec celle que lui avait choisie son père, ou que celui-ci ne lui en ait pas trouvé. En ce cas, le nouvel accord se réalisera de la façon ordinaire : cent (ou vingt) cauris seront versés, et le jeune homme travaillera pour la famille de sa nouvelle femme, ou désintéressera son premier mari, s'il s'en trouve un pour avoir déjà satisfait aux obligations d'usage <sup>1</sup>.

Si la fille meurt, les cauris seront remboursés. On ne peut exiger qu'une de ses sœurs soit accordée à sa place, cette sœur pouvant déjà être engagée.

Si le mari disparaissait, il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que son frère le remplace, puisque la polygamie est admise. En réalité, il ne s'agit pas de remplacement, mais de succession. Le premier des frères du défunt hérite de ses biens, et en même temps, mais à un autre titre, du droit que son frère a acquis sur la jeune fille qu'il pourra, soit épouser, soit marier contre compensation à quelqu'autre homme. Pratiquement, la veuve n'est jamais épousée contre son gré. Quand le défunt n'a pas de frère, son héritier est son plus proche parent mâle en ligne utérine, c'est-à-dire l'aîné de ses neveux, qui sera qualifié pour épouser ou donner en mariage la veuve du *de cuius*. Ces questions sont d'ailleurs traitées en détail au chapitre des successions <sup>2</sup>.

1. Comme la polygamie est admise, rien ne s'oppose en principe à ce que le jeune homme qui a déjà une première femme en demande une seconde en mariage; mais on conçoit qu'il lui serait difficile de travailler pour deux belles-familles à la fois. C'est pour cette raison pratique que les jeunes gens laissent presque toujours s'écouler un espace de temps assez long entre leur première et leur deuxième union.

2. Voir *infra*, page 175.

La polygamie est de pratique courante.

Le nombre des femmes que peut prendre un homme est illimité en principe. Il ne dépend, en pratique, que de la richesse de l'intéressé. Ce dernier, par du travail, a pu s'acquitter de ses obligations envers la famille de sa première femme. Il ne pourra pas abandonner ses cultures, sa maison, le soin de sa famille, pour aller travailler dans les champs d'un second ou d'un troisième beau-père. La compensation sera alors représentée par un versement qui a presque toujours lieu en nature.

On a dit que la première union d'un jeune homme peut être l'œuvre de son père, qui remplit ainsi le dernier en date de ses devoirs envers son fils. Désormais, l'homme est émancipé, et contractera librement ses nouveaux mariages, en fournissant de ses deniers, le cas échéant, les cauris qui symbolisent l'accord.

Comme la polyandrie est prohibée, il résulte que la femme doit être libre de tout lien conjugal pour pouvoir contracter une nouvelle union. On verra qu'en pratique il n'en est pas toujours ainsi.

Pour l'homme et la femme, quelles sont les formalités qui accompagnent le second mariage et les suivants? Divers cas peuvent se présenter, tous caractérisés par le versement d'une compensation en échange de la femme, et variant entre eux par les changements de personnalité de la partie qui reçoit la dot.

a) Un homme déjà marié, désireux de contracter une nouvelle union, sera toujours la partie versante de la compensation. Son premier mariage l'a émancipé. D'autre part, sa famille a accompli ses devoirs en l'établissant une première fois; elle n'est pas tenue de lui procurer plus d'une épouse.

b) La partie qui est appelée à bénéficier de la compensation, sera :

le père, si l'on épouse une fille non émancipée ;  
l'héritier du père, si le père est mort ;  
le mari, si l'on a enlevé une femme mariée ;  
l'ex-mari, si l'on épouse une divorcée ;  
l'héritier du mari, si l'on épouse une veuve.

Il résulte de cet énoncé que la partie qui est appelée à recevoir la dot est :

soit celle qui a naturellement un droit sur la femme (le père) ;

soit celle qui a acquis un droit sur la femme (le mari) ;

soit celle qui a hérité d'un droit sur la femme (l'héritier du père ou du mari).

Ces divers cas ne se présentent pas toujours aussi nettement en pratique. Pour nous en faire une idée, suivons dans ses nouvelles unions un homme déjà marié, que nous appellerons : Sansan, pour la commodité de la démonstration.

Sansan, non content d'avoir déjà femme au logis, a jeté son dévolu sur une jeune fille non émancipée dont il voudrait faire sa seconde épouse. Il s'engage avec le père de celle-ci moyennant cent cauris. Comme il est trop occupé pour fournir des prestations, il apportera une compensation en espèces ou en nature.

Sansan, déjà nanti de deux femmes, est assez persuasif pour se faire agréer par une jeune fille en pouvoir de mari, dont il va faire sa troisième épouse : il dédommage son jeune époux, par une compensation en espèces ou en nature, des prestations et des cadeaux que celui-ci a fournis. Si les prestations n'ont pas été accomplies en totalité, Sansan en représente l'excédent par une compensation remise au père de la fille.

Si Sansan, maître de trois femmes, a la perfidie de détourner de ses devoirs une femme déjà mariée deux fois, un débat s'engage entre lui et le mari, relativement au montant du dédommagement qu'il lui doit. Le délaissé, qui est second mari en date, recevra de Sansan, troisième mari, une compensation égale en

principe à ce que lui-même avait dû verser au premier mari.

Si Sansan recherche une femme divorcée, c'est dans sa famille, où elle s'est retirée, qu'il la trouvera. Mais c'est à son ex-mari qu'il devra la dot compensatrice.

S'il s'agit d'une veuve, Sansan aura à s'entendre avec l'héritier du mari. Celui-ci encaissera la dot.

Si enfin Sansan se trouvait veuf ou divorcé, libre de toute union, la situation ne changerait guère. Tout au plus pourrait-il fournir des prestations s'il avait une jeune fille en vue; mais il préférera donner une compensation, car les prestations sont l'affaire des jeunes gens, qui ont le temps d'attendre.

Si maintenant, abandonnant Sansan à ses épouses, on envisage le cas d'une femme divorcée ou veuve que recherche un jeune homme libre de tout lien conjugal, on voit que ce jeune homme, n'ayant pas à s'adresser au père de la femme, qui est émancipée, mais à son ex-mari ou aux héritiers de ce dernier, devra fournir une compensation, et non du travail. Comme un jeune homme ne possède rien de valeur, il demandera les animaux ou les sommes nécessaires à son oncle maternel, qui ne peut les lui refuser.

★★

Il est difficile de parler de conditions de validité du mariage. Ce terme trop juridique ne peut guère être employé à propos d'une union aussi peu caractérisée que le mariage lobi.

On constate d'abord qu'en l'absence d'état civil, le mariage est une simple convention orale dont on ignore la date exacte. Son point de départ est l'accord intervenu, suivant le cas, entre les pères ou entre les époux. La cohabitation ne peut être considérée comme une condition nécessaire à la validité du mariage, puisque des jeunes gens mariés aux yeux de la coutume peuvent fort

bien résider séparément, le jeune homme chez ses parents, la jeune fille chez les siens. Il ne convient pas non plus d'envisager la date de consommation du mariage, que les tiers n'ont pas à connaître. Nous avons vu, d'autre part, que le consentement des parents n'est pas du tout nécessaire.

Mais il est des conditions d'existence du mariage, simples et nettes. Et il est heureux qu'il en soit ainsi, en un pays où il n'y a jamais de preuve écrite.

1° Pour les époux, la seule condition d'existence du mariage est la persistance de l'accord entre eux;

2° Pour les tiers, le mariage existe lorsqu'un couple vit maritalement;

3° Pour les familles des époux, le versement de cauris qui a consacré leur accord est la seule condition indispensable pour que le mariage existe entre jeunes gens non mariés précédemment. Les prestations dues par le jeune homme n'ont pas la même importance, en ce sens que les jeunes gens peuvent se trouver époux de fait sans que ces prestations aient été terminées. Leur non-achèvement peut sans doute devenir une cause de cessation de l'accord entre les familles, mais le mariage n'en continuera pas moins à exister au regard de tous, à moins que la fille, en demandant le divorce, ne se solidarise avec ses parents contre son mari.

Les empêchements au mariage ne peuvent se trouver basés que sur la parenté, de clan ou de famille :

1° On ne peut, sans sacrifice spécial, se marier dans l'intérieur du clan<sup>1</sup>;

2° On ne peut se marier entre ascendants et descendants, et entre frères et sœurs.

Nous n'avons pas remarqué que le mariage fût interdit entre alliés.

Il n'y a pas, à notre connaissance, de cas de nullité

1. Voir *supra*, page 78.

du mariage. On ne trouve rien dans les coutumes indigènes qui ressemble au droit européen, où les cas de nullité sont presque tous basés sur l'absence de certaines conditions de forme dont les Noirs se soucient peu. Une comparaison ne serait pas possible.

Le mariage lobi n'est qu'une convention orale. L'engagement pris par les parents a le caractère d'une simple promesse, d'une option, pourrait-on presque dire. Seul, l'accord des époux est une condition indispensable à son existence. Si les deux conjoints, adolescents, ne veulent pas maintenir le mariage conclu par leurs parents pendant leur enfance, il n'y a pas nullité, mais résiliation à l'amiable.

Le cas de l'erreur sur la personne ne peut guère se présenter. Du moins nous ne l'avons pas rencontré, et nous ne pensons pas qu'il puisse se produire, car on ne se marie pas sans se connaître. En admettant qu'il ait lieu, on peut supposer qu'il y aurait résiliation de l'accord, avec remboursement des cadeaux et du travail éventuellement fourni par le jeune homme.

Il n'y a pas de cas de nullité pour âge insuffisant, puisque la consommation du mariage n'en est pas une condition d'existence.

L'absence de consentement des parents n'est pas une cause de nullité. Il n'est pas indispensable, même en première union.

On ne conçoit pas non plus qu'il puisse y avoir bigamie de la part de la femme. Lorsqu'une femme mariée a abandonné son époux pour suivre un autre homme, deux cas peuvent se présenter : adultère, si le premier mariage est destiné à durer; divorce, si la seconde union doit demeurer. La bigamie, en Europe, est basée sur le fait que l'inscription du premier mariage subsiste sur les registres de l'Etat civil, alors qu'un second mariage y a été enregistré, mais il est exceptionnel que le bigame cohabite avec ses deux femmes; la bigamie est donc presque toujours un délit contre les formes, qui ne peut guère

se produire dans un pays sans état civil. Si, néanmoins, le cas se trouvait porté devant la justice indigène, on peut présumer qu'il serait qualifié d'adultère.

Ainsi il apparaît qu'il n'y a ni formes indispensables à la validité du mariage, ni cas de nullité, et que sa seule condition d'existence est la persistance de l'accord entre époux.

★★

Ce que les Européens ont accoutumé d'appeler dot est ainsi très improprement nommé. Il pourra nous arriver d'employer ce terme, consacré par l'usage, mais non sans avoir indiqué en quoi cette dot consiste réellement. Voici la définition qu'en a donnée Delafosse : « il n'y a pas, comme on l'a prétendu, achat de la femme par le mari, puisque l'épouse ne cesse pas d'appartenir légalement à sa propre famille et ne devient nullement la chose de l'homme qu'elle a épousé; il y a seulement versement d'une indemnité ou plus exactement d'une caution, laquelle varie énormément selon les pays et selon la condition des futurs époux, pouvant aller de plusieurs milliers de francs à un objet qui ne vaut que quelques centimes; dans ce dernier cas, il n'y a plus que l'accomplissement d'une simple formalité, exigée par le respect des traditions coutumières »<sup>1</sup>.

Il nous semble qu'on ne peut reprocher à cette définition, exacte dans son esprit, que l'emploi du terme : caution, qui en droit français désigne une personne, et non une valeur. On ne peut lui substituer le terme : gage; on sait, en effet, que le créancier ne peut réaliser le gage sans décision de justice alors que la famille qui a cédé ses droits sur une femme jouit en pleine propriété de la dot qui lui a été versée : elle peut la vendre ou la donner de son seul gré, sans avoir à aviser la partie versante,

1. *Les Noirs de l'Afrique*, page 141.

qui de son côté a rompu tous rapports avec elle. Il n'y a entre celui qui cède une femme et celui qui l'épouse aucune situation comparable à celle qui existe entre un créancier et son débiteur.

Il semble que le terme : dédommagement, conviendrait mieux. Une travailleuse quitte les siens pour se marier : dédommagement à la famille. Elle quitte son mari pour un autre : dédommagement à l'époux abandonné. Qui a reçu une fois le dédommagement n'a pas à le rendre — ce qui n'est le cas ni du cautionnement, ni du gage — et en use comme il l'entend. Mais dédommagement implique dommage causé, et l'on ne peut guère considérer qu'épouser une fille constitue réellement un dommage pour les siens. C'est pourquoi nous préférons le terme : compensation, malgré son sens très particulier en droit. Pour éviter toute confusion, nous dirons : *dot compensatrice*, ces deux mots dans ce sens étant connus de tous ceux qui vivent au contact des nègres, et caractérisant parfaitement le versement, en espèces ou en nature, qui a pour effet d'équilibrer les situations de celui qui cède et de celui qui acquiert le travail que la femme est capable de fournir.

Il est curieux de constater qu'on s'est maintes fois mépris sur la signification réelle de la dot, qui a le caractère d'une compensation chez tous les Noirs de l'Afrique occidentale. Ainsi M. G. Chéron : « Qu'est-ce que le mariage ? Tout simplement le contrat synallagmatique de la vente » <sup>1</sup>. M. Solus, d'autre part, trouve dans la jurisprudence de la Chambre d'homologation de Dakar, que « la population qui ne se réclame pas de l'Islam.... suit des coutumes qu'il est assez malaisé de caractériser... : polygamie, achat de la femme, divorce et répudiation en sont les traits communs » <sup>2</sup>. Il n'y a ni achat ni vente,

1. *La société noire de l'Afrique*, page 62.

2. *Traité de la condition juridique des indigènes en droit privé*, page 251.

puisque le mari n'acquiert pas la propriété de sa femme, mais simple compensation. L'idée indigène est toujours de maintenir rigoureusement l'équilibre entre les groupes familiaux qui s'allient. Tout au plus peut-on dire que le mari paie à sa belle-famille, en une fois, le travail de la femme qu'il lui enlève; mais il ne paie certainement pas l'agrément d'avoir une femme : on ne peut dire en effet qu'il prive sa belle-famille de cet agrément-là.

La dot compensatrice peut être représentée par un travail ou une valeur; celle-ci peut être versée en espèces ou en nature.

Le travail est fourni par les jeunes gens.

Les espèces, qu'on voit rarement constituer la totalité d'une dot, sont versées par les gens auxquels leur situation ne permet pas de disposer d'animaux : tels sont les fonctionnaires et les militaires de race lobi.

La dot en nature, comprenant des animaux, auxquels on ajoute parfois quelques milliers de cauris, est de beaucoup la plus courante. Les animaux sont la forme la plus estimée de la richesse; les cauris ne figurent guère qu'à titre d'appoint. On apprécie peu les monnaies européennes.

La valeur moyenne d'une dot compensatrice peut être évaluée à trois ou quatre cents francs. Elle comporte le plus souvent deux bovidés, valant de 150 à 175 francs par tête, plus quelques moutons si la femme est particulièrement désirable. Pour une femme âgée ou malade, la dot est beaucoup moindre : celui auquel on l'enlève ne perd en effet qu'une médiocre travailleuse.

La composition de la dot est généralement arrêtée à l'amiable. Il arrive que les parties ne s'entendent point; les anciens sont alors consultés. Si le débat subsiste, il est porté devant le chef de canton; si l'accord ne se fait pas, l'affaire arrive devant l'administrateur européen de la région. Le débat ne manque pas de pittoresque; le mari délaissé expose âprement ses doléances, et finit, après avoir réclamé sa femme, par exiger une compen-

sation d'une demi-douzaine de bœufs. La femme, qui s'est dissimulée jusque là derrière son amant, proteste d'une voix ferme, souvent douce, et assure que son mari n'est pas fondé à réclamer une telle compensation, n'ayant pas fourni pour sa part un travail ou une dot équivalente. Le ravisseur offre un bœuf. Le mari refuse, et déclare qu'en ces conditions il gardera sa femme. On consulte celle-ci, qui avoue préférer son amant. Après marchandage, la dot est fixée par exemple à deux bœufs, dont le mari dit qu'il se contentera. L'amant annonce alors qu'il n'a pas de bœufs, mais qu'il va aller en demander à son oncle maternel.

L'affaire, souvent, n'est pas terminée pour cela. L'oncle maternel n'avait pas de bœufs, ou n'a pas voulu en donner. Le mari reparait, réclamant ses bœufs. L'amant est convoqué à nouveau, emprunte et finit par payer, au moins en partie.

Le règlement des litiges de ce genre est une tâche quotidienne pour l'autorité. Et leur nombre ne saurait diminuer sans une transformation des mœurs matrimoniales dont on n'entrevoit pas actuellement la possibilité.

★ ★

Le mariage se dissout :

1° Par la mort de l'un des époux;

2° Par le divorce.

Nous avons déjà dit quelles sont les conséquences de cette dissolution, relativement à la dot compensatrice.

On verra, dans les chapitres suivants, ce que peuvent être les causes du divorce <sup>1</sup>, et quel est alors le sort réservé aux enfants <sup>2</sup>.

★ ★

1. Voir *infra*, *Condition de la femme*, page 104.

2. Voir *infra*, *Condition de l'enfant*, page 126.

## CHAPITRE III

### Condition de la femme

---

*Situation privilégiée de la femme lobi. — Ses devoirs et ses droits. — L'adultère : adultère vulgaire; adultère par enlèvement. Leurs conséquences : compensation, sacrifice expiatoire, vengeance. — Situation de la femme veuve.*

Chez les peuples primitifs et en particulier chez les Noirs, la femme est réputée une véritable esclave, presque une bête de somme, victime de sa famille puis du mari qu'on lui impose. Il n'en est pas ainsi au Lobi : si la femme continue à y assumer les travaux les plus pénibles, elle est maîtresse de sa vie sentimentale et parvient presque toujours à suivre l'homme de son choix, après avoir joui d'une grande liberté comme jeune fille. Épouse, elle sera rarement maltraitée; elle aura droit à des égards auxquels sa qualité de gardienne du nom et du sang de la race n'est sans doute pas étrangère. Malheureuse en ménage, elle aura la possibilité d'échapper au joug de son mari.

C'est sans la consulter qu'on l'a mariée, alors qu'elle n'était qu'une fillette. En fait, elle se soumet à la décision prise par sa famille jusqu'au moment où la puberté la transforme moralement et physiquement, la tire de son indifférence, et lui permet de sentir si son mari lui convient. Dans le cas contraire, nul ne pourra l'empêcher d'épouser l'homme de son choix. Il y aura simplement lieu, comme il a été expliqué au chapitre de la formation

de la famille, à remboursement des cadeaux et des prestations fournies par le premier mari. Si même, après plusieurs années d'union, la femme trouve avoir à se plaindre de son partenaire, soit qu'il subvienne mal à son entretien, soit qu'il la maltraite ou la néglige, soit simplement qu'il ait cessé de lui plaire, elle le quitte sans cérémonie, presque toujours pour suivre un autre homme, sans que l'époux ait le pouvoir de la retenir, et puisse réclamer autre chose que la dot compensatrice. Il est autrement aisé pour une femme de se débarrasser de son mari, que pour un mari de congédier sa femme.

La femme enfin, comme on le verra à l'étude des biens, n'est pas sans posséder personnellement, ce qui lui assure quelque indépendance matérielle. Le fait nous a particulièrement frappé en l'occasion suivante : un chef de famille auquel on demandait pourquoi il n'apportait pas à la caisse publique la totalité des contributions dont son foyer était frappé, répondit qu'une de ses femmes n'avait pas encore payé sa part d'impôt.

Donc, matériellement et surtout moralement, la femme lobi jouit d'une certaine indépendance.

★★

Il nous a semblé plus intéressant d'étudier les droits et les devoirs des époux en nous plaçant au point de vue de la femme. Dans la société à matriarcat du Lobi, la femme est en effet le point de repère, l'unité sociale qui importe le plus. De la situation de la femme découlera celle du mari.

Il convient d'abord de rappeler que le mariage émancipe l'homme et la femme. L'un et l'autre ont dû subir ou refuser l'époux ou l'épouse que leur famille avait eu le droit de choisir pour eux alors que leur célibat les assimilait à des mineurs. Mais l'homme choisira lui-

même ses autres femmes; et la femme, veuve, divorcée ou adultère, courra à sa guise vers de nouvelles unions. La famille a fait le premier choix, a bénéficié de la première compensation, mais son rôle prend fin avec le premier mariage.

La femme doit obéissance et fidélité à son mari. Elle est chargée de travaux divers qui sont exclusivement du ressort des femmes, tels que la préparation des aliments, l'approvisionnement en eau et en bois, les semailles, la récolte des produits des champs ou de cueillette, la fabrication de la bière de mil et du beurre de karité, le crépissage des murs, le damage des terrasses des maisons, etc.

En temps ordinaire, la femme n'est pas fondée à refuser d'accomplir le devoir conjugal. Elle doit par contre le refuser formellement, lorsqu'elle est indisposée, enceinte de plus de cinq mois (environ), ou quand elle nourrit. Mensuellement, la femme souffrante a droit au repos complet; on ne peut lui imposer aucun travail. On n'y songerait d'ailleurs pas, car elle est alors considérée comme frappée d'interdit : « L'épouse qui subit le flux menstruel ne peut avoir de rapports sexuels ni faire la cuisine pour son mari, ni puiser l'eau qu'il boit; c'est la co-épouse qui se charge de ces soins pendant le temps nécessaire. Le monogame est obligé de demander sa nourriture à une personne de sa famille, et s'il habite une maison isolée, fait griller lui-même des épis de maïs, mange des fruits, et se soutient comme il peut »<sup>1</sup>. La femme enceinte cesse tous rapports sexuels quelques mois avant l'époque présumée de l'accouchement. Nourrice, elle est tenue d'observer la chasteté, sous peine, dit-on, de donner la diarrhée à son enfant qui, en principe,

1. H. Labouret. *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses parmi les populations du Lobi*, page 263.

ne doit être sevré que lorsqu'il sait marcher. D'une façon générale, d'ailleurs, les questions d'alcôve doivent rester entre époux. Les tiers sont tenus à une très grande discrétion. Si même il arrive qu'une dispute naisse dans l'intimité du ménage, la femme, selon la traduction de l'interprète, doit « garder les gifles pour elle ». En somme, s'il est des règles coutumières fixant les rapports entre époux, les violer reste affaire entre eux et leurs dieux. Tant qu'il n'y a pas scandale, les tiers doivent feindre d'ignorer tout manquement aux traditions.

La femme a droit à l'affection de son mari, qui doit, en principe, répartir ses nuits entre ses femmes, mais qui n'est pas tenu de n'en préférer point. Ses épouses se partagent les faveurs du maître et les travaux du ménage par périodes de durée variable, généralement supérieures à vingt-quatre heures.

L'épouse a droit, bien entendu, à la nourriture et au logement : elle serait fondée à quitter son mari s'il la négligeait à ces points de vue. La récolte, après avoir été partagée entre le chef de maison, ses femmes et leurs enfants capables de rendement, est placée par chacun d'eux dans le casier qui lui est réservé dans les greniers <sup>1</sup>. Chaque jour, il est pris dans chaque casier le grain nécessaire à la nourriture de chacun. Les enfants en bas âge n'ont pas de réserve particulière et mangent avec leur mère.

Un bon mari partage sa bière avec ses femmes. Il leur vend le tabac à chiquer, qu'elles lui paient de leurs deniers personnels <sup>2</sup>. Il n'est pas tenu de les habiller ni de les parer. Il doit, dans ses cadeaux, éviter une partialité excessive <sup>3</sup>.

1. Voir description des greniers à grains, *supra*, page 25.

2. La femme a un pécule personnel. Voir sa composition, *infra*, page 166.

3. Nous avons eu un jour à recueillir les doléances d'une jeune femme que son mari privait de miel, alors qu'il en comblait sa

Le mari peut congédier sa femme, mais non sans motif sérieux : la stérilité, la mauvaise santé, l'acrimonie, l'inconduite sont les griefs le plus souvent invoqués. Il va sans dire que l'autorité n'admet que les deux derniers. Le mari n'a pas le droit de choisir ou d'agréer un nouvel époux de la femme qu'il a congédiée. Celle-ci, émancipée, retourne dans sa famille. Elle n'appartient pas à son mari, elle ne lui a jamais appartenu, comme on l'a montré en traitant de la dot compensatrice. Elle disposera désormais d'elle-même.

Entre co-épouses d'un même homme, la discorde surgirait inévitablement si la coutume n'avait dévolu à l'une d'entre elles une autorité que ses compagnes sont tenues de reconnaître. Les Lobi appellent cette privilégiée *tiodar-ker*, littéralement « femme du maître de la maison ». C'est généralement la première femme en date. Les Lobi ont cependant accoutumé d'accorder le même titre à l'une des femmes que le maître de maison épouse ensuite, si celle-ci est la fille de son oncle maternel ou de son oncle paternel ; on dit alors que « la maison est à elle ». Elle doit néanmoins de la déférence à la première épouse.

Les pouvoirs de celle-ci sont assez peu étendus, et ne peuvent consister qu'en instructions de détail données aux autres épouses pour ce qui concerne la vie intérieure de la maison et la conduite du ménage. Elle n'est même pas dispensée des corvées pénibles telles que le transport de l'eau ou du bois, et n'a pas droit à une préférence de la part de son mari.

\*\*\*

L'adultère se produit constamment dans la vie privée des Lobi, et peut être considéré comme étant à l'origine de rixes et d'incidents autrefois fréquents, et qui ne lais-

première épouse. Les anciens, consultés, ont estimé qu'il fallait inviter le mari à répartir plus équitablement ses largesses.

sent pas d'agiter les esprits parfois encore. Presque tous les vols d'animaux, presque tous les assassinats proviennent de façon plus ou moins lointaine d'un adultère qui n'a pu recevoir une solution convenable. C'est pourquoi nous avons placé en ce chapitre l'étude de la vengeance caractéristique des Lobi.

Tous les adultères cependant n'ont pas d'issue dramatique. Il arrive que le règlement en soit aisé, et même que le mari outragé se contente d'une satisfaction dérisoire. En général, le degré de parenté et les affinités de clan qui peuvent rapprocher ou diviser les trois intéressés ont une grande influence sur la solution de l'incident : dans chaque cas, la coutume fixe ce qu'il convient de faire pour le mari, et quelle compensation il peut accepter.

Il n'y a pas lieu d'étudier l'adultère du mari, dont les épouses ne sont pas fondées à se plaindre. La polygamie leur apprend à n'être point jalouses. Peut-être le volage ne cherche-t-il qu'à attirer à son foyer une nouvelle épouse, qui prendra une part des corvées domestiques. Cet adultère de l'homme peut donc être suivi d'un mariage (à moins qu'il n'ait tout d'abord entraîné la mort du séducteur, assassiné par l'époux trompé). Nous indiquerons d'ailleurs les conséquences de l'adultère du mari dans la suite de ce chapitre, tout en continuant à nous placer au point de vue de la femme.

On peut, en ce qui la concerne, distinguer peut-être deux genres d'adultère : d'abord l'adultère vulgaire, celui qui se perpète dans l'ombre, celui où la femme appartient concurremment à deux hommes et dont la conséquence n'est, le plus souvent, qu'une correction suivie d'un sacrifice expiatoire pour l'épouse coupable, qu'une flèche empoisonnée pour son complice <sup>1</sup> ; puis

1. Il va sans dire que depuis notre domination, les conséquences de l'adultère affectent rarement ce caractère aigu. Désireux

l'adultère par enlèvement, accompli franchement par des amants dont l'intention est de vivre désormais en époux, lorsqu'ils seront venus à bout du mari, par la persuasion ou par la force.

Le dénouement variera avec le degré de parenté de clan ou de famille de l'amant, du mari et de la femme, et non selon la façon plus ou moins insultante dont l'adultère a été commis. Voici les trois cas qu'on rencontre le plus couramment :

Premier cas : la femme trompe son mari avec un homme appartenant au clan de celui-ci. L'époux outragé pourra prendre deux partis :

a) se mettre d'accord avec l'amant qui rendra la femme en offrant un sacrifice aux dieux du mari, ou gardera la femme en versant la dot compensatrice ;

b) tuer l'amant. La famille de la victime ne pourra se venger du mari, en raison de la parenté de clan, mais l'assassin aura à craindre le courroux du dieu de clan, mécontent que le sang ait été versé entre deux de ses fidèles. Il ne pourra s'approcher de ses autels que lorsqu'il aura satisfait à certains rites. La famille de l'amant, qui ne peut renoncer à sa vengeance, s'en prendra alors à la femme et à la famille de la femme, hors du clan par conséquent (hormis le cas peu fréquent où la femme et son mari appartiennent au même clan). Le mari, de son côté, ne peut se faire pardonner le meurtre qu'il a commis en offrant une simple compensation à la famille de l'amant. Il risque enfin la vengeance du clan de sa femme, si les parents de l'amant y ont tué quelqu'un ; il risque cette vengeance, non comme mari, mais comme parent de clan de l'amant.

Deuxième cas : la femme trompe son mari avec un homme appartenant au même clan qu'elle-même.

de peindre les mœurs dans leur pureté, nous envisagerons toujours, dans la suite du chapitre, le cas extrême, non influencé par la présence de l'autorité.

L'époux peut accepter une compensation dont il fixera lui-même le montant, compensation qui aura le caractère soit d'une dot, s'il cède la femme, soit d'une offrande expiatoire, s'il entend la garder. A vrai dire, un véritable Lobi ne se conduira pas ainsi. Il commencera par tirer une vengeance sanglante de l'outrage qu'on lui a fait, en tuant l'amant. Mais comme il n'est pas du même clan que sa victime, il encourra les représailles du clan de ce dernier.

Troisième cas : la femme trompe son époux avec un homme d'un clan autre que les leurs. Un mari plein d'honneur a le devoir de verser le sang, et ses parents de clan l'y aideront s'il recourt à eux. Si personne ne met le holà, la famille de l'amant exercera à son tour des représailles, aussi bien sur la femme que sur son mari, aussi bien sur la famille de l'une que sur celle de l'autre.

D'autres cas peuvent se présenter ; ils auront toujours une grande analogie avec l'un des trois cas que nous venons d'exposer. Notons que le clan de la femme trompée par son mari n'est aucunement tenu d'intervenir, ceci, nous l'avons dit, en raison de l'habitude qu'on a de la polygamie : une femme n'est jamais trompée.

On considère que si un enfant de la femme coupable meurt peu de temps après la faute, c'est là une punition divine que la mère adultère et son complice ont provoquée. Autrefois même, l'amant devait remplacer l'enfant mort, qu'il fût ou non de ses œuvres, parce que le décès de l'enfant constitue une perte pour le groupe où vit la femme. De même, l'assassin devait jadis fournir un homme en échange de sa victime ; mais cette coutume est tombée en désuétude. D'ailleurs, la disparition du servage ne permettrait plus d'y satisfaire.

Il résulte des développements précédents qu'il y a trois dénouements possibles à la situation créée par l'adultère de la femme : offre d'un sacrifice expiatoire, versement d'une dot compensatrice, vengeance. Il est inutile de revenir sur la dot qui a été étudiée en détail.

Le sacrifice expiatoire est offert par l'amant à celui des dieux de la maison du mari dont le rôle est de veiller à la vertu des épouses. Le sacrifice s'adresse fréquemment aux mânes de l'ancêtre. Le montant d'un sacrifice expiatoire est très élevé : nous avons présidé à un arrangement à l'issue duquel les anciens ont fixé l'offrande due par l'amant à un mouton, un coq, six poules et trois cents cauris, ce qui représente trente francs (dix fois l'impôt de capitation de 1928).

La vengeance à répercussion prolongée des Lobi est fort analogue à la *vendetta croisée* des Corses, ou à la *haine à mort* écossaise du Moyen-Age, ainsi décrite par Walter Scott : « ce qui éternisait les troubles, c'était la coutume barbare connue sous le nom de haine à mort. Lorsqu'un homme était insulté ou tué par un autre, ses parents, sachant que les lois étaient impuissantes pour leur faire obtenir satisfaction, se vengeaient eux-mêmes en mettant à mort quelqu'un de la famille de celui qui les avait offensés, quelque étranger d'ailleurs que l'objet de leur vengeance pût être au crime ou à l'offense. Les autres à leur tour cherchaient à se venger sur un membre de la famille qui avait été outragée la première, et de cette manière la querelle se transmettait de père en fils »<sup>1</sup>.

Dans la vengeance lobi, le mari outragé agit lui-même s'il le peut. S'il est infirme ou indisponible, pour quelque raison que ce soit, ses frères ou ses neveux peuvent le suppléer, car ils appartiennent au même clan que lui. A leur défaut, il aura recours à un parent mâle de son clan. Il lui est interdit de s'adresser à ses fils, d'abord parce que ceux-ci ne sont ordinairement pas de son clan, ensuite parce qu'ils auraient ainsi à prendre parti entre leur père et leur mère. En pratique d'ailleurs, les fils seraient trop jeunes. Il est fort rare que l'épouse lobi,

1. *Histoire d'Ecosse*, I<sup>re</sup> série, page 98.

mûre et mère d'enfants adultes, donne prise à la critique.

Il est inutile, pour que l'honneur soit sauf, que le mari tue précisément l'amant. Il lui suffit d'occire un membre quelconque du clan de ce dernier, homme, femme, vieillard ou même nouveau-né. Cette latitude dans le choix de l'objet de la vengeance donne à cette coutume un caractère révoltant pour l'Européen. Le meurtrier s'embusque généralement au coucher du soleil, à proximité du village où réside celui dont il veut tirer vengeance. Dissimulé dans les hautes herbes, près du point d'eau ou d'un sentier fréquenté, muni de son arc et de ses flèches, il tirera sur le premier venu, pourvu qu'il appartienne au clan de l'amant. Il n'est pas rare de relever des cadavres percés d'une dizaine de coups : le mari est souvent accompagné, et chacun de ses acolytes tient à honneur de tirer sa flèche. Leur exploit accompli, les meurtriers rentrent rapidement chez eux, rassemblent leurs parents, s'arment, se barricadent, en prévision d'une attaque probable des parents de la victime. Avant notre domination, de véritables combats pouvaient ainsi avoir lieu. Des haines à mort entre clans ont duré plusieurs années, telle la guerre qui a décimé pendant longtemps les clans Kansié et Diboulo.

Il convient de noter que l'assassinat ou la guerre n'ont pas toujours une vengeance comme point de départ. Il peut arriver qu'un mari abandonné par sa femme, désespérant de trouver le ravisseur ou le redoutant, ou las d'attendre en vain la compensation promise, ne s'empare en guise de dot des premiers bestiaux qu'il trouvera aux abords du village où réside son débiteur. Le même larcin peut être commis par un créancier impatient. Aussitôt les propriétaires des animaux d'opérer quelques vols compensateurs et même plus importants aux abords du village du mari. On s'inquiète peu de savoir à qui appartiennent réellement les bêtes volées. Une escarmouche peut avoir lieu : l'enfant qui garde les

bestiaux hurle. Les hommes du village accourent. Le berger est parfois tué, et la vengeance est à nouveau déclanchée.

L'autorité française est parvenue au prix de grands efforts à diminuer la fréquence et la durée des vengeances, en assimilant les « vengeurs de sang » à de vulgaires meurtriers qui sont jugés et condamnés dans les formes régulières. Presque toujours, d'ailleurs, la sanction est réduite à quelques années de prison. Le résultat cherché, à savoir décourager les vengeurs de sang, est atteint grâce à une répression exacte et suivie, bien plus que par des peines excessives qui seraient mal comprises d'une population pour laquelle l'accomplissement d'un meurtre est un exploit honorable.

★★

Il reste à traiter de la situation de la femme veuve.

Elle demeure dans la maison de son mari défunt jusqu'aux deuxièmes funérailles, qui ont lieu entre deux mois et un an après le décès. La date en est déterminée — nous a-t-on dit — par l'état des provisions de grains qui oblige parfois à attendre la récolte, car il importe de préparer de grandes quantités de bière de mil pour les parents qui assisteront à la solennité.

Au cours des deuxièmes funérailles, l'héritage est dévolu à l'héritier naturel du *de cuius*, premier parent mâle en ligne utérine, collatéral ou issu de collatéral. La femme faisant partie de l'héritage se trouve attribuée à cet héritier qu'elle pourra épouser, à condition, d'abord, que le défunt ne l'ait pas accusée de sa mort; ensuite, qu'elle et l'héritier soient d'accord.

Il n'y a pas de délai de viduité. Les deuxièmes funérailles sont suffisamment postérieures à la mort du *de cuius* pour qu'on puisse se rendre compte de la possibilité d'une grossesse de sa veuve. Mais si celle-ci

est enceinte, le mariage avec l'héritier — ou tout autre — ne pourra avoir lieu qu'après l'accouchement; l'union ne pourra être consommée qu'après un an ou dix-huit mois, cette période correspondant à la durée de l'allaitement de l'enfant par sa mère, et non à un délai de viduité.

Si la femme se remarie avec un étranger, les mêmes règles devront être observées. De plus, la dot compensatrice devra être remise aux héritiers, ainsi que les enfants du mort. La femme n'est fondée à garder ceux-ci que pendant leur petite enfance, au cours de laquelle les soins d'une mère sont nécessaires.

La femme veuve n'est pas tenue de se remarier. Elle peut continuer à habiter la maison du défunt, pourvu qu'elle ait des fils assez grands pour cultiver les champs. En somme, la veuve et la divorcée se remarient selon les mêmes règles. Seul change le bénéficiaire de la dot, au cas où la femme épouse un étranger. Ce qui tient lieu de délai de viduité, que d'ailleurs on néglige parfois, est également valable pour la divorcée. Quant aux enfants issus des œuvres du premier mari, ils devront toujours revenir à la famille de leur père.

## CHAPITRE IV

# Le Régime matriarcal

---

*Le système de la parenté utérine. — Les appellations de parenté. — Rôle de l'oncle maternel. — Rôle du père. — Avenir probable du matriarcat.*

Nous avons traité précédemment du clan, de la composition et de la formation de la famille; nous avons étudié en détail la situation des époux et plus spécialement de la femme. Il reste à montrer comment vit et s'accroît la société domestique issue du mariage, et en particulier à faire apparaître les influences qui, extérieures à ce groupe restreint, peuvent agir sur son existence juridique.

Pour terminer l'étude des personnes, il ne nous restera plus qu'à examiner, en un dernier chapitre, les particularités que présente la condition de l'enfant.

★ ★

L'enfant lobi prend le nom de clan de sa mère et les interdictions de clan de son père et de sa mère. Sié, fils de Hombité Kambou, son père, et de Youlénamy Palé, sa mère, s'appellera Sié Palé, et devra s'abstenir de consommer la chair de la biche grise, interdite au clan Kambou, dont fait partie son père, et celle du singe noir, tabou pour le clan Palé, dont fait partie sa mère. La parenté est donc utérine. Elle l'est encore partout

chez les Lobi proprement dits, alors qu'on trouve le patriarcat dans des tribus voisines, se rattachant comme eux au rameau lobi : chez les Dian, par exemple. Les Birifor au contraire, comme les Lobi, n'ont pas encore dépassé le stade du matriarcat, qui caractérise les sociétés peu évoluées; on n'observe pas de transformation de filiation consanguine en filiation utérine, mais bien le contraire.

« Plus les sociétés sont rudimentaires, disent MM. Moret et Davy, plus le clan maternel, c'est-à-dire celui dans lequel les enfants ont la condition juridique et religieuse de leur mère, y est fréquent »<sup>1</sup>. On peut déduire de cette opinion que le matriarcat lobi n'a pas un caractère absolu, puisque l'enfant est déjà rattaché à moitié à la condition de son père, dont il prend les interdictions de clan sans le nom.

Il reste toutefois de règle générale. Son maintien peut surprendre, au contact de peuples parvenus au stade du patriarcat. Peut-être sa vraie justification se trouve-t-elle dans le caractère certain de la parenté utérine, survivance des coutumes de la horde? Mais les indigènes que nous avons questionnés à ce sujet, choqués de notre demande, se sont bornés à nous répondre que la parenté utérine était de règle parce que c'était la tradition, et non parce que la paternité pouvait être mise en doute.

\*  
\*\*

Les appellations de parenté ne peuvent-elles pas renseigner sur l'organisation intérieure de la famille, et fixer sur la prépondérance possible de l'une des lignes : utérine ou consanguine? Voici celles qu'a réunies M. La-

1. *Des clans aux empires*, page 35.

bouret, qu'il a bien voulu extraire de ses notes et nous communiquer :

a) LES ASCENDANTS ET LEURS COLLATÉRAUX

| Ligne paternelle :                       | Ligné maternelle :                               |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Mari : <i>Ko</i> .                       | Femme : <i>Ker</i> .                             |
| Père..... } <i>Ti</i> .                  | Mère..... } <i>Ni</i> .                          |
| Frère du père.... }                      | Sœur de la mère... }                             |
| Femme du frère du père : <i>Ti-ker</i> . | Frère de la mère (oncle maternel) : <i>Dié</i> . |

DANS CHAQUE LIGNE

|                             |                       |
|-----------------------------|-----------------------|
| Grand-père. . . . .         | } <i>Ti-kounti</i> 1. |
| Frère du grand-père.....    |                       |
| Frère de la grand'mère..... |                       |
| Grand'mère. . . . .         | } <i>Ni-kounti</i> 1. |
| Sœur du grand-père.....     |                       |
| Sœur de la grand'mère....   |                       |

b) LES ENFANTS

| Sexe masculin :                                    | Sexe féminin :                 |
|----------------------------------------------------|--------------------------------|
| Frère : <i>On</i> .                                | Sœur : <i>On-ker</i> 2.        |
| Frère plus âgé : <i>On-koun</i> .                  |                                |
| Aîné de tous les frères : <i>On-koun-kountin</i> . |                                |
| Femme du frère : <i>Tè</i> 3.                      | Mari de la sœur : <i>Tè</i> 3. |
| Fils..... } <i>Bi</i> .                            | Bru : <i>Tè</i> 3.             |
| Neveu..... }                                       | Fille..... } <i>Bi-ker</i> 2.  |
|                                                    | Nièce..... }                   |

Cousins et cousines ne sont pas désignés par un mot spécial. On dit : fils de l'oncle, fils de la sœur du père, etc., lorsqu'on veut les désigner avec précision. Dans la vie courante, les enfants d'une même génération, apparentés, ont coutume de s'appeler frère et sœur.

1. *Koun* et son dérivé *kountin* donnent une idée d'antériorité et de prééminence.

2. *Ker* signifie, non seulement : épouse, mais encore : femme en général.

3. La dénomination : *Tè*, est appliquée aux alliés.

On voit que ce qui importe le plus est le sexe, et non la ligne, utérine ou consanguine. C'est ainsi que les grands-parents, maternels ou paternels, reçoivent selon leur sexe, de leurs petits-enfants, la même appellation de parenté; c'est ainsi que le frère du père n'est pas défavorisé par rapport à la sœur de la mère; ses neveux l'appellent : père, de même qu'ils nomment leur tante maternelle : mère; et pourtant le nom de clan de l'oncle paternel n'est pas celui des enfants, qui au contraire portent le même nom que leur tante maternelle.

D'oncle à neveu, et réciproquement, les appellations sont les mêmes, dans chaque ligne, que celles qui sont usitées de père à fils, et de fils à père. Mais l'oncle maternel, seul dans la famille, reçoit un nom particulier, ce qui est une indication que son rôle l'est aussi.

Les appellations de parenté, en somme, ne permettraient pas de conclure à une importance particulière de la ligne utérine, si ce n'était le nom particulier donné à l'oncle maternel. Il semble bien qu'on y trouve des survivances du temps où la famille était groupée sous l'autorité d'un patriarche et où les contacts restaient permanents entre parents au delà du second degré. Elles sont loin d'être spéciales à la *famille restreinte*, et semblent ainsi donner tort à notre opinion qu'elle est le groupe familial essentiel; mais nous avons déjà indiqué qu'il s'agit ici d'une situation de fait, indéniable, à laquelle des formes surannées ne sont contraires qu'en apparence. La famille restreinte, groupée sous le même toit, dans le pays d'origine du père, se trouve pratiquement soustraite, dans la vie courante, à l'autorité du frère de la femme, mère des enfants. Le rôle du père et l'influence de son milieu ne peuvent que se développer au détriment du rôle de l'oncle maternel et de l'influence des siens.

Si le nom de clan de la femme prédomine, comme nous l'avons précédemment indiqué, ce n'est pourtant pas elle qui exerce l'autorité. « Dans les groupes primitifs, à plus forte raison dans les groupes évolués, la femme peut être le lien sentimental entre les hommes, le centre vivant de la communauté, sans être le chef. Une raison suffit pour qu'elle ne dispose pas de l'autorité : elle est mère très jeune. Et de fait le chef est généralement son frère aîné » <sup>1</sup>. La raison que M. Glotz donne de la subordination de la femme à son frère se ramène en somme à son infériorité physique, constante, mais plus accusée en certaines circonstances. Chez les Lobi, où la vie a un caractère presque exclusivement matériel, où les rixes sont encore assez fréquentes, la force pure, apanage du mâle, lui assure un prestige auquel la femme n'atteint pas, malgré son rôle honorable de gardienne du sang de la race, qu'elle est seule à pouvoir transmettre.

Ce sang, ce nom, le mari étranger et généralement membre d'un autre clan n'est pas qualifié pour le représenter. Il faut pourtant un homme pour en diriger les destinées : le rôle sera assumé par l'aîné des frères de la femme. Si la femme n'a plus de frère, il sera remplacé par l'aîné de ses fils, qui se trouvera ainsi dans une situation morale égale à celle de son père, si celui-ci vit encore.

Il convient de faire ressortir dès maintenant que l'autorité du père et celle de l'oncle ne peuvent guère se contrecarrer. Chacune d'elles, en effet, s'exerce dans une sphère assez bien limitée par la coutume pour que les occasions de friction soient rares. Il serait difficile de décorer l'un d'entre eux du titre de chef de famille, à l'exclusion de l'autre; on semblerait ainsi, à tort, vouloir retirer toute autorité au second. En fait, le rôle de l'oncle

1. G. Glotz, *La civilisation égéenne*, page 170.

maternel se manifeste beaucoup moins souvent que celui du père, mais en des circonstances fort importantes, telles que le mariage et les successions. De son côté, le père exerce en leurs détails l'autorité paternelle et l'autorité maritale, la première sous réserve de certains droits de l'oncle maternel. Mais dans la vie courante, le rôle du père est prépondérant.

On pourrait encore rappeler, en faveur de l'oncle, que le rôle du père cesse lorsque son fils s'est émancipé par une première union, aux frais de laquelle l'ascendant a dû pourvoir en partie. L'oncle, au contraire, continuera à être mis à contribution par son neveu lorsque celui-ci, en raison de nouveaux mariages, aura à verser de nouvelles dots. On peut admettre que, de son vivant, l'oncle a une influence plus prolongée que celle du père. Mais ne convient-il pas de rappeler que celui-ci a lui aussi transmis à son fils les interdictions de son clan, et qu'il deviendra à sa mort un dieu pour ses descendants qui l'honoreront et le consulteront en maintes occasions ?

L'oncle maternel a des devoirs assez lourds, en regard de quelques droits, et de fort peu de pouvoirs. Il est difficile de définir le rôle qu'il joue à l'égard des enfants de sa sœur. Nous dirions qu'il en est une sorte de tuteur, si le mot n'avait en français une acception aussi précise. On peut dire qu'il est considéré par ses neveux comme « un oncle à héritage » — qu'il est en effet — mais très attentionné et très bienveillant, avec cette particularité que la sollicitude, légalement facultative pour un oncle européen, est un devoir pour lui. Il a sans doute le droit d'être tenu au courant de la façon dont sont élevés les enfants, mais il ne doit pas usurper sur les droits proprement paternels.

L'oncle maternel concourt si c'est nécessaire à l'entretien de ses neveux et nièces. Il les visite souvent. De leur côté, ceux-ci vont accomplir des séjours fréquents et parfois prolongés chez leur oncle. Rappelons que quand un jeune homme doit fournir une dot en second mariage,

c'est à son oncle maternel qu'il appartient de la lui fournir, en empruntant au besoin pour parfaire le nombre des animaux nécessaires. Les dots versées par les époux des nièces, au contraire, ne vont pas à l'oncle, mais au père; c'est pour celui-ci la contre-partie de celle qu'il a versée en se mariant à la famille de l'oncle. Dans les moments de détresse matérielle, l'oncle est mis à contribution par ses neveux. Il subvient même à leurs plaisirs.

En retour, il a droit à leur respect et à leur sollicitude. Les garçons suffisamment forts l'aident à construire sa maison et à cultiver ses champs. Ses nièces, lorsqu'elles habitent au voisinage ou séjournent chez lui, peuvent être appelées à collaborer aux travaux du ménage et à participer aux récoltes et aux cueillettes. C'est à l'égard des nièces que s'exerce le plus important des privilèges de l'oncle maternel : leur marier ses fils; de telle sorte qu'il se produira un échange de prestations entre les deux familles : les fils de l'oncle maternel travailleront pour leur futur beau-père, dont les fils auront travaillé pour leur oncle maternel. Si enfin l'oncle maternel est outragé ou assassiné, ses neveux auront le devoir de le venger. Ses pouvoirs, nous l'avons dit, sont pratiquement réduits, et se bornent à la faculté de faire des remontrances au père, si celui-ci est par trop dur pour ses enfants.

On verra en arrivant à l'étude des successions que l'héritage de l'oncle maternel va à ses collatéraux mâles ou, à défaut de ceux-ci, aux fils de ses sœurs. Il ne peut aller aux enfants de ses frères, ces enfants étant d'un autre sang que lui.

Que l'oncle maternel meure, son rôle ne disparaît pas, et sera rempli par son héritier, frère ou neveu fils de sœur <sup>1</sup>.

\*\*\*

1. On peut se demander si l'oncle maternel peut être un grand-

Les droits et les devoirs de l'oncle maternel n'ont pas une étendue telle qu'ils ne laissent à l'autorité du père un large domaine. Le rôle du premier est essentiel, celui du second prédominant.

Il convient d'abord de faire ressortir que si l'oncle marie ses nièces, le père marie ses fils, en vertu d'un principe qu'on peut énoncer ainsi : *en première union, l'oncle maternel marie les filles et non les fils de ses sœurs; le père établit ses fils et non ses filles*. Si le père fait un sacrifice matériel pour établir ses enfants mâles, il sera dédommagé par les dots que lui verseront les épouseurs de ses filles. On ne peut donc, au point de vue de l'établissement des enfants, trouver aucune différence morale ou matérielle dans les situations de père ou d'oncle maternel. Allant plus loin, on doit remarquer que le même homme est père de ses fils en même temps qu'il est oncle de ses nièces; tout homme mûr et nanti de famille ne se trouve-t-il pas oncle et père en même temps? Dans lequel de ces deux rôles a-t-il le plus de droits et de responsabilité? Il n'est pas possible de le déterminer.

Le rôle du père, égal à celui de l'oncle pour ce qui concerne le mariage, prédomine dans la vie courante de la famille. Son influence, son autorité sur les enfants priment celles que pourrait exercer l'oncle. Comment en douter, quand bien même la coutume en aurait disposé autrement, puisque les enfants habitent chez leur père,

oncle, assumant vis-à-vis de deux générations les droits et les pouvoirs propres à l'oncle maternel. Bien que n'ayant pas spécialement envisagé ce cas, nous pensons qu'il n'y a pour chaque individu qu'un oncle maternel possible : l'ainé des frères de sa mère. Il se peut qu'en même temps un grand-oncle dispose encore du patrimoine de la famille utérine (voir la composition et l'administration de ce patrimoine, *infra*, page 161); l'enfant néanmoins, s'il désire des conseils ou une aide matérielle, aura toujours affaire à son oncle maternel qui s'il est nécessaire sollicitera le concours ou les avis du sien.

qui les nourrit, les entretient et a le pouvoir de diriger leur éducation, avec des avis, mais non des instructions de l'oncle? Et enfin il exerce sur leur mère son autorité maritale, ce qui n'est pas sans rehausser encore son prestige.

Le père a droit à l'obéissance rigoureuse de ses enfants; il peut assurer le respect de ses ordres par des corrections infligées « avec la main ouverte », ce qui implique qu'elles doivent rester modérées. En l'absence du père, et s'il n'est pas de fils assez âgé pour pouvoir le remplacer, il est admis que la mère a le droit de correction; pratiquement elle en usera même en la présence du père. Les enfants sont à la disposition de leur auteur, pour tous les besoins de la société domestique qu'ils composent avec lui et leur mère. La vie de cette société dépend en effet de sa bonne économie; aussi l'autorité qui la dirige doit-elle être sans réplique. On ne peut dire toutefois que les enfants soient la chose du père, puisqu'ils sont rattachés par le système de la parenté utérine à la famille de leur mère qui, par la voix de l'oncle maternel, aurait toujours le droit de faire connaître son opinion sur le sort que leur fait leur père.

Le rôle du père ne disparaît pas avec lui. Son fils aîné, s'il est adulte, est apte à le remplacer comme chef du groupe familial. S'il n'y a pas de garçon suffisamment âgé, la famille ira habiter chez le frère du père, qui est son héritier. Sa veuve, en sa qualité de femme, est incapable de diriger la famille, et passe sous la dépendance de son beau-frère, qui l'épousera si l'accord peut se faire entre eux, ou touchera la dot compensatrice qu'un nouveau mari éventuel sera tenu de verser. Comme il restera toujours un héritier mâle dans la famille du défunt, jamais en fait l'oncle maternel ne sera amené à recueillir la veuve et les enfants qui portent son nom. En l'occurrence, les droits de la parenté utérine le cèdent à ceux de la parenté consanguine, de même que dans le cas du mariage du fils. Sans vouloir négliger l'inaptitude du

père à laisser *ab intestat*<sup>1</sup> ses biens à ses enfants, il faut convenir que si quelqu'un est chef de famille, c'est lui plutôt que l'oncle, à moins que l'on ne veuille désagréger la cellule sociale, le groupe familial restreint, qui est au surplus la société domestique courante, au Lobi comme en Europe. Il ne faut pas oublier que la femme a été déracinée par son mariage, qu'elle vivra désormais et aura ses enfants dans un milieu étranger qui mine ses souvenirs et sape insensiblement l'influence de son groupe originel.

Si l'on veut trouver au Lobi une famille basée sur la seule parenté utérine, on s'aperçoit que ses membres sont éparés, et que son chef est isolé parmi des étrangers, qui sont pourtant sa femme et ses fils, dont il est pourtant le chef naturel : famille paradoxale que nous n'avons considérée que pour en montrer le caractère artificiel.

\*\*\*

Le matriarcat lobi n'est plus guère qu'un système de transmission du nom. Il a perdu son caractère absolu; l'enfant entre peu à peu dans le clan du père, dont il observe déjà les interdictions. Le rôle de l'oncle maternel reste essentiel, mais son importance diminue de jour en jour. Il ne sera plus qu'un souvenir lorsque les Lobi, à l'instar de leurs voisins Dian, Gan, Pougouli, Bobo, auront adopté par évolution ou par révolution le système de la parenté consanguine.

\*\*\*

1. Le père peut laisser certains de ses biens à ses fils, par le testament oral, dans lequel il leur révèle en particulier certaines cachettes ignorées de ses frères. (Voir *infra*, page 171).

## CHAPITRE V

### La condition de l'enfant

---

*Naissance. — Enfance. Excision des filles. — Initiation. — Emancipation. — Devoirs des enfants. Leur vente et leur mise en gage, tombées en désuétude. — Sort des enfants, dans le cas de dissolution du mariage de leurs auteurs.*

On a étudié à l'occasion du mariage la condition de la femme et de l'homme, adultes et émancipés. Il reste à examiner la situation de l'enfant, dont de précédents développements ont déjà permis de se faire une idée.

\*\*\*

Les enfants sont accordés par les dieux, et plus particulièrement par la Terre, qui a horreur de la stérilité, et procurera une descendance forte et nombreuse à ceux qui auront su l'honorer. La femme qui désire concevoir se rend en brousse et s'adresse aux puissances du sol, exprimant à haute voix sa prière; mais elle n'a pas le pouvoir de leur offrir un sacrifice. Les membres du clan Palé assurent que leur totem, le petit singe noir, accorde une progéniture à qui la lui demande en frappant entre eux certains cailloux.

On croit communément que, si le nouveau-né peut avoir sa personnalité propre, son enveloppe charnelle peut aussi contenir le *double* de quelque ancêtre défunt. Quel

que soit le cas, personne ne songerait à prétendre qu'une femme puisse concevoir sans avoir eu au moins un contact avec un homme; mais, si l'on reconnaît par expérience que ce contact est indispensable, il n'est pas sûr qu'on pense à établir une relation de cause à effet entre lui et la conception, et qu'on tienne forcément l'auteur de ce contact — nécessaire, mais non suffisant — pour le père de l'enfant qui en résultera. La preuve en est qu'il y a toujours une présomption de paternité absolue en faveur de l'époux de la femme, même si celui-ci ne peut matériellement avoir engendré l'enfant qu'on lui attribue. C'est ainsi que certains tirailleurs, libérés après deux ou trois années de service à l'extérieur, réclament comme leurs des enfants que leur femme a conçus, portés et mis au monde pendant leur absence <sup>1</sup> et <sup>2</sup>.

La femme enceinte ne jouit pas d'un traitement de faveur. Elle continue à participer aux travaux du ménage, souvent jusqu'au dernier jour; dans la pratique ses co-épouses ne sont pas sans lui alléger sa tâche. Sa nourriture n'est pas modifiée. Certains pensent que les rapports entre époux doivent se poursuivre nombreux, afin que l'enfant naisse robuste; en tout cas, ces rapports doivent cesser un temps appréciable avant l'accouchement : quatre mois disent les uns, un mois seulement, disent d'autres. La durée de la grossesse et son terme probable ne sont pas déterminés exactement.

Les cas d'avortement sont très rares. La stérilité est humiliante; beaucoup la considèrent comme une puni-

1. De même, M. G. Chéron : « Le mari ne fera jamais aucune difficulté pour reconnaître le fruit avéré de l'adultère de sa moitié, et, si, après une longue absence, il trouve à son retour sa femme enceinte ou mère de quelqu'enfant qu'il n'a matériellement pas pu engendrer, il le considère cependant comme sien. » (*La société noire de l'Afrique*, page 75.)

2. Lorsque, pour une raison quelconque, le père d'un enfant ne peut être connu, l'enfant vivra dans sa famille utérine, et son oncle maternel lui tiendra lieu de père. Le cas est d'ailleurs exceptionnel.

tion des dieux. La grossesse n'attire aucune défaveur sur une femme non mariée; la venue d'un enfant est au contraire considérée comme une excellente affaire pour la famille. Les femmes de mauvaise conduite sont les seules qui trouvent intérêt à supprimer leur fruit; elles se feraient avorter, dit-on, en absorbant une boisson spéciale.

L'accouchement a lieu <sup>1</sup>. S'il a été particulièrement laborieux, on considère que c'est là une punition divine de l'inconduite de la mère ou de quelque autre tort qu'elle aurait eu envers son mari; elle l'avouera alors à une vieille femme qu'on appelle en ces cas-là, et qui rendra compte à la famille du mari, en vue d'un sacrifice expiatoire.

L'allaitement <sup>2</sup> par la mère dure ordinairement jusqu'à

1. L'imminence de l'accouchement se décèle pour les matrones par la position du faix et la fatigue de la future mère. Les vieilles femmes y président. Toutes sont compétentes, mais l'une d'elles est toujours plus expérimentée. On reconnaît leurs bons soins par un cadeau pouvant consister en mil et en pintades. Le moment venu, les hommes sont invités à sortir. La femme lobi n'est pas douillette; elle accouche à genoux, assise sur ses talons; une des matrones la saisit aux épaules; la seconde lui maintient les reins. La principale opératrice porte à la main ou au poignet une amulette spéciale; elle se tient prête à recueillir l'enfant, opère au besoin une exploration intérieure, et coupe s'il le faut pour faciliter l'expulsion. Un accouchement dure deux heures en moyenne. Les accidents sont fréquents. Nos informateurs évaluent les cas de morti-natalité à 1 sur 5, et ceux de décès de la mère à 1 sur 20. Ces proportions nous paraissent excessives.

L'enfant né, l'opératrice coupe immédiatement le cordon ombilical à plusieurs centimètres du ventre de l'enfant, sans ligature, et sans se préoccuper du délivre qui sera évacué ultérieurement et enterré devant la porte de l'accouchée, à une coudée de profondeur. Le nouveau-né est lavé. On lui insuffle un peu d'eau froide dans la bouche, et l'on se réjouit s'il crie vigoureusement.

2. L'enfant tête dès sa naissance, au sein d'une autre femme, en attendant que la montée du lait se soit produite chez sa mère. Si celle-ci se révèle une insuffisante nourrice, ses co-épouses ou des parentes lui apporteront leur concours. Mais on n'admettrait pas qu'elle ne nourrisse point. On ne craint pas de faire

ce que l'enfant sache marcher. Pendant toute cette période, la femme doit rester chaste, sous peine, croit-on, de donner la diarrhée à son enfant.

★★

La naissance d'un enfant est considérée comme une bonne fortune pour la famille, à laquelle elle apporte un surcroît de force et de main-d'œuvre future. Il ne semble pas qu'il y ait une défaveur portée sur l'un ou l'autre sexe. La naissance de jumeaux est d'un fâcheux présage : elle doit causer la mort de la mère, du père ou de l'un des deux jumeaux. Nous n'avons pu savoir sur quoi cette croyance est fondée. Les Lobi, malgré leur ennui en un cas pareil, ne vont pas jusqu'à supprimer les enfants, suivant une coutume birmane que les autorités britanniques ont dû proscrire. Il est curieux de constater que la naissance de jumeaux, considérée comme de mauvais augure par les Lobi, est au contraire fort bien accueillie par leurs voisins les Bobo<sup>1</sup>.

Les privilèges de primogéniture et de masculinité sont rigoureusement observés : le premier, pour ne pas risquer d'affaiblir la famille en en fractionnant le gouvernement et les richesses; le second, afin d'éviter que l'autorité ne tombe en des mains débiles de femme. D'ailleurs le droit d'aînesse est loin, chez les Noirs du Soudan, d'avoir le caractère exorbitant qu'il affectait jadis en France :

absorber aux nouveau-nés des laits d'âge et de provenance différente ; il semble même qu'on considère cette coutume, fort répandue, comme favorable à la santé de l'enfant. Si la mère est morte, et qu'aucune femme ne soit à même de la remplacer, on donne, paraît-il, du lait de vache au nouveau-né; ce que nous n'avons jamais vu faire. Cette ressource ne doit entrer en jeu que très rarement, en raison de la présence presque immanquable d'une femme nourrice, sinon dans la maison, du moins dans le village.

1. G. Chéron. *Les Bobo-fing*, page 239.

l'héritage se transmet aux collatéraux, et il y a des probabilités pour que, parmi plusieurs frères et sauf le cas de mort prématurée de l'un d'eux, chacun assume à son tour le commandement de la famille et l'administration de son patrimoine.

L'enfant acquiert sans formalité sa première identité, car il ne saurait être ici question d'état civil. Il reçoit automatiquement le nom de clan de sa mère. Son prénom lui est donné par sa mère ou par son père, plus souvent par ce dernier. Il rappellera quelque circonstance de sa naissance<sup>1</sup> ou simplement son numéro d'ordre, parmi les frères ou parmi les sœurs. C'est ainsi que le premier garçon est appelé Sié, et la première fille Yeli. Ces mots ne sont pas des numéros, mais ils donnent celui de l'enfant, puisqu'on ne peut les appliquer qu'au premier descendant mâle ou au premier descendant femelle. De même leurs frères et sœurs reçoivent, suivant leur rang, des noms déterminés<sup>2</sup>. Lorsqu'on a des raisons de penser que le corps de l'un des enfants contient la personnalité d'un membre défunt de la famille, on peut faire passer sur sa tête le prénom de ce défunt.

Vers sa huitième année, l'enfant acquiert un surnom ou plutôt un sobriquet qu'il se décerne lui-même ou dont le gratifient sa famille ou ses petits camarades; aussi a-t-il, suivant le cas, un sens plus ou moins flatteur pour celui qu'il désigne<sup>3</sup>. Nous verrons que l'enfant reçoit un nouveau prénom à l'époque de l'initiation.

L'enfance, jusque là, se passe sans autre événement marquant que l'excision pour les filles. Le marmot, long-

1. Exemples : Doudar : maître de la porte; Oué : route; Na : bœuf.

2. Les prénoms appliqués aux cinq premiers enfants sont dans l'ordre :

Pour les garçons : Sié, Sansan, Ollé, Gbègbè, Toré.

Pour les filles : Yeli, Oho, Bimbine, Sérè, Ini.

3. Exemples : Bielfil : un qui trompe; Dakoètou : a gâté en répondant.

temps allaité par sa mère, ne la quitte guère pendant ses quatre premières années; on le trouve constamment dans les bras ou sur les reins de la malheureuse, pour qui l'existence est un continuel effort physique. Plus tard, il se joint aux enfants du village, prend part à leurs jeux et à leurs expéditions aux alentours de l'agglomération, à la recherche des lézards, des rats et des petits d'oiseaux. Entre sa septième et sa douzième année, il remplit d'ordinaire l'emploi de berger, et s'en tire fort mal, car aucun noir n'a pour ce métier les aptitudes du Peul, pasteur né. Il abandonne volontiers les animaux qu'on lui confie pour jouer de la fronde et s'entraîner au tir à l'arc, et charme le reste des loisirs qu'il sait se créer avec un sifflet de bois à deux ou trois trous qu'il utilise avec un certain art. C'est un polisson fort dégourdi, nourri de liberté.

La fillette est excisée entre huit et dix ans, par une vieille femme experte que l'on paie quatre-vingts cauris. On ignore l'origine de cette coutume qui se serait toujours pratiquée. La généralité assure qu'elle facilite l'accouchement. L'opération est faite chez la patiente, chez la spécialiste ou au marché, sans cérémonial particulier. Elle paraît avoir un caractère simplement chirurgical, sans immixtion religieuse.

La circoncision n'est pas pratiquée.

La fillette ne jouit pas en pratique de la même liberté que le petit garçon. Elle échappe peu à l'influence de sa mère, et, toute petite, commence à participer sous sa direction aux travaux du ménage, dans la mesure de ses forces.

Encore enfants, la fille et surtout le garçon commencent à travailler et à amasser pour leur propre compte, durant les loisirs que leur laissent les travaux familiaux. Leur petite fortune ne se compose généralement que de volailles, de vêtements et de parures.

Rappelons que bon nombre d'enfants, à peine âgés

de deux lustres, sont déjà nantis d'un « mari » ou d'une « femme ».

A mesure qu'ils prennent de l'âge, l'augmente leur rendement social. Le jeune garçon est progressivement instruit dans les travaux agricoles; il accompagne son père au marché, puis à la chasse et à la pêche; il participe aux constructions. Les filles en même temps se perfectionnent dans les besognes de femme.

La vie sentimentale et sexuelle commence de bonne heure, tant en raison de la promiscuité que du peu de prix attaché à la virginité des filles.

★★

Les rites d'initiation, qu'on rencontre chez tous les Noirs du Soudan et qui sont d'ailleurs assez mal connus, n'ont pas ici de conséquences juridiques. On ne peut toutefois éviter d'en parler, puisque l'enfant acquiert en cette occasion une nouvelle identité, conséquence d'un changement fictif de sa personnalité.

Les cérémonies d'initiation ont un caractère exclusivement religieux. Elles ont lieu tous les sept ans, pendant la saison sèche, sur les bords de la Volta Noire. Les deux sexes y prennent part en même temps. Personne ne peut se soustraire à l'initiation. Les néophytes ont entre huit et quinze ans, et beaucoup plus lorsque les circonstances ne leur ont pas encore permis de se soumettre à la règle <sup>1</sup>.

M. Labouret, seul Européen qui ait assisté aux manifestations de ce culte mystérieux, a bien voulu nous

1. C'est le cas de beaucoup de tirailleurs.

donner les précisions suivantes sur les cérémonies et leur but :

« La société lobi est partagée en un certain nombre de classes qui sont déterminées par l'époque de l'initiation à un culte spécial dont l'objet est Dyoro, divinité qui est sans doute une dépendance de la Terre. Les cérémonies comportent des « rites de séparation » des jeunes gens, et des changements de personnalité résultant de la mort et de la résurrection, fictives, de l'individu. Les néophytes, avant de recevoir leur nouvelle personnalité, doivent subir une période de « mise à la marge » qui s'écoule loin des habitations, et au cours de laquelle ils reçoivent un enseignement particulier et apprennent une langue secrète dérivée de l'idiome des Pougouli<sup>1</sup>. La dernière phase des cérémonies qui durent plusieurs mois comporte la révélation aux jeunes initiés du sexe masculin de ce qu'est exactement le *rhombe*, objet qui ne doit pas être vu des femmes<sup>2</sup>. A partir de ce moment les jeunes gens, garçons et filles, constituent une classe d'initiés, et seront aptes à remplir leur rôle dans la vie. » Cette aptitude a d'ailleurs un caractère uniquement religieux.

C'est à l'occasion des cérémonies du Dyoro que les jeunes gens acquièrent leur troisième prénom ou surnom. Ils ne le révèlent qu'à la fin des rites, alors qu'ils sont entrés dans leur nouvelle personnalité<sup>3</sup>. Ce surnom peut

1. Une des tribus du groupe gourounsi. (Voir *supra*, page 27.)

2. Rhombe, du latin *rhombus* : losange.

Il s'agit d'un morceau de bois, assez court et percé d'un trou, qu'un des anciens initiés fait tourner pendant la nuit, au bout d'une ficelle, produisant par la rotation un ronflement qui est analogue au mugissement du buffle. Les néophytes, couchés sous des nattes et les yeux clos, sont frappés de frayeur religieuse à l'audition de ce bruit étrange, qui annonce l'approche de Dyoro.

3. Les jeunes gens qu'on initie au Dyoro sont tenus, sous peine de mort, d'oublier leurs prénoms. Ils ne doivent pas se retourner lorsqu'on les appelle par ces prénoms. Ils ne doivent pas les prononcer.

rappeler le Dyoro par son radical : Dyorbouté, Dyorfouté, Dyoroué. Il peut faire allusion à une faculté, à un mérite ou à un défaut du jeune initié<sup>1</sup>. L'individu ne dépouille pas son ancienne personnalité au point de perdre ses premiers prénoms. Pratiquement on l'appellera indifféremment de l'un ou de l'autre.

« La classe, dit encore M. Labouret, comporte le groupe des jeunes initiés. Deux classes antérieures réunissent les jeunes gens initiés sept et quatorze ans auparavant. Au-dessus de ces trois classes, on considère que les initiés ont terminé leur vie. Ils ne jouent plus que le rôle de conseillers.

Aucune conséquence juridique n'est attachée à cette constitution de classe, dont le but est religieux et consiste à placer les initiés de la classe sous la protection d'un dieu, Dyoro ».

\*  
\*\*

La vie de l'enfant, la période pendant laquelle il doit obéissance à son père et peut en somme être considéré comme un mineur, se termine en principe par le mariage émancipateur. C'est du moins l'avis de Delafosse : « L'émancipation ne peut résulter que du mariage »<sup>2</sup>. Les conditions dans lesquelles se décide la première union montrent que jusque là l'enfant est en tutelle. Mais comme on ignore à quel moment commence exactement le mariage, on ne saurait dire quand cesse la tutelle paternelle. On doit simplement admettre, pensons-nous,

1. Exemples : Dyorbinaté : joueur de Dyoro; Impité : calomniateur; Soukielté : radoteur; Diékité : mort de l'oncle maternel; Lardiour : qui a beaucoup d'ennemis; Sourhennamy : qui demande un renseignement; Fani : laissez-moi tranquille !

2. *Les Noirs de l'Afrique*, page 142.

que l'émancipation de fait arrive à l'âge d'homme, et qu'il n'y a pas d'émancipation de droit.

★  
★

Les devoirs de l'enfant non émancipé consistent essentiellement dans l'obéissance rigoureuse aux ordres du père, dans le respect dû aux parents, dans la déférence et l'aide qu'il doit à l'oncle maternel. L'émancipation ne saurait dispenser que du premier de ces devoirs : l'obéissance au père. En pratique l'humeur particulière à chacun jouera le plus grand rôle : il arrive que des adolescents quittent leur famille pour échapper à l'autorité paternelle, comme il arrive aussi que le père garde une solide influence sur ses enfants adultes et mariés.

Il semble qu'avant la domination européenne, les enfants étaient considérés au Soudan comme appartenant au chef de famille, qui pouvait les vendre ou les donner en gage. M. G. Chéron le dit dans un livre où il groupe de nombreux renseignements recueillis par les voyageurs sur la société noire, avant notre conquête ou tout à son début : « Le père est maître absolu de ses enfants. Il pouvait même jadis les vendre dans les cas graves... et avait la faculté de les donner en garantie d'une dette pressante »<sup>1</sup>. Cette mise en gage a quelque chose qui rappelle le droit romain.

Nous nous sommes trouvé au Lobi entre 1923 et 1928. Nous n'y avons rien trouvé qui rappelle ces coutumes, oubliées sans doute à notre contact. Nous avons cité plus haut<sup>2</sup> une tradition, tombée en désuétude, d'après laquelle le complice de la femme adultère devait autrefois remplacer par un autre enfant l'enfant de sa maîtresse,

1. *La société noire de l'A. O. F.*, page 76.

2. Voir *supra*, page 111.

lorsque celui-ci mourait dans la période qui suivait la faute.

Il n'existe plus rien d'analogue aujourd'hui, et il ne semble pas que les indigènes le regrettent ou en soient gênés.

★★

Il reste à indiquer le sort qui est fait aux enfants lorsqu'il y a dissolution du mariage de leurs auteurs.

« Il n'y a pas d'orphelins chez les Noirs »<sup>1</sup>, a écrit Delafosse. Il en va ainsi chez les Lobi, en ce sens que les coutumes ne laissent pas d'enfant isolé, et lui fournissent inmanquablement une nouvelle famille et un nouveau père après désagrégation du groupe restreint où il est né. On le comprend facilement, si l'on veut se rappeler qu'en pays noir les enfants sont une richesse et non une charge.

« Là où la parenté en tige utérine est seule admise, les enfants ne changent pas de condition à la mort de leur père, qui est considéré comme ne leur étant rien; à la mort de leur mère, ils sont attribués à l'héritier de celle-ci, c'est-à-dire, en général, à l'aîné de ses frères utérins »<sup>1</sup>. C'est justement le contraire qui se passe au Lobi où le matriarcat est loin d'avoir un caractère absolu, bien que la transmission du nom ait lieu par les femmes.

S'il y a divorce, les enfants suivent leur père. Seuls, les tout petits resteront avec leur mère, jusqu'à leur troisième ou leur quatrième année.

Si la mère meurt, les enfants demeurent chez leur père. Les co-épouses de leur mère défunte ou les sœurs de leur père prendront soin d'eux; ne les appellent-ils pas « mère » ou « petite mère », même du vivant de celle

1. *Les Noirs de l'Afrique*, page 142.

qui les a portés dans son sein. Les droits de l'oncle maternel ne vont pas jusqu'à lui permettre de recueillir ses neveux. Il se peut qu'autrefois il ait eu ce droit, et l'on peut supposer qu'il l'a perdu en même temps que le père acquérait celui de transmettre ses interdictions à ses enfants.

Si le père vient à décéder, ses enfants passent en même temps que ses femmes à son héritier, qui devient leur père. Cet héritier, comme nous le savons déjà, est l'aîné des oncles paternels des enfants, ou à défaut, le premier des fils de l'oncle paternel. Si l'aîné des orphelins est suffisamment âgé pour exercer le commandement du groupe domestique, celui-ci demeure dans la maison du défunt. Le fils agira comme le remplaçant de son père, et non comme son héritier. L'oncle paternel — ou son remplaçant — restera seul apte à accorder contre compensation les veuves du mort où ses filles en mariage, et aura le devoir de procurer leur première femme à ses fils.

Le droit de la ligne consanguine sur les enfants est encore plus accusé lorsqu'elle recueille les enfants que le mort aurait eu avec quelque fille, à l'exclusion de la famille de cette fille, même s'il ne s'agissait que d'une passade.

On voit, une fois de plus, qu'à l'égard des enfants, la ligne utérine, personnifiée par l'oncle maternel, a beaucoup moins de droits que de devoirs.



TROISIÈME PARTIE

---

LES BIENS



## TITRE PREMIER

# LES DROITS RÉELS

---

### Classification des droits réels

*Droits réels : propriété ou simple usage. — Caractères des droits réels : meubles ou immeubles, vulgaires ou divins. — Acquisition des droits réels : travail ou concession divine. — Détention des droits réels : individuelle ou collective.*

Comme dans tout l'Ouest africain, ce qui est réel au Lobi peut être classé en deux catégories :

- 1° Les biens qu'on peut détenir en pleine propriété;
- 2° Les biens sur lesquels on ne peut avoir qu'un droit d'usage ou un monopole d'exploitation.

Pour placer sans erreur un bien quelconque dans l'une ou l'autre de ces catégories, on peut considérer :

a) soit le caractère extérieur — meuble ou immeuble — du bien;

b) soit la nature — divine ou vulgaire — du bien;

c) soit le fait — concession divine ou travail humain — qui a donné source au droit d'usage ou de propriété exercé sur le bien.

Examinons successivement chacun de ces points.

a) Sauf exception (objets servant aux cultes), tout bien meuble peut être détenu en pleine propriété; relativement aux immeubles, on ne peut jouir que d'un droit ou d'un monopole d'usage ou d'exploitation. Il peut arriver qu'un

immeuble présente à première vue tous les caractères d'un bien détenu en pleine propriété; on s'aperçoit toujours, après examen attentif, que le soi-disant propriétaire ne consentirait jamais à se dessaisir de ce bien contre de l'argent; son *jus abutendi*, caractère essentiel de la pleine propriété, n'est donc pas entier.

b) On ne peut avoir la propriété des biens dont la nature ou le caractère sont divins. De ce nombre sont tous les immeubles. La totalité des meubles — à l'exception des objets servant aux cultes — ont un caractère vulgaire, et peuvent être détenus en pleine propriété.

c) Le travail ne rend propriétaire que de biens meubles, dénués de tout caractère divin; quant aux immeubles, en raison de leur nature ou de leur caractère sacré, l'homme obtiendra seulement des divinités, par le moyen de sacrifices, la permission d'en user; mais il n'imaginera pas qu'il puisse les donner ou les céder à titre onéreux.

En combinant les trois distinctions que nous venons d'établir, nous trouvons qu'on ne peut être propriétaire des immeubles, qui sont divins, et qu'on peut l'être — sauf exception — de tous les meubles, parce que ceux-ci ont un caractère vulgaire.

★★

C'est par le travail qu'on devient propriétaire; mais, comme on vient de le montrer, on ne peut acquérir, ainsi, que des meubles. « La source de la propriété réelle est le travail : le produit d'un travail devient la propriété effective de l'auteur du travail, lequel peut disposer de ce produit comme il l'entend »<sup>1</sup>.

L'homme ne peut pas acquérir la propriété de la terre,

1. Delafosse. *Les Noirs de l'Afrique*, page 144.

qui est une divinité, et même la plus importante de toutes. Il est clair qu'une divinité ne peut être possédée, ni donnée, ni vendue. L'homme ne peut avoir sur elle que des droits d'usage ou d'exploitation, qui sont obtenus par l'intermédiaire du chef de la Terre et ont tout le caractère de concessions divines. De ce que la terre n'appartient à personne, il faut se garder de conclure, comme on le fait communément, qu'elle est une propriété collective.

★★

Pour terminer ce préambule à l'étude des biens, il convient de noter qu'on peut jouir de la propriété ou des droits d'usage et d'exploitation à titre individuel ou collectif.

★★

Nous étudierons successivement, en trois chapitres :

- 1° La terre et le mode d'exploitation de ses fruits;
- 2° Les droits immobiliers : chasse et pêche;
- 3° Le patrimoine familial et les biens individuels.

★★  
★

## CHAPITRE PREMIER

### La terre et ses fruits

---

*Répartition du sol entre les collectivités. — La terre est une divinité. Nature du droit des collectivités sur elle : ni propriété, ni usufruit, mais monopole d'usage et d'exploitation. — Caractères du monopole : comment on l'acquiert; comment il est réparti. — Les fruits du sol.*

Le voyageur qui parcourt la région lobi, pour peu qu'il ne soit pas indifférent, s'aperçoit bientôt que nulle part la terre n'est à personne. Son interprète ou son cuisinier, désignant de la main telle ou telle portion de brousse, telle rivière, telle colline, le renseignent ainsi : « cette plaine fait partie de la terre de tel village; ici ou là commence ou finit la terre de tel groupement ». Ce n'est pas l'aspect du terrain ou la présence possible de cultures qui permettent à l'indigène de fournir ces indications ; mais, originaire du pays, il sait comme tout habitant de la région quelle est la répartition du sol entre les agglomérations.

Nulle part, donc, la terre n'est libre actuellement. De là à conclure que quelqu'un la possède, il n'y a qu'un pas, qu'un observateur superficiel a tôt fait de franchir. On considère généralement, et avec raison, que la détention de la terre est entre les mains de collectivités et non d'individus; mais on ne s'accorde pas sur la nature de leur droit sur le sol, qui pour certains est un droit

de propriété, pour d'autres un droit d'usufruit. De ces deux conceptions, la première est un contre-sens, la seconde un non-sens.

★★

Pour déterminer la véritable nature du droit exercé par les collectivités sur le sol, il convient de définir ce qu'est la terre :

« La terre, selon la conception indigène, n'appartient à personne. Elle n'appartient pas non plus à tous, ainsi qu'on l'a souvent dit à tort. En droit, elle est considérée comme la chose des premiers occupants, en l'espèce des Négrilles autochtones <sup>1</sup> ou des divinités locales qui les ont remplacés ou sont censés les représenter. En fait, la terre est un dieu, que personne ne songerait à s'approprier et encore moins à vendre ou à acheter. Mais, par des offrandes ou des sacrifices réglés par des rites consacrés, la famille noire arrivée la première sur un terrain inoccupé a obtenu de la divinité locale le droit et le privilège d'user de ce terrain, droit et privilège qui se transmettent dans la même famille de génération en génération » <sup>2</sup>.

Nous tenons la description si condensée de Delafosse pour exacte et complète en ce qui concerne la région qui nous occupe, en mettant toutefois en doute la conception d'après laquelle les divinités locales auraient succédé aux négrières. On a indiqué déjà que le négrière ne paraît pas figurer dans la légende lobi. Voyons d'autre part, sur la nature des puissances qui habitent le sol, ce que dit M. Labouret, qui a consacré une pénétrante étude à cette question : « L'observation révèle que tout

1. Voir *supra*, sur les Négrilles, page 28.

2. Delafosse. *Les Noirs de l'Afrique*, page 143.

animal, mis en présence d'éléments inconnus, manifeste de la défiance : il a conscience d'un danger menaçant sa vie. Il en est de même pour les hommes... *Primos in orbe deos fecit timor*. Ces dieux, créés par la peur, furent doués des appétits, des passions des hommes, quelquefois représentés sous leurs traits. On plaça leur demeure dans des endroits impressionnants, sur des collines escarpées et sauvages, dans l'épais fourré qui borde les cours d'eau, dans la frondaison des vieux arbres, fils de la Terre... » <sup>1</sup>. La terre nourricière est naturellement la plus forte de toutes ces divinités. On voit qu'il est inutile de faire intervenir les négrilles pour trouver l'origine du culte rendu à la terre. Il y a tout lieu de supposer que les premiers représentants du rameau lobi survenus dans la région, alors presque entièrement inoccupée, n'en ont trouvé aucun, et qu'il n'y en a peut-être jamais eu.

Quoi qu'il en soit, la Terre est une divinité. Les arbres, les rochers, les animaux de la brousse, qu'on considère parfois comme ses « enfants », sont propriété de la Terre. L'homme ne pourrait, sans sacrilège, vendre ou céder la terre. Faute donc de *jus abutendi*, il ne peut y avoir de droit humain de propriété sur les biens fonciers.

D'usufruit il n'y a pas davantage, car l'usufruit est basé sur la propriété; c'est « le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété... » (article 578 du Code civil).

En ces conditions, de quelle nature est le droit exercé par les collectivités sur le sol? M. Labouret a démontré qu'il était « analogue à un simple monopole d'exploitation, précaire et gratuit » <sup>2</sup>, qui peut être morcelé pour l'usage entre les membres de la collectivité, et constitué une concession divine.

★★

1. *La Terre dans ses rapports avec les croyances religieuses chez les populations du cercle de Gaoua*, page 310.

2. *Ibidem*, page 307.

Les caractères du monopole d'exploitation sont donc la précarité et la gratuité.

En raison de sa base surnaturelle, le monopole est administré par le vieillard chef de la Terre, prêtre de la divinité, qui se trouve être, au point de vue foncier, le personnage le plus important, et même le seul important. Il apparaît pour le règlement de toutes les questions relatives à la détention et à l'exploitation du sol, qui sont gratuites. Lorsqu'un nouveau groupe ou quelque étranger voudront s'installer dans la limite des terrains que la collectivité considère comme réservés à son exploitation, ils auront à solliciter l'agrément des notables et celui de la divinité. S'ils sont bien accueillis par les premiers, ils seront admis à offrir un sacrifice à la Terre, par l'intermédiaire de son prêtre habituel. Leurs offrandes n'ont pas le caractère d'un paiement ou d'un prix de location, pas plus que les dons en nature offerts chaque année par les cultivateurs membres de la collectivité. Nous n'avons pas trouvé qu'une partie du monopole d'exploitation fut jamais cédée à titre onéreux, comme le dit Delafosse dans les *Noirs de l'Afrique* <sup>1</sup>.

Le second caractère du monopole est la précarité. Si le terrain actuellement recherché par la collectivité a été antérieurement abandonné par d'autres gens, chassés par l'invasion, la famine ou la colère des dieux, « les anciens habitants ne songent pas à revendiquer un droit quelconque sur la terre, à l'égard des nouveaux venus s'il s'en présente. C'est la situation dans laquelle se trouvent actuellement les Gan de la région de Loropéni vis-à-vis des Lobi qui sont venus s'installer sur le territoire délaissé par les Gan » <sup>2</sup>.

\*\*\*

1. Page 144.

2. H. Labouret. *Op. cit.*, page 315.

Les caractères du monopole d'exploitation étant fixés, il convient maintenant d'indiquer comment on acquiert ce monopole, et comment on en use.

Le monopole ne peut être acquis que par des collectivités; mais celles-ci pouvaient fort bien, au début, ne se composer que d'un couple. La collectivité initiale, arrivant dans le pays lobi actuel, ayant trouvé le terrain qu'elle souhaitait occuper, pouvait se trouver dans deux cas différents; ou la terre était libre, soit qu'elle n'eut jamais été occupée, soit qu'elle eut été libérée par le départ définitif de préoccupants; ou la terre dépendait d'un groupement déjà installé dans la région.

Si la terre est libre, il y a encore deux cas possibles :

a) parmi les immigrants se trouve le chef de la Terre du village que le groupement a abandonné pour chercher un nouvel emplacement. C'est alors ce personnage qui deviendra le chef de la Terre du nouveau village, après avoir sollicité, suivant la procédure rituelle que nous avons décrite, l'agrément des puissances qui habitent le sol;

b) il n'y a pas d'ancien chef de terre parmi les immigrants. C'est alors le chef de famille, le plus âgé s'il y a plusieurs familles, qui entrera en rapports avec les divinités et deviendra le chef de la Terre. Point n'est besoin pour cela d'une initiation quelconque. N'importe qui peut créer ce culte, sans formation préalable. « Le premier chef de terre fut probablement le premier audacieux qui osa implorer les puissances et leur offrir des sacrifices »<sup>1</sup>.

Si le sol dépend du chef de la Terre d'un groupement déjà installé dans la région, « des négociations sont alors entamées entre les deux chefs de terre, qui se mettent d'accord »<sup>2</sup>. La région peut être partagée à l'amiable,

1. *Ibidem*, page 312.

2. *Ibidem*, page 314.

ce qui, dans les débuts, ne gênait guère les premiers installés, qui s'étaient attribué des territoires considérables. Chaque chef de terre assurera le culte de la Terre au nom de son groupement, sans que l'un ait une situation supérieure à celle de l'autre.

★  
★

Le monopole d'exploitation et d'usage, acquis par une collectivité qui deviendra le village, est utilisé par les collectivités plus réduites que constituent les familles habitant le village. Cette distinction entre collectivité-village et collectivités-familles peut sembler inutile, puisque, en considérant la famille ou même l'individu, on envisage toujours la collectivité. Elle doit néanmoins servir de point de départ à l'étude des modes de répartition du terrain détenu par l'unité qui a acquis, c'est-à-dire le village, entre les unités exploitantes, c'est-à-dire les familles.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler préalablement quels sont les errements suivis par les Lobi en matière d'agriculture. La terre est déjà trop peuplée pour que son exploitation ait pu rester absolument libre, comme elle l'était évidemment à l'origine : ainsi on est arrivé au lotissement du droit d'usage. Mais le sol est encore trop vaste pour que les collectivités qui l'habitent en soient arrivées à la conception sacrilège d'une propriété du sol, collective puis individuelle.

Ces conditions économiques vont influencer les modes d'exploitation, et par suite la répartition du sol entre les familles : comme il y a du sol frais en abondance, on ne pratiquera ni le labour, ni l'engrais; on s'en tiendra à la rotation des cultures et surtout à l'assolement, qui permettent au sol de reprendre sa fertilité sans qu'un travail humain soit nécessaire. D'autre part, comme la

population est sédentarisée, on comprend que les familles tiennent à l'usage des bonnes parcelles de terrain qu'elles auront pu découvrir dans l'espace limité où évolue la collectivité.

La conséquence est qu'on s'installe sans formalité ni difficulté sur une pièce de terre qui n'a jamais été remuée ou a été abandonnée depuis longtemps, mais qu'on maintient assez solidement les droits qu'on a pu acquérir sur un champ déjà cultivé, par des délais au cours desquels on peut laisser reposer la terre sans perdre la propriété des fruits qu'elle peut fournir spontanément pendant cette période, ni le droit de la remettre en culture.

Nous n'avons pas la prétention d'exposer un système complet de ces garanties et de ces délais. On se bornera simplement à fournir quelques exemples à l'appui du principe.

Chez les Lobi du nord-ouest (canton d'Iolonioro), on observe un délai de deux ans, au cours duquel le dernier cultivateur d'une parcelle de terrain ne perd pas son droit d'exploitation du terrain et des arbres à fruits qu'il contient, même s'il n'a été pour rien dans la naissance et le développement de ces arbres.

Ni la terre, ni les arbres ne sont aliénables, mais on peut céder le droit d'en jouir moyennant un cadeau rituel qui consiste en une chèvre ou une houe. Ce cadeau a le caractère d'une offrande à la divinité, par l'intermédiaire de l'ex-usager. Si l'on veut entamer la terre elle-même, pour en tirer par exemple de l'argile de construction, il n'y aura pas non plus de paiement. On demandera simplement à l'usager actuel du sol une permission qui est en somme la sauvegarde de son droit d'usage; et il y aura offrande à la Terre. Le sol, même à l'emplacement d'une habitation, garde son caractère divin et inaliénable.

Les mines et les carrières ressortent du droit d'exploitation du dessus. Le sol et le sous-sol ont la même con-

dition. On ne peut vendre le sous-sol, pas plus qu'on ne peut vendre la surface du sol. L'exploitant de la surface a seul le droit d'exploiter le sous-sol, mais il peut céder ce droit contre compensation rituelle. Bien entendu, les produits des mines et des carrières deviennent des meubles, qu'on peut détenir en toute propriété, et vendre.

La conséquence de l'inaliénabilité des mines et des carrières — comme du reste de tous les terrains détenus par les indigènes — est que si une société européenne offre à une collectivité indigène de lui acheter une mine ou un terrain quelconque, elle ne trouve pas de vendeur. Elle s'adresse alors à l'autorité, qui lui accorde une concession, ce qu'elle n'a pas le droit de faire : la terre n'étant nulle part vacante, il ne peut y avoir de domaine de l'Etat. Et « la conquête ne donne aucun droit sur le sol conquis; c'est un principe qui n'a jamais cessé d'être respecté par les plus fameux conquérants noirs »<sup>1</sup>.

Dans son livre de *La Condition juridique des indigènes en droit privé*<sup>2</sup>, M. Henry Solus qualifie d'« également menaçantes » en A.O.F...., d'une part, « la théorie en vertu de laquelle l'Etat est, en tant que successeur des rois et souverains locaux, propriétaire éminent de tout le sol de la colonie »; d'autre part, « la théorie en vertu de laquelle l'Etat est propriétaire des biens vacants et son maître ». Il estime que « la jurisprudence (de la Chambre d'homologation de Dakar) n'a pas toujours su opposer à ces prétentions la résistance qui eût convenu ».

En pratique, l'indigène est rarement lésé. Une enquête est toujours faite, avant l'octroi d'une concession, auprès de la collectivité intéressée. Les terrains ne manquant pas, il est exceptionnel qu'on ne puisse arriver à une entente.

★★

1. Delafosse. *Les Noirs de l'Afrique*, page 144.

2. Pages 271-272.

C'est en devenant meubles que les fruits du sol perdent leur caractère divin et inaliénable.

Lorsqu'ils sont dus au travail d'un homme ou d'un groupe déterminé, il est évident qu'ils sont la propriété de cet homme ou de ce groupe.

On peut se demander à qui ils appartiennent avant d'être récoltés. L'observateur européen admet facilement que l'homme qui ensemeence un champ ne devienne pas le propriétaire de ce champ, car le champ lui-même n'est pas un produit du travail de cet homme ; mais il est porté à croire que celui qui a peiné sur la glèbe est le maître de sa récolte, et qu'il va pouvoir la vendre, même sur pied. Or il n'en est rien, et cela s'explique : l'indigène animiste attribue la croissance de ses épis bien moins à ses sueurs qu'à des forces mystérieuses, qui ne lui ont accordé leur concours que parce qu'il les a dûment honorées. Ainsi ces plants, ces épis restent leurs « enfants ».

Arrivés à maturité, les grains et les fruits se dessècheraient sans profit pour personne si l'homme ne les récoltait pas. En ne le faisant pas, il offenserait les dieux qui l'ont aidé. Ainsi, il peut s'en rendre le propriétaire sans scrupule. Ce qui est vrai pour les produits des champs l'est aussi pour les fruits des arbres que l'homme a plantés.

Lorsqu'il s'agit d'arbres ou de plants portés spontanément par la terre, les fruits deviennent aliénables dans les mêmes conditions que les grains, c'est-à-dire en acquérant le caractère meuble, avec cette différence que leur propriétaire ne se trouve pas désigné à l'avance, comme dans le cas des produits de culture.

En sol libre, les fruits de la végétation spontanée sont au premier venu, même s'il est étranger. Mais on a indiqué qu'il n'est plus de sol libre en pays lobi.

En sol vierge, sur la terre détenue par tel ou tel groupe, le premier venu peut opérer la cueillette à condition qu'il appartienne à la collectivité ou ait été autorisé par elle.

Le commencement de la cueillette sur tel ou tel arbre emporte pour le commençant un monopole de cueillette qui ne cessera que par le non-usage pendant un certain délai (un à deux ans).

En sol déjà cultivé par un membre de la collectivité, il en sera de même, à condition que la mise en valeur date de moins de trois années, et en certaines régions, de moins de deux années. Dans le cas contraire, les fruits sont réservés au dernier cultivateur du champ, qui en devient propriétaire en les récoltant, même s'il n'a été pour rien dans la naissance et le développement des arbres disséminés sur la surface de son champ.

Ce droit d'exploitation des arbres, il peut le céder moyennant un cadeau rituel. Un Lobi n'imaginerait pas qu'il puisse vendre des arbres, même plantés par lui. Il importe peu d'ailleurs, puisque les fruits de ces arbres sont définitivement réservés à lui, à sa famille et à ses descendants, qui seront seuls aptes à les récolter et à les vendre, même s'il y avait des interruptions prolongées de jouissance, et même s'ils quittaient le pays. Dans ce dernier cas, il est probable qu'une transaction interviendrait entre les anciens et les nouveaux occupants. Il n'est pas rare en tout cas de voir arriver d'un village voisin, ou éloigné, chaque année, un groupe d'enfants qui viennent récolter les fruits d'un arbre planté par leur chef de famille ou un ancêtre défunt<sup>1</sup>.

La justification du droit d'exploitation des arbres par la déclaration en temps opportun aux concurrents possibles ne suffit pas. On admet sans doute que telle ou telle famille est seule à avoir des droits sur tel ou tel arbre, lorsque le fait est bien avéré. Mais en pleine brousse, le premier exploitant d'un arbre n'obtiendra

<sup>1</sup> Quand il s'agit de plantations effectuées sur l'instigation de l'administration, l'ayant droit devient la collectivité-village, dont les membres ont travaillé en commun.

le maintien de son droit que par une marque visible, qui consistera généralement en l'installation de quelque fétiche portatif sur l'arbre ou à son pied.

★★

Des cas particuliers qui précèdent, il résulte que :

1° Les arbres et les plants nés spontanément sont à la divinité. Leurs fruits, meubles, deviennent la propriété de celui qui a commencé la cueillette ou cultivé autour, sauf interruption prolongée de l'exploitation;

2° Les arbres et les plants issus du travail de l'homme sont définitivement réservés à l'exploitation de cet homme, tout en restant inaliénables à titre onéreux. Leurs fruits, meubles, sont la propriété imprescriptible de cet homme et de sa famille, sauf cession du droit.

★★

## CHAPITRE II

# Les Droits de chasse et de pêche

---

*Nature divine des monopoles de chasse et de pêche. — Territoires où ils sont exercés. — Chefs de chasse et chefs de pêche. — Redevances rituelles.*

Les droits de chasse et de pêche sont des droits immobiliers dont jouit la collectivité et dont peuvent user des individus ou des groupes d'individus appartenant à la collectivité.

Ces droits sont une concession des puissances surnaturelles, habitantes du sol, et en définitive de la Terre féconde et nourricière à laquelle ces puissances sont soumises.

★  
★★

Dans son étude de « *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses parmi les populations du Lobi* », M. Labouret montre à quels indices on peut reconnaître le caractère divin des droits de pêche et de chasse.

Les Lobi n'ont pas connu la vie pastorale. Ce sont d'anciens chasseurs et pêcheurs nomades, sédentarisés

depuis peu <sup>1</sup>. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver l'influence incessante des dieux dans des manifestations qui faisaient autrefois le fond de leur existence. C'est ainsi que la fabrication des flèches empoisonnées, arme par excellence des Lobi, est une opération mystique : « La préparation du poison, dit M. Labouret, est un acte magico-religieux qui ne peut être accompli dans chaque foyer que par le prêtre domestique, le chef de famille, qui connaît le secret des mélanges, les prières à adresser à la Terre et aux puissances protectrices pour que les armes traitées deviennent mortellement dangereuses <sup>1</sup>. » Et plus loin : « Le poison se compose de deux catégories d'éléments, les uns médicaux ou chimiques, les autres essentiellement magiques. Parmi les premiers on peut ranger les graines de strophantus... Parmi les autres, il faut compter la racine d'*Afzelia africana* et la rosée... La rosée qui entre dans la composition du poison est une émanation directe de la Terre <sup>2</sup>. »

La chasse est précédée d'un sacrifice propitiatoire qui est opéré par le chef de la chasse de la région, s'il s'agit d'une battue, et par l'individu, s'il s'agit de chasser isolément. Quand le sacrifice est refusé par les dieux, ce qu'on reconnaît à ce que la victime n'expire pas sur le dos, il est prudent d'ajourner l'expédition.

Le sacrificateur, chef de chasse, l'individu qui chasse isolément doivent garder la chasteté pendant la durée de la chasse, sous peine de s'attirer le courroux de la Terre.

La pêche est précédée d'une offrande aux dieux de la rivière. Pendant sa durée, tous les pêcheurs doivent rester chastes.

1. *La chasse et la pêche dans leurs rapports avec les croyances religieuses parmi les populations du Lobi*, page 248.

2. *Ibidem*, page 244.

Les animaux, qui sont les enfants des puissances de la Colline, de la Forêt, de la Rivière, ont une âme, ou plus exactement un *double*. C'est pourquoi le chasseur qui a immolé une ou plusieurs pièces observe ensuite des rites de purification qui ont pour effet de le soustraire à la vengeance des doubles de ses victimes.

Le caractère divin des droits de chasse et de pêche est donc démontré. Ces droits ne s'acquièrent et ne se conservent que par la condescendance des dieux. Ils appartiennent comme la terre aux membres d'une collectivité déterminée, et, comme la terre, ont des limites territoriales. Ce sont, en somme, des monopoles, qu'on peut abandonner, ou qu'on peut céder à titre gratuit, moyennant une offrande rituelle, mais qu'on ne peut transmettre à titre onéreux.



La collectivité jouit du monopole de chasse dans les limites du territoire de chasse qu'elle exploite. Il peut arriver qu'après entente, et lors des battues annuelles, plusieurs collectivités chassent en commun sur l'ensemble de leurs territoires.

L'isolé opère sur le territoire de la collectivité dont il ressort. Il peut chasser dans les limites des groupements voisins, mais d'accord avec eux, et après offre d'un sacrifice à leurs dieux.

La pêche, que l'on pratique moins souvent que la chasse, a gardé des formes plus compliquées. « Elle a lieu, dit M. Labouret, dans des zones particulières exploitées par des associations privées. Le chef de Terre exerce, il est vrai, sur l'ensemble, une autorité cultuelle éminente; mais il n'a de droit réel que sur les parties

de cours d'eau à proximité immédiate de son village. Le reste est partagé entre quelques chefs de famille qui se réservent des zones de pêche dans le lit des affluents et sous-affluents de la Volta<sup>1</sup>. »

Il y a des marigots *tabous* que personne ne songerait à exploiter. L'interdiction peut résulter d'une première pêche malheureuse ou marquée par un accident, qu'on interprète comme une marque de courroux de la divinité; et l'on croit que la violation de l'interdit causerait le dessèchement de la rivière<sup>2</sup>.

★★

Quelques renseignements, donnés par Dyopar Kambou, chef du canton de Iolonioro, font suffisamment apparaître le vrai caractère des redevances fournies par les chasseurs au chef de la chasse :

« Bohina est le chef de la chasse pour la région d'Iolonioro, parce que c'est lui qui officie auprès de Hatel, fétiche de la chasse. Hatel se trouve dans la maison de Bohina, qui l'emmène à la chasse dans une calebasse. Grâce à Bohina, nous avons des chasses fructueuses, car il rencontre en brousse des génies qui le renseignent sur les points où se trouve le gibier.

» En qualité de chef de la chasse, Bohina touche l'épaule gauche de tous les quadrupèdes tués; mais il

1. *Ibidem*, page 259.

2. En mai 1928, un Européen mal informé tuait un caïman sacré dans un marigot tabou, voisin de Diébougou. La pluie ne tombant pas, bien que le mois de mai soit habituellement pluvieux, les Dian attribuèrent la sécheresse au courroux du dieu de la Rivière. L'Européen s'empessa d'offrir un mouton au chef de la Terre; la pluie survint le surlendemain, et le désastre fut conjuré.

ne perçoit rien sur les oiseaux. » M. Labouret dit que le chef de la chasse a droit, en outre, « aux animaux qui, tirés simultanément par plusieurs chasseurs, ne peuvent être attribués à aucun d'eux, à ceux encore dont on trouve la dépouille sans qu'on puisse déterminer qui les a abattus »<sup>1</sup>.

La chasse peut sans doute être organisée librement, même en battue ; et alors les dons au chef de la chasse seront facultatifs. Mais on préfère toujours avoir recours à lui, et par lui se recommander aux puissances surnaturelles, car ainsi on sera sûr de rencontrer du gibier en abondance, et il ne se produira aucun accident.

Les animaux nécessaires aux sacrifices sont fournis par le chef de la chasse. Il se les procure grâce au fonds spécial que les redevances des chasseurs lui ont permis de constituer. Le poulet est égorgé. S'il tombe sur le dos, c'est d'un heureux auspice. Sinon, on renouvelle le sacrifice ; et on renonce à la chasse si le présage reste défavorable.

Le chasseur isolé cherche, lui aussi, à se concilier les puissances qui dominent la brousse. Il fait des sacrifices, chaque année, à la Terre ou à son fétiche particulier. Une partie du produit de ses expéditions peut être remise au chef de la Terre, ou servir à acheter des animaux que le chasseur ou son père immoleront eux-mêmes.

Le chef de la pêche reçoit, à titre de redevance, une partie des poissons capturés, grâce à quoi il peut se procurer les victimes nécessaires<sup>2</sup>.

1. *Ibidem*, page 256.

2. La pêche au stupéfiant est, selon M. Labouret, précédée du sacrifice suivant : « le chef de pêche et un aide descendent dans le lit du cours d'eau, le premier façonne de ses mains un pâté de vase sur lequel il immole un poussin, suppliant les dieux aquatiques d'écarter des pêcheurs les influences mauvaises. La même prière est renouvelée au moment du sacrifice d'un poulet. » (*Op. cit.*, page 259.)

Le rôle du chef de chasse ou de pêche est primordial. Presque rien ne se fait sans lui, et l'on pourrait presque dire qu'il est l'administrateur du monopole de chasse, ou de pêche. « Il jouit d'un privilège exclusif dans une zone déterminée. Ce privilège se traduit par le choix des moments de pêche (ou de chasse), le droit d'accomplir les sacrifices, la faculté de s'engager par des promesses vis-à-vis des dieux <sup>1</sup>. »

\* \* \*

1. *Ibidem*, page 260.

## CHAPITRE III

# **Le patrimoine familial et les biens individuels**

---

*Caractères du patrimoine. — Sa composition : droits de détention, de possession, de propriété. — Administration du patrimoine. — Pécule de la femme. — Pécule de l'enfant.*

Un certain nombre de richesses sont attachées à chaque foyer. La majorité d'entre elles font partie du patrimoine familial. Le reste est détenu à titre individuel par tel ou tel habitant de la maison, femme ou enfant.

Le patrimoine familial est celui de la famille du chef de maison; mais par famille, il faut entendre ici l'ensemble des gens qui ont avec ce personnage des liens de parenté utérine, bien que n'habitant pas forcément avec lui, et non le groupe restreint qu'il constitue avec ses épouses et ses enfants. Cette famille se trouve très dispersée, puisque les femmes, qui transmettent le nom, quittent leur groupe familial en se mariant pour suivre leurs époux dans le leur. Aussi le patrimoine familial n'a-t-il pas l'importance qu'on lui trouverait dans une famille qui serait groupée au voisinage et dans la dépendance immédiate de son patriarche.

Pour le caractériser, il ne faut pas oublier que la société lobi évolue du matriarcat au patriarcat, et que l'influence du père et de la tige consanguine a ten-

dance à égaler et à supplanter celle de l'oncle maternel et de la ligne utérine. La transmission de l'héritage, du père à ses descendants directs, est déjà amorcée par une dérogation à la coutume qui a une grande importance : le fils aîné, instruit par son père des cachettes où est abrité le numéraire familial, se trouve, à la mort de son auteur, maître en fait d'une partie de l'héritage destiné à la famille utérine du *de cujus*.

Actuellement encore, le patrimoine familial est un bien que son administrateur a reçu en héritage en ligne utérine et qui sera dévolu de même. Mais sa conservation et son accroissement se trouvent paradoxalement assurés par le travail des femmes et des enfants de l'administrateur, lesquels sont étrangers à la famille utérine; vivant sur le patrimoine d'une famille étrangère, ils lui apportent du travail, en échange de leur entretien; ils constituent en somme la main-d'œuvre du chef du patrimoine, qui les rémunère en nature. Encore exclus en principe de l'héritage, ils arrivent en fait à s'en assurer une bonne part, et ils en deviendront avec le temps les seuls bénéficiaires, comme il est logique.

On peut remarquer d'autre part que les frères cadets du chef de famille administrent, de leur côté, des biens de famille collectifs : y aurait-il alors plusieurs patrimoines familiaux dans la famille du père? Nullement. D'abord ces biens collectifs sont toujours moins importants que celui qu'administre l'aîné; un héritage n'en constitue pas le noyau. Ils ne sont issus que du travail des frères, de leurs femmes et de leurs enfants. Ils sont d'ailleurs destinés à se fondre un jour avec le patrimoine familial. Ce ne sont, en somme, que des biens collectifs de maison, fonds de consommation du groupe localisé qu'est la famille restreinte.

Le patrimoine familial est quelque chose de plus : c'est le bien qu'administre l'oncle maternel, à l'intention, sans doute, de ses héritiers futurs, mais dont il use aussi de son vivant, au bénéfice de ses frères ou de ses

neveux, en même temps que pour l'entretien de ses femmes et de ses enfants.

On peut dire, en définitive, qu'il est un bien collectif au caractère complexe, dont la nue-propriété est à la ligne utérine, mais dont l'usufruit revient pour une part aux épouses et aux enfants de son administrateur, lesquels, à la mort de ce dernier, passeront en même temps que le patrimoine à l'héritier du *de cuius*, qui les entretiendra à son tour<sup>1</sup>. Ainsi leurs efforts pour l'accroissement du patrimoine continueront-ils à se trouver récompensés.

★★

Le patrimoine social contient des droits de détention, de possession et de propriété.

Les droits de détention concernent les terrains occupés par la famille : champs cultivés ou en friche, arbres exploités et emplacement de la maison. Ces droits sont des parcelles du droit exercé par la collectivité-village sur une terre donnée. Mais ils ont un caractère beaucoup plus coutumier que religieux. Ils sont attachés à la famille, et se transmettent par héritage. Comme nous l'avons dit, ils ne sont pas négociables en argent.

Ce que nous appellerons : droits de possession, est relatif à la maison, bien immeuble, et aux objets meubles qui servent aux cultes. Juridiquement, le cas de la maison est singulier. Pour Delafosse, la propriété est fondée sur le travail<sup>2</sup>. Selon son critérium, la maison, issue du travail du groupe familial, est-elle donc la propriété de ce groupe ? Il n'en est rien. Aucun Lobi ne concevrait qu'il

1. Pour ce qui concerne la transmission du patrimoine, voir *infra*, page 169.

2. « La source de la propriété réelle est le travail ». (*Les Noirs de l'Afrique*, page 144.)

puisse vendre sa maison contre espèces, cela, sans doute, parce que sa construction a été précédée de sacrifices, et peut-être aussi parce que la Terre est entrée, sous forme d'argile, dans ses murailles. La maison est d'ailleurs temple en même temps que lieu d'habitation. Chacune de ses pièces contient des fétiches et les autels de divers cultes individuels ou collectifs. On conçoit qu'elle ne puisse être vendue. Tout au plus permettrait-on de l'occuper temporairement, moyennant l'offrande de sacrifices aux dieux du foyer. Nous voyons pourtant que les Lobi la démolissent sans cérémonie lorsqu'ils ont décidé d'habiter une nouvelle maison, et qu'ils utilisent sans scrupule, dans la construction neuve, des madriers ou du mortier empruntés à l'ancienne. Mais auparavant les dieux auront été transférés, dans les formes rituelles, du logis abandonné au nouveau.

Les objets servant aux cultes, fétiches et effigies portatives, biens meubles par conséquent, ne sont jamais vendus. Pas plus qu'un prêtre catholique ne songerait à céder les hosties consacrées contre finances, pas plus un Lobi n'imaginerait qu'il puisse monnayer les objets de ses cultes. Ils ne peuvent être cédés, mais leur influence peut être étendue à de nouveaux foyers, avec l'autorisation de leur prêtre, et moyennant offrande rituelle.

Les droits de propriété concernent la presque totalité des biens mobiliers contenus dans la maison ou y attachés : bétail, volaille, armes, instruments agricoles, provisions vivrières, et numéraire : argent et cauris. C'est sur ce fonds que vit le groupe constitué par le père, ses épouses et les enfants qu'il en a eus.

Parmi ces biens, le plus caractéristique est le bétail. C'est vraiment un bien familial, administré pour le compte de la ligne utérine : le père y puise les animaux que ses neveux lui demandent pour s'établir. Il y fait entrer par contre les bêtes que livrent les épouseurs de ses filles, ce qui est pour sa famille d'origine une compensation de ce que l'entretien des filles a coûté au patri-

moine, et de ce qu'elle a dû sacrifier lorsqu'il s'est agi de marier leur père. Nous retrouvons ici, une fois de plus, cette idée indigène qu'il importe de maintenir rigoureusement l'équilibre matériel entre les groupes familiaux qui s'allient.

★★

Le chef de maison, chef de la famille utérine, administre seul le patrimoine. Il choisit les terrains ou les arbres à mettre en exploitation; il prescrit d'abandonner ceux qui lui paraissent épuisés. Il ordonne la disposition de la maison, dont il a choisi l'emplacement. Il fait les achats d'armes ou d'outils agricoles nécessités par la chasse ou les cultures. Il ordonne d'abattre ou de vendre le bétail, dont le nombre est accru ou diminué par les mariages de ses filles ou de ses neveux.

Il ordonne en définitive, sans contrôle mais avec les conseils de ses parents influents et de ses femmes, tout ce qui convient à la bonne économie de la société domestique qu'il dirige dans l'intérêt de ses héritiers futurs.

★★

Tous les biens attachés au foyer n'appartiennent pas au patrimoine familial. On trouve, en visitant une maison, qu'une partie des objets mobiliers sont détenus en pleine propriété et à titre personnel par des individus.

Chaque membre de la famille possède en propre des vêtements, des parures, des cauris, parfois du bétail et de la volaille, et, selon son sexe, des armes, des outils agricoles ou des ustensiles de ménage qu'il a, soit acquis par son travail ou les revenus de ce travail, soit reçus en

don ou encore en héritage, à titre de légataire particulier.

Il faut noter que le pécule des individus ne comprend que bien rarement des droits immobiliers; ceux-ci, par tradition et par commodité, sont détenus et exploités par des collectivités.

On n'insistera pas sur les biens personnels du chef de maison qui, chef de famille restreinte ou administrateur du patrimoine de la ligne utérine, ne distingue pas ce qui lui appartient en propre de ce qu'il administre pour le compte d'un groupe. Nous verrons pourtant, en étudiant les successions, que certains biens mobiliers sont dévolus aux enfants du chef de maison, au cas de mort de ce dernier. C'est donc qu'on admet qu'il possédait à titre individuel.

★★

Le pécule de la femme est remarquable, par l'indépendance matérielle qu'il lui assure. Il est alimenté par son travail, et à l'occasion par les legs, assez peu importants d'ailleurs, dont elle peut bénéficier. En certaines régions, la femme se livre à l'orpaillage pendant une partie de l'année. En d'autres, elle est potière. Ce qu'elle gagne par ces industries, en dehors du temps qu'elle doit au groupe, lui appartient en propre. Au moment de la récolte, les femmes qui, selon la coutume, ont aidé un parent ou un voisin à rentrer ses grains, reçoivent de lui une récompense qui consiste en un certain nombre d'épis provenant de la moisson commune. La femme se trouve ainsi maîtresse d'un fonds de denrées vivrières, dont elle use pour elle ou ses enfants en bas âge, ou qu'elle négocie sur les marchés ou dans sa famille, soit dans leur état primitif, soit sous la forme de beignets de maïs ou sous celle de bière de mil, dont la vente au détail rapporte beaucoup.

De cette façon, une femme arrive à posséder un pécule-espèces relativement important; les cauris, au pouvoir d'achat extrêmement fractionné, en constituent la partie la plus estimée.

Avec ce numéraire, la femme paie son impôt, achète du petit bétail, de la volaille, des parures, des vêtements, des calebasses, des friandises. Elle en est absolument maîtresse et va jusqu'à faire payer à son mari les produits qu'elle lui cède. C'est dire que l'homme n'a aucun droit sur le bien personnel de sa femme, qui vit depuis longtemps sous un véritable régime de séparation de biens, sans autre contribution aux charges du ménage que l'apport d'une certaine somme de travail. Peut-être est-il permis de rappeler que la femme française n'a conquis qu'en 1907 la libre disposition de son salaire<sup>1</sup>.

★★

L'enfant lui-même a son pécule individuel, dont l'importance varie avec son âge et son activité.

Dès sa dixième année, le jeune garçon peut se trouver possesseur de volailles, de parures et de cauris. Un don de son père ou de son oncle maternel, un cadeau reçu en échange d'un menu service peuvent avoir été le point de départ de sa petite fortune. On rencontre souvent, aux abords des villages, des enfants qui vont chercher des termites pour engraisser leurs poussins, qu'ils vendront plus tard au marché voisin. Ou encore, à l'époque où la campagne commerciale bat son plein, on les voit parcourir la brousse à la recherche de gousses de kapok ou de noix de karité qu'ils négocieront un jour en leur nom propre. Leur activité ne s'exerce évidemment pour eux-mêmes que pendant les loisirs que leur laisse leur par-

1. *Loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.*

ticipation au service de la communauté; mais ces loisirs sont suffisants pour qu'un garçon industriel possède quelques bœufs, richesse importante, lorsqu'il arrive à l'âge d'homme.

Le cas de la fillette est moins caractérisé. Elle ne quitte guère l'ombre de sa mère, qui l'a complètement élevée; elle est ainsi graduellement initiée aux travaux ménagers. Lorsque le travail pour la collectivité laisse des loisirs à sa mère, elle la suit et participe à ses travaux personnels. De cette façon elle se trouve amenée, par la force même des choses, à réunir en un fonds commun ses biens individuels à ceux de sa mère; ce qui importe peu, puisqu'un jour elle doit hériter du tout<sup>1</sup>.

★  
★

Femmes ou enfants administrent leur pécule de façon méticuleuse, ne donnant qu'à bon escient, et faisant exactement payer, même à leurs très proches, la pincée de tabac à chiquer ou la poignée d'arachides qu'ils lui cèdent. Ainsi constate-t-on de petits paiements entre époux, entre frères et sœurs.

Il ne faut pas s'étonner de trouver chez des arriérés la propriété individuelle de biens mobiliers. On admet, même en Europe, que « en fait de meubles, la possession vaut le titre » (article 2279 du Code civil). Il sera autrement difficile, en ce pays sans loi écrite et où les biens fonciers ont un caractère divin, d'introduire la notion de propriété immobilière.

1. Voir *infra*, page 173.

## TITRE II

# LES SUCCESSIONS

---

*Ordre successoral. — Testament oral et premières funérailles. — Deuxièmes funérailles et généralités sur la dévolution de la succession. — Dévolution des successions ne comportant que des biens individuels. — Dévolution du patrimoine familial. Partage normal. Sort des veuves. — Exécution des dispositions testamentaires.*

Les successions peuvent comprendre :

- a) des droits sur les choses ;
- b) des personnes.

Les droits peuvent être collectifs ou individuels. Les personnes ne peuvent être que les veuves du *de cuius*.

En principe, l'héritage est dévolu à la parenté utérine; en fait, la filiation consanguine commence à en prendre une part appréciable.

En dépit de modalités locales, les tribus du rameau lobi donnent la priorité dans l'ordre successoral aux collatéraux mâles, en ligne utérine; à leur défaut, cas très rare, les descendants peuvent être habiles à succéder.

Les Lobi observent d'habitude l'ordre successoral suivant :

a) Collatéraux en ligne utérine :

- 1° frères germains;
- 2° sœurs germaines;
- 3° neveux fils des sœurs germaines<sup>1</sup> ;
- 4° nièces, filles des sœurs germaines.

b) Descendants : fils.

Lorsque les sœurs germaines héritent, ce que tous les Lobi n'admettent pas, elles le font en somme au lieu de leur enfant mâle, présent ou à venir, auquel elles auront à transmettre ultérieurement l'héritage. De même, la nièce qui succéderait le ferait à défaut d'autre collatéral en ligne utérine, et au nom de son enfant mâle, petit neveu utérin du mort.

On peut remarquer que les ascendants n'héritent jamais<sup>2</sup>.

Les frères héritent toujours avant les sœurs, à degré de parenté égale, même s'ils sont moins âgés.

Lorsque personne n'est habile à succéder, cas exceptionnel, le chef de la Terre recueille l'héritage, dont profiteront la Terre et la collectivité.

★ ★

La mort peut résulter d'un accident ou d'une maladie.

Dans le second cas, le mort aura généralement eu le temps de faire connaître ses dernières volontés, en un véritable testament, fait oralement, avec ou sans témoins.

Suivant le cas, la succession ira dans son ensemble aux héritiers normaux, ou aura à supporter le prélèvement des legs particuliers voulus par le mort.

1. Chez les Gani, le neveu fils de sœur succède en premier lieu.

2. Une exception de fait, de la fille à sa mère. Voir *infra*, page 174.

Le testament du père est très important. Il y indique les dons qu'il entend faire à tel ou tel parent bien-aimé, et surtout fait connaître à celui qu'il préfère — c'est généralement son fils aîné<sup>1</sup> — où il a caché ses cauris et son argent, et quelles sont ses créances; par exemple : dans un certain village, un de ses amis a deux bœufs à lui; un autre lui doit dix mille cauris; il a payé l'impôt d'un troisième; le ravisseur d'une de ses femmes lui doit encore trois moutons. Les cauris son enterrés derrière la maison, au pied d'un jeune baobab. Ses écus sont dans un trou de la muraille, à côté d'un crochet où son arc est pendu...

Les legs en faveur de tel ou tel membre de la famille peuvent être stipulés par le mourant en présence de parents qui tiennent lieu de témoins. Il va sans dire, au contraire, qu'il indique en secret à ses fils les cachettes où se trouve son argent.

Le moribond rend le dernier soupir. Sa mort est saluée par les cris aigus, prolongés, déchirants de ses femmes qui se précipitent tour à tour hors de la maison, se déchirent la poitrine et errent en montrant tous les signes d'une affolante douleur. Le cadavre, paré, est apporté sous un arbre, où il restera exposé plusieurs jours. Des preuves de sa richesse et de sa force : armes, bijoux, dépouilles, paniers de mil, sont étalées autour de lui. Bientôt arrivent les musiciens. Une danse funèbre commence.

*L'allié de clan*, dont nous avons déjà signalé le rôle important<sup>2</sup>, ne tarde pas à se montrer. Gardant son sang-

1. « Le père répugnera le plus souvent à laisser ses fils absolument dénués de tout par suite de l'hérédité cognatique qui les dépossède complètement. S'il le peut, il les avantagera toujours avant sa mort dans une proportion qui varie avec l'affection qu'il a pour chacun d'eux. » (G. Chéron. *La société noire de l'A. O. F.*, page 78).

2. *Supra*, page 85.

froid au milieu du désespoir général, il organise les funérailles et soutient les désespérés.

Parents et alliés d'autres villages arrivent peu à peu. Un de leurs premiers soins est de prendre cinq cauris dans leur main, et d'adresser au mort un discours où ils lui rappellent ses exploits passés et où ils décrivent la douleur de sa famille. Puis ils jettent les cinq cauris dans unealebasse placée près du cadavre.

Mais il faut songer à enterrer le mort. On l'enveloppe préalablement dans une natte. Deux parents le placent sur leur tête et se mettent, aux sons de la musique, à tanguer lentement. Le « diseur de choses cachées » s'avance et interroge le défunt sur les causes de sa mort. Les réponses affirmatives ou négatives du mort sont marquées par les oscillations vers la droite ou vers la gauche éprouvées par son cadavre. Les questions sont nombreuses et précises; les réponses, catégoriques. S'il en résulte que la mort a été provoquée par les maléfices d'un légataire ou d'un héritier possible, celui-ci se trouvera déchu de ses droits. L'ingratitude a ici les mêmes conséquences qu'en droit français (article 995 du C. C.). De plus, elle peut provoquer des incidents sanglants.

Le mort est enfin enterré devant la maison, aussi confortablement que possible. Et la terre est damée audessus de sa dernière demeure, sur laquelle on élèvera un autel domestique.

★★

La succession est dévolue aux héritiers lors des deuxièmes funérailles, qui surviennent entre trois mois et un an après les premières. La fixation de leur date dépend de l'état des provisions, qui obligera peut-être à attendre la récolte, car il faudra nourrir et abreuver les assistants. Le but des cérémonies est la divinisation du mort.

Puis l'allié de clan procédera au partage de la suc-

cession en observant l'ordre successoral accoutumé de la région. Il se conformera à deux règles coutumières :

- a) L'héritage ne se fractionne pas;
- b) Les hommes héritent des hommes, et les femmes héritent des femmes.

Il est à ces règles, comme à toute coutume indigène, maintes dérogations pratiques. La première règle signifie simplement qu'il y aura toujours un héritier principal, sur la tête duquel passeront les droits, sinon tous les biens, du mort; ce qui n'est nullement contraire à l'exécution d'un testament oral éventuel.

La seconde règle est relative à la transmission des biens individuels. Chaque sexe possède naturellement les objets, les vêtements, les parures qui lui conviennent. Il serait ridicule qu'un homme héritât d'unealebasse ou d'une pierre à moudre le mil; qu'une femme se vit attribuer un fusil à pierre. Mais rien n'empêche une personne d'un sexe déterminé de léguer spécialement à quelqu'un de l'autre sexe des animaux, par exemple, ou des cauris; car ces richesses conviennent aux deux sexes.



Lorsque le défunt n'est pas chef de famille, la succession ne peut comprendre que des biens individuels. S'il n'y a pas eu de testament oral, la transmission de l'héritage se fait sans difficulté. Mais il est, en ce qui concerne les successions de femmes, quelques règles particulières et fort simples.

C'est ainsi que le pécule de la femme mariée va aux filles: les femmes héritent des femmes. Suivant la région, la fille aînée recueille l'ensemble de l'héritage, ou le partage avec ses sœurs, à l'exception des animaux qui, depuis peu, sont attribués aux fils de la morte, et, à défaut de fils, à ses neveux fils de sœurs.

La fille non mariée n'est généralement pas maîtresse de son pécule, puisqu'elle fait masse avec sa mère. Au cas où elle aurait gardé l'administration de ses biens propres, ils seraient, en cas de décès, destinés soit à sa sœur aînée, soit à toutes ses sœurs. D'habitude, il n'y a pas de transmission; la mère garde les biens de sa fille défunte, et c'est tout naturel, puisqu'elle administre un pécule commun à elle et à ses filles, qui hériteront d'elle un jour. Elle peut donc être considérée, de fait, comme l'héritière de sa fille. C'est là le seul cas où un ascendant hérite, et encore c'est indirectement.

Les biens des mineurs mâles sont dévolus suivant l'ordre successoral usité dans la région. Ils passent à l'aîné des frères, et à défaut de frères, aux sœurs, qui se trouvent habiles à succéder, non comme sœurs, mais comme mères présentes ou futures de neveux utérins du mort.

★★

La succession d'un chef de famille se compose : d'une part, du patrimoine familial; d'autre part, des biens et des droits dont le défunt jouissait en tant qu'individu.

Elle comprend ordinairement :

Une maison;

Des champs et des arbres;

La récolte de l'année;

Des instruments et des outils agricoles;

Du numéraire;

Des animaux domestiques;

Des armes;

Des vêtements et des parures;

Les veuves du *de cuius*.

Le mort n'avait pas la pleine propriété de la maison, que son caractère sacré rend inaliénable à titre onéreux; ni celle des champs et des arbres, qui sont à la Terre. Ce

qu'on transmet par héritage, c'est le droit d'usage et d'exploitation.

Les veuves n'ont pas été achetées par leur mari. Elles n'étaient pas sa chose. Aussi leur situation dans la succession est-elle très particulière. L'héritier pourra les épouser<sup>1</sup>, mais seulement si elles y consentent; par contre, il est assuré, si elles se remarient avec un autre, de toucher la dot compensatrice. Le droit qu'il a sur elles est donc, si l'on peut dire, complexe: il n'est pas sûr d'épouser la femme, mais il est toujours certain de toucher la dot compensatrice, si elle se remarie.

C'est l'allié de clan qui préside à la dévolution de la succession et à son partage en portions inégales, suivant certains errements coutumiers.

Il y a toujours un héritier principal, qui devrait en principe recevoir la totalité de la succession; mais il y a des dérogations, voulues ou forcées, à ce principe.

Les dérogations voulues par la coutume varient selon les régions. L'une d'elles a trait au partage des flèches, que l'allié de clan répartit entre les frères et le fils aîné du mort, jusqu'à épuisement du stock, à raison de trois flèches par frère pour une au fils. Le contenu de la maison est réservé aux enfants du mort, soit qu'on veuille leur laisser de quoi vivre au cas où ils resteraient dans l'habitation, ce qui arrive quand les fils sont suffisamment âgés pour cultiver les champs; soit qu'on veuille régulariser ainsi les consommations faites depuis le décès du *de cujus*, particulièrement abondantes lors des premières et des deuxième funérailles. Il arrive très souvent que le neveu utérin du mort, qui ne doit hériter qu'en second ou en troisième lieu, reçoive une partie des cauris

1. On nous a affirmé que les frères du défunt partagent ses veuves, lorsqu'il y en a plusieurs. En principe, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit ainsi, mais ce ne peut être qu'avec l'aveu de l'aîné des frères qui est seul héritier des femmes.

et des animaux compris dans la succession, même s'il y a un frère habile à succéder à la totalité.

Il est, aux règles de transmission des successions, une seule dérogation forcée, mais son importance est capitale, car elle va permettre au fils du mort, sacrifié par la coutume, de se tailler une large part de l'héritage, en dépit des privilèges de la parenté utérine. Le frère ou le neveu, héritier principal, ignore où le défunt a caché son argent et ses cauris. Des recherches seraient inutiles: les cachettes sont imprévues et sûres. Le fils aîné les connaît, son père les lui a apprises avant sa mort. Il ne les révélera pas sans compensation. Ainsi l'héritier se trouve forcé de sacrifier une partie des animaux qui lui sont échus pour n'obtenir peut-être qu'une partie de l'argent et des cauris. On peut prédire que la persistance de cette dérogation, dont le caractère est presque exorbitant, finira par amener le dépouillement des collatéraux, au profit de la filiation consanguine.

L'héritier principal emmène chez lui la famille du défunt, à moins qu'elle ne comprenne un fils assez grand pour continuer les cultures et exercer l'autorité. Il épousera les femmes si elles y consentent, ou touchera la dot si elles se remarient. Quant aux enfants, le frère ou le neveu, héritier principal, exercera sur eux l'autorité, en qualité non d'héritier, mais de remplaçant du père. Les enfants ne font pas partie de la succession; ils ne sont pas dévolus à l'héritier, mais trouvent en lui un nouveau père.



L'exécution des dispositions particulières énoncées dans le testament oral ne rencontre pas de difficulté, à condition qu'il y ait eu des témoins. Ces dispositions visent à favoriser une personne préférée, ou un membre de la famille pour lequel on doit traditionnellement avoir

une certaine prédilection. Telle est la tante paternelle, à qui quelques animaux sont presque toujours légués. Quant au père, il usera du testament pour favoriser ses descendants; bien souvent, ce n'est qu'en cette circonstance ultime que le fils apprendra où se trouvent cachés les cauris de son père, naturellement en l'absence de tout témoin.

Les legs, même au profit des enfants, ne peuvent encore aller jusqu'au dépouillement total de l'héritier coutumier.

L'allié de clan veille à l'exécution des dispositions testamentaires.

\* \* \*

## CONCLUSION

Les peuples primitifs ont les coutumes qui leur conviennent. C'est vrai dans l'Afrique noire plus que partout ailleurs.

La coutume lobi est née des besoins de ceux qui y recourent. Orale, elle s'y adapte avec une souplesse à laquelle ne peut atteindre la loi écrite. Elle a échappé à toute influence artificielle ou étrangère: aucun Solon, aucun Mahomet, aucun Napoléon noir n'a pu, par le moyen de la lettre, lui donner la stabilité et lui ôter, du même coup, sa plasticité. La domination européenne date de trop peu pour que son action soit notable, et l'influence de l'Islam est restée minime.

Malgré ses formes variables et variées, la coutume reste, en son esprit, tout imprégnée de mysticisme. Aussi ne saurait-on l'appliquer convenablement sans une connaissance sérieuse de la religion locale. En toute circonstance délicate, il sera sage d'oublier les idées de l'Europe, et de prendre l'avis de vieillards expérimentés et désintéressés dans le débat : seulement ainsi on aura une claire vision de la nature des difficultés à résoudre, et des moyens d'arriver à un règlement heureux. Et l'on fera bien de ne passer outre au sentiment de ceux qui savent, que si la solution suggérée par eux semble, après mûre réflexion, devoir engendrer une injustice.

Le doigté, la prudence et surtout la patience sont toujours de rigueur pour l'administrateur, qui doit d'ailleurs se convaincre que l'influence du peuple colonisateur est basée sur sa présence intelligente, bien plus que sur son action hâtive.

---

VU : Paris, le 19 décembre 1928.

*Le Président de la thèse,*

L. ROLLAND.

VU : Le Doyen de la Faculté de Droit de Paris,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Paris, le 21 décembre 1928.

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

S. CHARLETY.

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                  | Pages |
|--------------------------------------------------|-------|
| Croquis ethnographique de la région du Lobi..... | 2     |
| BIBLIOGRAPHIE. . . . .                           | 5     |
| INTRODUCTION. . . . .                            | 7     |

## PREMIERE PARTIE

### Le Milieu

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Le cadre..... | 17 |
| CHAPITRE II. — L'histoire.....    | 27 |
| CHAPITRE III. — La société.....   | 37 |
| CHAPITRE IV. — La religion.....   | 47 |

## DEUXIEME PARTIE

### Les Personnes

|                                                |     |
|------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Le clan et la famille..... | 67  |
| CHAPITRE II. — Formation de la famille.....    | 87  |
| CHAPITRE III. — Condition de la femme.....     | 104 |
| CHAPITRE IV. — Le régime matriarcal.....       | 116 |
| CHAPITRE V. — La condition de l'enfant.....    | 126 |

## TROISIEME PARTIE

### Les Biens

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| TITRE I <sup>er</sup> . — Les droits réels :                             |     |
| Classification des droits réels.....                                     | 141 |
| CHAPITRE PREMIER. — La terre et ses fruits.....                          | 144 |
| CHAPITRE II. — Les droits de chasse et de pêche.....                     | 155 |
| CHAPITRE III. — Le patrimoine familial et les biens individuels. . . . . | 161 |
| TITRE II. — Les successions.....                                         | 169 |
| CONCLUSION. . . . .                                                      | 178 |



